



BERNARD GIRAUD

CES MAINS QUI RÉPARENT LA TERRE

RÉCITS D'UNE AVENTURE COLLECTIVE



ateliers
henry dougler

CES MAINS QUI RÉPARENT LA TERRE

Récits d'une aventure collective

HDateliers henry dougier © 2020
7, rue du Pré aux Clercs – 75007 Paris

Éditeur : Henry Dougier
Directrice du développement : Julie Rovero
Secrétariat général : Clémence Commelein
Correction : Karine Nedjari
Réalisation de la maquette : Nord Compo
Conception visuelle de couverture : Fabrice Rondon

Dépôt légal : octobre 2020
ISBN : 979-10-312-0246-4

Imprimé et broché en France par l'imprimerie Corlet

Tous droits réservés. Aucun élément de cet ouvrage ne peut être reproduit, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse de l'éditeur et du propriétaire, les ateliers henry dougier.

CES MAINS QUI RÉPARENT LA TERRE

Récits d'une aventure collective

Bernard Giraud



Créée en 2014, la maison d'édition **les ateliers henry dougier** souhaite « raconter » la société contemporaine dans le monde, en donnant la parole aujourd'hui à des témoins souvent invisibles et inaudibles : peuples, régions, métiers, catégories sociales ou générationnelles parlent ici de leurs valeurs, de leur mémoire, de leur imaginaire, de leur créativité.

Notre objectif : briser les murs et les clichés.

Ce titre est également disponible en **e-book**.

SOMMAIRE

Livelihood, mot anglais. Traduction : vie, moyens d'existence, revenus, gagne-pain.

p. 7 ■ Préface

10 RÉCITS

- p. 13 ■ Le chant des bolongs
- p. 21 ■ Les bijoux d'Araku
- p. 33 ■ Sur les flancs du mont Elgon
- p. 45 ■ Un bouclier vivant contre les cyclones
- p. 55 ■ Des réponses simples à une question compliquée
- p. 67 ■ Les nouvelles couleurs du batik
- p. 75 ■ Parfums de vanille
- p. 91 ■ Combat inégal
- p. 99 ■ Régénérer l'arbre de vie
- p. 111 ■ Une richesse en partage

5 RÉFLEXIONS

- p. 123 ■ Les fondations de la maison Terre
- p. 135 ■ Le champ de tous les possibles
- p. 145 ■ L'entreprise au cœur des contradictions
- p. 161 ■ Le développement à bout de souffle
- p. 173 ■ Questions sur l'engagement

- p. 183 ■ Qu'est-ce que Livelihoods ?
- p. 187 ■ Remerciements

Note à nos lecteurs :

Chers lecteurs et lectrices, vous tenez entre vos mains un livre vivant, qui retrace l'aventure collective de Livelihoods dans les quatre coins du monde : du Sénégal à la vallée d'Araku en Inde, du Pérou au Mont Elgon au Kenya.

Les 10 premiers chapitres de ce livre sont consacrés aux hommes et aux femmes qui font l'aventure et les projets de Livelihoods sur le terrain. En complément des textes, vous trouverez à la fin de chaque chapitre un QR code que vous pouvez scanner avec votre téléphone, pour accéder à un album photo en ligne qui donnera vie à chaque récit que vous parcourrez.

Bonne lecture et bon voyage !

Préface.

Un printemps immobile

Ce printemps-là, le ciel était d'un bleu d'éternité que rien ne semblait pouvoir assombrir. Les fleurs et les feuilles explosaient sur les branches que réchauffait la lumière éclatante d'un avril hors du temps. La ville était déserte, silencieuse. Ou presque. On pouvait même entendre le chant des oiseaux. Chacun claquemuré dans son entre-soi pour se protéger du virus. Relié au monde par d'invisibles fils. Nous avons appris alors que les vies que nous menions, le confort de nos habitudes, pouvaient être simplement bouleversés par la vague immense que nous ne soupçonnions pas. 7

D'autres vagues sont à venir, bien plus dangereuses. Comme les tsunamis, elles se forment au large, loin derrière l'horizon. Elles ne naissent pas de séismes au fond de l'océan mais plus simplement de notre propre histoire. Celle de l'*Homo sapiens* qui a peuplé notre planète et la domine aujourd'hui au point de bouleverser le climat, de menacer le monde vivant et sa propre existence. Arrêter ces vagues annoncées avant qu'elles nous submergent est notre responsabilité. Il est urgent de repenser notre façon d'habiter la maison Terre.

Ce livre est le récit d'une aventure. Aux quatre coins du monde ces dernières années, des communautés rurales dont la vie dépend très directement du climat, du sol, de l'eau, de la diversité végétale et animale, nous ont montré qu'il est possible de reconstruire les fondations de la maison. Et de desserrer l'étau de la pauvreté pour mieux maîtriser leur propre vie. Les millions d'arbres qu'elles ont plantés, les milliers d'hectares de terres restaurées, les productions locales commercialisées sont bien peu de chose à l'échelle des enjeux. Mais leur réussite nous donne une formidable leçon. Lorsque j'écris ces lignes, Amphan, un terrible cyclone, vient de ravager les Sundarbans sur la côte du Bengale en Inde. En quelques heures, des rafales jusqu'à deux cents kilomètres-heure ont détruit les fragiles maisons de terre et de chaume. L'eau salée s'est engouffrée dans les rizières, là où les digues se sont

8 rompues. Mais les 5 000 hectares de mangrove replantés depuis 2009 ont tenu, telles des sentinelles, de gigantesques boucliers vivants contre la violence des vents. Elles ont arrêté les vagues.

Une autre leçon d'espoir apprise de Livelihoods est que l'alliance des contraires est possible. Quoi de commun entre de grandes entreprises internationales et des villages isolés d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine ? Entre le monde des ONG animées par un idéal et celui du business ? Entre le secteur dit « privé » et l'intérêt général ? L'expérience de ces dernières années nous montre que les frontières ne sont pas tranchées, que des alliances sont nécessaires si l'on veut atteindre un réel impact. Que chacun s'enrichit des forces de l'autre à condition que les objectifs, les stratégies, les moyens d'action soient clairs et partagés. Car, au fond, la

transformation nous concerne tous, individuellement et collectivement. Personne, aucune institution n'a à elle seule le pouvoir de réussir cette transformation. Les acteurs qui témoignent dans ce livre nous apportent la preuve qu'entre les incantations inutiles et le sentiment d'impuissance il existe des voies possibles.

L'aventure continue...

Bernard Giraud
Mai 2020

10 RÉCITS

Le chant des bolongs

Toute aventure collective a besoin d'une histoire fondatrice, d'un ancrage auquel chacun peut s'accrocher face aux vents du large, lorsqu'ils soufflent trop fort. La nôtre est sans doute née en 2009 près de Ziguinchor en Casamance, un mois sombre d'hiver français, un beau mois de ciel clair et doux dans ce grand estuaire d'Afrique de l'Ouest coincé entre Gambie et Guinée-Bissau. Immense étendue que nous survolons en provenance de Dakar : des centaines de bras d'eau, ces bolongs argentés qui serpentent vers l'océan entre langues de terre nue et couloirs verts, ce qui reste de la mangrove qui couvrait autrefois la majeure partie du delta. On aperçoit très nettement, au fond des bolongs, un damier complexe d'innombrables petits champs, les rizières, dont nous apprendrons bientôt qu'elles sont pour la plupart abandonnées car envahies par l'eau salée. Ce qui était autrefois le grenier à riz du Sénégal est recouvert d'une boue saumâtre. Les palétuviers qui absorbaient silencieusement le sel, tel un gigantesque filtre faisant office de barrière de protection des rizières, ont disparu, laissant place à ce que les Casamançais appellent la « tanne », une terre stérile durcie par le soleil et le mouvement des marées.

13

À dire vrai, nous débarquons en Casamance armés de notre ignorance qui n'a d'égal que notre inexpérience dans ce qui sera pour nous un nouveau métier, une nouvelle étape de vie. Mon complice Jean-Pierre Rennaud et moi venons de l'industrie. Lui habitué à faire marcher de grandes usines agro-alimentaires, moi familier des stratégies d'entreprise, bien loin des villages de Casamance. Ce qui nous motive : l'intuition que ces deux mondes ne sont éloignés qu'en apparence, que de multiples fils invisibles les relie et qu'il nous faut inventer des solutions qui seront des passerelles. La conviction très forte aussi que rien ne se fait sans les gens, qu'ils sont les héros de leur propre histoire. Les années passées chez Danone, une entreprise issue de l'industrie verrière devenue un géant de l'alimentaire, nous ont appris que les mutations nécessaires ne réussissent qu'« avec et par » les hommes et les femmes concernés, pour reprendre une expression bien connue dans cette entreprise qui a su inventer à la fin du siècle dernier une vision et des méthodes managériales innovantes sous l'impulsion de son fondateur, Antoine Riboud.

14

Accueillis par nos futurs partenaires sénégalais, nous roulons immédiatement vers un village où nous arrivons à la nuit tombée après quelques heures sur des pistes défoncées. Tout le village est rassemblé face à un drap tendu sur une bâche de camion : l'écran de cinéma improvisé que lorgnent une centaine d'enfants assis sur le sable, entourés des groupes animés de femmes qui font cercle, des notables du village et des anciens assis sur des fauteuils en plastique, les jeunes du club de foot avec leurs maillots colorés qui rigolent en s'envoyant des coups de coude. Un petit groupe électrogène fournit l'énergie nécessaire au projecteur, et la séance de

« cinéma-débat » commence. Je suis impressionné par l'attention que portent les villageois aux images un peu tremblantes de palétuviers et de leurs racines échasses, par les gros plans de crabe violoniste ou de poisson-grenouille. Jean Goepp, un responsable de l'organisation non gouvernementale (ONG) Océanium, chapeau de brousse sur la tête, commente en wolof les images, montrant à quel point la mangrove est un formidable lieu de reproduction des poissons. Il donne la parole à un pêcheur du village, puis à un vieil agriculteur, ensuite à la présidente des femmes qui collectent les huîtres accrochées aux racines des palétuviers. Tous témoignent d'un même constat : la disparition de la mangrove s'est traduite par une forte baisse de la diversité et de la taille des ressources qui sont essentielles à la vie du village. Jean dessine ensuite un simple graphique sur le sable et invite chacun à le remplir avec un seau plein de coquillages pour matérialiser les prises d'un vieux pêcheur dans le bolong lorsqu'il était jeune, et celles d'aujourd'hui. En prolongeant la courbe qui pique du nez, chacun peut visualiser le désastre annoncé si rien n'est fait. S'engage alors une discussion animée sur ce qu'il convient de faire. La croyance profondément ancrée jusqu'alors est que la mangrove ne se plante pas, pas plus que les arbres de la forêt. C'est un don de Dieu. Il faut toute la force de conviction d'un Haïdar El Ali, fondateur et dirigeant d'Océanium, pour expliquer que restaurer la mangrove disparue est possible, que plusieurs villages ont déjà réussi et qu'il faut protéger celle qui reste, ne plus couper les racines des palétuviers pour faire du bois de chauffe, ne plus construire de routes sans se soucier de la circulation de l'eau. La soirée est longue, les petits commencent à fatiguer, certains emportés dans les bras de leur maman vers les cases voisines. Mais elle se conclut par un engagement clair. À la question

15

posée par Océanium « Votre village veut-il replanter la mangrove ? », la réponse est clairement oui. À la question « Combien de volontaires du village sont prêts à planter ? », après conciliabules et de multiples discussions, le chiffre d'une centaine fait consensus. Rendez-vous est pris pour identifier les surfaces à replanter et programmer les dates de plantation.

De retour à Ziguinchor après plusieurs jours sur le terrain, nous échangeons avec les responsables d'Océanium sur un grand projet que nous pourrions faire ensemble. Jean-Pierre recoupe les informations, vérifie ses calculs. Ce qui emporte notre décision, c'est d'abord la capacité de cette organisation à motiver et mobiliser les populations locales pour reconstruire les fondations de leurs ressources vivrières. Tous les moyens
 16 locaux sont mis à contribution pour créer une dynamique de plantation et même une véritable compétition entre les villages : les radios locales où les villageois viennent raconter leur engagement, les cahiers d'écopier illustrés de jeux sur la protection de la mangrove, les affiches avec de jolies images de bandes dessinées que les commerçants et même les gendarmes sont heureux d'afficher dans leurs bureaux. Mais nous sommes aussi frappés par la méthode mise au point par Océanium et qui s'apparente à ce que nous connaissons bien dans l'industrie : identifier ce qui est essentiel, se focaliser sur les actions-clés, simplifier pour rendre le modèle reproductible et organiser la logistique afin d'atteindre une échelle significative. Depuis la cueillette de millions de propagules, ces longues graines de palétuviers, dans les mangroves en bonne santé, et leur transport vers les villages qui replantent, l'ONG a su structurer la replantation en des gestes simples afin que

chaque village puisse facilement la mettre en œuvre. Cette approche tranche avec beaucoup d'autres projets de développement parfois magnifiques mais si complexes qu'ils restent à l'état d'éternels pilotes.

À notre arrivée, les responsables d'Océanium avaient déjà planté 300 hectares avec cette méthode. Ils sont convaincus qu'ils peuvent faire beaucoup plus mais leurs moyens financiers sont très limités, quelques milliers d'euros annuellement. Il faut des équipes sur le terrain, il faut financer la collecte des propagules, des camions pour les acheminer au fond des bolongs, des motos, des téléphones pour coordonner une énorme logistique car tout doit se faire en quelques mois pour profiter de la saison des pluies. Il faut de l'argent aussi, pour s'assurer de la qualité des plantations, les surveiller pour qu'elles grandissent dans de bonnes conditions. Sans un financement important sur plusieurs années, l'impact espéré ne sera pas au rendez-vous. Nous décidons qu'il s'agira de notre premier programme de compensation carbone car il répond très exactement à ce que nous cherchons : les mangroves poussant en milieu tropical humide séquestrent d'importantes quantités de carbone, contribuant à ralentir le changement climatique. En se développant, elles reconstituent un écosystème durable indispensable à la vie des populations locales. L'investissement réalisé aura donc un double impact écologique et social.

17

Pendant quatre années, un immense chantier de plantation se déploie en Casamance et au Sine Saloum, plus au nord. Quatre cents villages se mobilisent et réussissent à planter 80 millions de propagules sur 10 000 hectares, soit la surface de Paris. Malgré toutes les difficultés rencontrées, les camions

embourbés jusqu'à l'essieu, la foudre qui frappe ici et là, les petits et grands drames, je suis frappé par l'incroyable énergie et l'enthousiasme des groupes de planteurs. Des orchestres de village accompagnent les chants des femmes qui progressent en rythme dans la vasière. J'accompagne un groupe de jeunes villageois qui plantent à une telle vitesse que je suis exténué alors qu'ils courent sans même souffler dans le *poto-poto*, la boue noire des mangroves, jusqu'aux genoux. Chaque village essaie de faire mieux que son voisin. Un jour, nous apprenons une nouvelle inquiétante : une petite araignée orange se répand dans les jeunes plantations et fait sa toile sur le bourgeon terminal, étouffant le jeune palétuvier. Si l'on n'arrive pas à stopper la progression de cet insecte, le risque de mortalité des jeunes plants est énorme. Mais nos partenaires réagissent avec un sang-froid incroyable. En quelques semaines,

18 les écoles, les clubs de jeunes et tous les volontaires sont équipés de boîtes de conserve et, à marée basse, nettoient un à un les palétuviers infestés. Rapidement, l'invasion est stoppée, preuve supplémentaire que la restauration de la mangrove est très bien portée par la population.

En 2018, près de dix années après son démarrage, nous décidons d'en évaluer les impacts. L'impact carbone ne nous pose pas de problème : avec des méthodologies reconnues internationalement, les experts sont capables de mesurer très précisément le carbone stocké en fonction de la croissance des arbres, de leur densité. Tous les trois ans, les parcelles cartographiées au GPS sont auditées selon des méthodes rigoureuses d'échantillonnage. Des drones sont utilisés lorsque la mangrove est trop grande ou trop enchevêtrée pour que les auditeurs puissent faire des mesures de terrain. Nous sommes

donc en mesure de suivre avec précision les tonnes de CO₂ que le modèle Livelihoods a permis de stocker. Mais les hommes et les femmes qui se sont démenés pour ressusciter la mangrove, que pensent-ils, dix ans plus tard ? Ont-ils le sentiment que leur effort a servi à quelque chose, a permis d'améliorer concrètement la vie de leurs familles ? Nous faisons appel à la Tour du Valat, une organisation scientifique basée en Camargue qui a beaucoup travaillé sur les écosystèmes côtiers dans de nombreux pays. Les experts de la Tour du Valat nous proposent d'utiliser une méthode mise au point par l'agence de développement du gouvernement britannique (DFID) basée sur des mesures physiques et huit cents interviews de villageois sur l'ensemble du périmètre. Quelques mois après, l'analyse des résultats confirme nos hypothèses et bien au-delà : l'étude confirme le retour des ressources halieutiques, les pêcheurs témoignent de l'accroissement de la diversité des poissons, de leur taille. Les experts de la Tour du Valat estiment que la mangrove restaurée génère 5 000 tonnes supplémentaires de poisson en Casamance. L'étude confirme aussi que les palétuviers jouent de nouveau leur rôle essentiel de « pompe à sel » protégeant les rizières de l'invasion d'eau salée. Plusieurs milliers d'hectares de rizières pourront être restaurés et aménagés dans le grand delta. Je me prends à rêver d'un autre grand programme de riziculture avec des méthodes intelligentes à la fois productives et durables, qui permettrait de redonner vie à ces vastes espaces aujourd'hui abandonnés au fond des bolongs. Mais ce qui est le plus frappant et le plus émouvant dans les témoignages recueillis, c'est le sentiment de fierté qu'expriment massivement les villageois. À la question sur ce qui les a le plus marqués au cours des dernières années dans leur village

et dont ils sont particulièrement fiers, presque tous répondent : la plantation de la mangrove, « leur » mangrove. Fierté d'avoir réussi collectivement quelque chose que tous croyaient impossible, planter dans la boue, pas à pas, des millions de palétuviers. Prendre soin de la mangrove, la défendre parce qu'on en a compris la valeur inestimable. En écoutant les auteurs de ce rapport, je me dis que si la bataille est loin d'être gagnée, elle est ici plutôt bien engagée.

Consultez l'album photo
du projet Livelihoods au Sénégal



Les bijoux d'Araku

Lorsque mes amis indiens me téléphonent de Calcutta ou d'Hyderabad, je n'ai pas besoin de regarder le numéro qui s'affiche, il me suffit d'entendre le tintamarre des klaxons en toile de fond pour immédiatement me trouver plongé dans le

tohu-bohu des villes indiennes en plein essor. Chacun sait que le klaxon est un organe automobile essentiel en Inde ! Entre les chantiers qui poussent un peu partout, les panneaux publicitaires pour le dernier smartphone ou le produit de beauté qui vous attirera toutes les attentions, au milieu des gaz d'échappement des tuk-tuks qui vous prennent à la gorge et de la foule dense qui s'affaire entre d'innombrables échoppes, l'Inde urbaine est un incroyable chaudron d'énergie.

21

Automne 2009 : nous atterrissons à Visakhapatnam, grand port de la côte est de l'Inde dans l'État d'Andhra Pradesh, invités par les responsables de la fondation Naandi qui veulent nous montrer leur action dans une vallée isolée à plusieurs heures de route. Il nous faut slalomer un bon moment dans les embouteillages grâce à la virtuosité de notre conducteur pour atteindre les faubourgs de la ville, voir peu à peu les champs et les arbres l'emporter sur les constructions disparates

puis s'engager sur une route en lacets qui escalade le rebord des Eastern Ghats, une chaîne de montagne qui domine les côtes orientales de l'Inde. Longues heures ralenties par la traversée de nombreux villages. Notre voiture se fraye un passage dans la cohue d'un jour de marché, double des groupes d'enfants en route pour l'école, contourne plus loin des bovins paisiblement couchés sur l'asphalte. Entre les arbres, nous apercevons une famille de singes regardant passer les voitures du haut d'un parapet. Notre chauffeur évite d'innombrables camions et bus brinquebalants chargés de marchandises ou de passagers venus des hautes vallées.

22 Tout à coup, l'horizon se dégage. Devant nous s'ouvre une large vallée sous un soleil de fin d'automne. Tout paraît incroyablement calme. À perte de vue, le moutonnement des champs et des arbres sur les versants bleutés où s'accrochent encore quelques lambeaux de brume. Une rivière serpente entre des rizières en terrasses où s'affairent les paysans qui ont commencé la récolte. Nous sommes enfin dans la vallée d'Araku. Aucune construction ne vient défigurer ce paysage qu'on croirait échappé d'une peinture de Constable. Nous apprendrons qu'ici la terre bénéficie d'un statut particulier, celui de zone tribale, car la vallée d'Araku est peuplée d'Adivasis, les peuples premiers de l'Inde. Chaque famille jouit de l'usufruit de la terre, la cultive et la plante, peut la céder à ses enfants mais pas la vendre. Aucun particulier ou promoteur immobilier, si riche soit-il, n'a donc la possibilité d'acquérir des terrains et de construire. Les villages, groupés au pied des collines, se fondent dans le paysage. Sur les versants, à l'ombre de grands chênes argentés, on aperçoit le vert sombre des caféiers qui sont le symbole de l'histoire étonnante

qui se joue ici : le pari de réussir l'entrée dans la modernité sans détruire l'identité culturelle d'une communauté. Avec une question : l'identité culturelle peut-elle être un levier (ou un frein) permettant à un groupe de femmes et d'hommes marginalisés par l'histoire de se construire un avenir ?

Nous sommes guidés dans notre découverte par deux personnages exceptionnels qui deviendront des amis très chers. Manoj Kumar, dirigeant de la fondation Naandi, et David Hogg, responsable des projets agricoles de la fondation. J'ai fait la connaissance de Manoj quelques années auparavant alors que nous accompagnions nos patrons respectifs, membres du conseil d'administration d'une grande organisation internationale. Nous nous sommes très vite compris et fait la promesse qu'un jour nous ferions quelque chose ensemble. Voilà pourquoi, un jour de novembre, nous nous retrouvons à Araku. Manoj pétillait d'intelligence et d'humour. Sous son regard amusé, on sentait une très grande force d'analyse et d'action. Après quelques années dans une banque d'affaires où il aurait pu faire ce qu'on appelle une belle carrière, il a décidé de rejoindre Naandi, une fondation créée par un entrepreneur indien convaincu que l'efficacité de l'entreprise peut être mise au service de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Du sanskrit, « *naandi* » veut dire « nouveau départ ». En quelques années, la fondation a développé de nombreux programmes un peu partout en Inde pour l'éducation des filles, le soutien scolaire dans des quartiers défavorisés, l'accès à l'eau potable ou à la nutrition.

23

À Araku, la fondation Naandi a été appelée par les autorités, confrontées à un problème difficile : les Adivasis sont les

héritiers d'une longue histoire de marginalisation de peuples autochtones qui ont été repoussés vers les hautes terres, tour à tour révoltés contre le pouvoir du moment ou repliés dans la forêt. Ils sont aujourd'hui 80 millions de l'ouest à l'est de l'Inde. Pendant longtemps, les Adivasis d'Araku ont vécu de chasse et de cueillette. Puis la forêt a disparu, transformée en bois pour la construction ou en traverses de chemin de fer par le colonisateur anglais. Des caféiers ont bien été plantés il y a quelques années puis délaissés, car les villageois manquent de savoir-faire et le café est de bien médiocre qualité. Quel avenir pour les jeunes de ces tribus isolées dans une Inde en plein bouleversement ? Seront-ils embrigadés par les naxalites, cette ancienne guérilla maoïste encore vivace dans la région, sans autre horizon que la violence et le désespoir ?

24 Les Adivasis d'Araku ont gardé enfoui dans leur mémoire le souvenir vivant de la forêt qui les a longtemps nourris. Mais aujourd'hui, les forêts ont disparu et les collines sont dénudées, recouvertes d'une végétation que broutent les troupeaux de chèvres et de bovins. L'érosion a lessivé les sols, et la roche nue brille au soleil. Un rite de passage dans la vallée veut que les jeunes garçons, pour devenir des hommes, partent plusieurs jours dans la nature sauvage et ne reviennent au village que lorsqu'ils ont tué un gibier. On raconte que cette coutume existe encore mais les pauvres garçons errent sans rien trouver tant la faune s'est appauvrie, condamnés à rapporter de misérables petits rongeurs. Lors de nos rencontres avec les villageois, beaucoup expriment le souhait de reconstituer la forêt, mais quelle forêt ? Pas la forêt d'antan car les paysans d'Araku ont compris l'opportunité que représentent le monde extérieur, le marché, qui peut contribuer à accéder à une vie décente. Les

motos et camions des acheteurs en gros, intermédiaires et marchands divers parcourent la vallée pour y négocier des produits recherchés pour leur qualité : les fruits, le riz ou le *ragi* (« queue de renard »), ce petit millet aux graines minuscules dont les qualités nutritionnelles sont exceptionnelles.

Avec nos partenaires de Naandi, nous testons dans les villages plusieurs scénarios de forêt « fonctionnelle » combinant la plantation d'arbres fruitiers, d'arbres pour le bois d'œuvre, le bois de feu, ainsi que des cultures sous couvert. Discussions à l'ombre d'un grand manguier devant un croquis coloré représentant les terres du village et leur utilisation : visages attentifs et silencieux d'abord puis la conversation s'anime, quelques leaders prennent la parole puis chacun y va de son commentaire. Une femme demande comment on va pouvoir protéger les jeunes arbres de la gourmandise des chèvres. Brouhaha, discussions sur les solutions possibles, les clôtures ou le gardiennage. Un jeune paysan déclare qu'il veut surtout planter des manguiers et rien d'autre. L'échange est long, les responsables de Naandi écoutent mais ils expliquent aussi que planter plusieurs essences d'arbres est nécessaire pour diversifier les revenus, se protéger des aléas climatiques et commerciaux. La discussion se conclut sur le choix des parcelles qui seront plantées et sur les méthodes de plantation.

25

Au fil des semaines, village après village, se dessine un vaste programme de plantation. Avec Jean-Pierre Rennaud, nous sentons très vite que les conditions sont réunies pour réussir une transformation à grande échelle dans cette vallée et avec nos partenaires. Nous calculons les budgets pour planter et entretenir ces plantations sur une durée de vingt ans. Et

évaluons le carbone qui sera stocké dans les arbres, la restauration des sols, les tonnages de fruits qui seront produits. Décision est prise par le comité du fonds Livelihoods d'investir deux millions et demi d'euros pour planter six millions d'arbres sur des terres dégradées qui permettront de stocker 1,3 million de tonnes de carbone. Mahindra, une grande entreprise indienne, se joint à Livelihoods et apporte un complément de financement qui permet de réaliser le projet. Naandi crée au centre de la vallée une grande pépinière où les plants seront produits, puis des pépinières annexes dans plusieurs villages pour être au plus près des besoins. Chaque village s'organise pour transporter les jeunes plants et creuser les trous qui les accueilleront. Ici, presque tout se fait à pied et les parcelles sont souvent loin du village. Les machines sont rares. Et on ne dispose que de deux ou trois mois pour permettre aux

26 jeunes arbres de s'enraciner avec la mousson. Le programme de plantation s'accompagne d'une intense formation sur la fertilisation des sols avec des techniques élaborées de compostage. Je visite plusieurs de ces petits centres de compost que les fermiers sont fiers de me montrer. Cette matière organique réduit la mortalité car elle nourrit et protège les jeunes plants, aidant à garder une certaine humidité pendant la saison sèche.

David Hogg est un artisan essentiel de cette aventure. David a grandi en Nouvelle-Zélande dans une famille de fermiers. Il a débarqué en Inde alors qu'il était un jeune étudiant plein de rêves, il y a quarante ans de cela. David Hogg est devenu indien de cœur et j'ose dire d'âme. « Plus indien que les Indiens » disent nos amis ! Après quelques années passées dans un ashram, David s'est installé comme fermier dans le sud de l'Inde, il a produit des fruits, des fromages, élevé des chevaux

de course. Il sait ce que gagner sa vie à partir de la terre veut dire. Dans sa ferme régulièrement visitée par des troupes d'éléphants, il a développé une extraordinaire connaissance des cycles du vivant, des plantes, de la complexe alchimie des micro-organismes du sol. Marcher avec David sur les petits sentiers qui sillonnent les champs et les bois d'Araku en l'écoutant me lire le paysage ou m'expliquer les propriétés d'une plante qu'il vient de cueillir est un moment de grand bonheur. David a rejoint Naandi il y a quelques années et il y dirige les programmes agricoles de la fondation dans plusieurs États de l'Inde. Il a beaucoup observé et écouté. Il a formé les équipes de terrain de Naandi, de jeunes techniciens passionnés originaires de la vallée ou des villes. Il a mis en place patiemment, avec des paysans volontaires, des solutions qui fonctionnent, gagné la confiance de villageois qui ne croient que les actes, ayant entendu trop de paroles et de promesses non tenues. Manoj, David et leur équipe de terrain ont fait d'Araku une sorte de laboratoire d'innovation sociale, culturelle et technique, combinant une vision ambitieuse et une grande attention à l'action, à la qualité de l'exécution. Tout pour nous plaire.

27

Quatre ans après, les arbres sont plantés, et l'objectif atteint. Des caféiers sont plantés sur les parcelles les plus favorables. Les premiers manguiers atteignent déjà une belle taille et les fermiers se font photographier à côté de leurs plus beaux arbres. Je remarque le soin que chacun apporte à l'entretien des parcelles replantées. Un couple de paysans qui nous accueille sur une parcelle éloignée nous montre la petite cabane qu'ils ont construite : « Nous préférons y dormir pour être près de nos arbres au cas où des animaux viendraient les

abîmer. » Petits signes qui sont autant de messages encourageants. Mais aussi beaucoup de stress parfois.

Un jour d'octobre 2015, nous recevons un message alarmant : un cyclone sur la côte est de l'Inde a frappé la vallée d'Araku. On ne sait pas encore l'ampleur des dégâts mais des plantations sont touchées. Nous craignons le pire, tant d'efforts détruits en quelques heures. Deux semaines plus tard, en visite dans la vallée, je constate que certaines parcelles sont très endommagées mais d'autres sont intactes à quelques centaines de mètres. Le vent a soufflé en couloir. Au total, dix pour-cent seulement des plantations sont touchées. Très vite, les villageois ont dégagé les arbres abattus et commencé à construire des ombrages pour les caféiers qui se retrouvent exposés au dur soleil. Avec Naandi et les fermiers concernés, décision est prise de replanter rapidement les plantations endommagées. Quelques années plus tard, il ne reste plus trace du cyclone et nous retrouvons notre trajectoire initiale.

28

L'équipe de Naandi travaille dans la vallée d'Araku depuis plusieurs années. Peu à peu un rêve s'est dessiné autour du café avec l'objectif d'en faire le symbole du renouveau. Cette vallée magnifique encore préservée ne pourrait-elle pas devenir un joyau de préservation de la nature, apportant au monde des villes un café d'une exceptionnelle qualité, cultivé en respectant les terroirs et les cycles de la nature ? La vallée d'Araku ne pourrait-elle pas devenir une véritable marque symbole de pureté et d'excellence ? Rêve un peu fou et curieux renversement si l'on considère la pauvreté des habitants de cette vallée et le poids de l'histoire des Adivasis. Pourtant, pas à pas, Naandi a commencé à transformer ce rêve en une réalité économique

et surtout humaine avec la création d'une coopérative qui réunit aujourd'hui plus de dix mille petits producteurs.

Année après année, les fermiers ont été formés à soigner les caféiers, à enrichir les sols selon les techniques de la biodynamie, à créer les conditions d'ombrage et l'humidité propices au meilleur café. Les parcelles ont été sélectionnées avec l'aide d'un expert français qui a su appliquer au café sa connaissance des vins et des terroirs viticoles. Un des succès de Naandi est d'avoir réussi à susciter non seulement l'intérêt des producteurs mais aussi une véritable émulation entre eux pour produire le meilleur café. Avec des moyens simples mais efficaces. Chaque année, Naandi organise les *Gems of Araku* (les « joyaux d'Araku »), une compétition où sont invités des experts internationaux du café venus des cinq continents et qui priment les meilleurs producteurs de la vallée. Les grains de qualité sont collectés par un petit camion rouge bien visible dans la vallée. Chacun peut suivre des yeux ce fameux *red truck*, voir dans quel village il se rend pour collecter le café. Et chacun sait que le café collecté par le *red truck* est payé deux fois plus cher par la coopérative. Avec un principe, le label Red Truck n'est pas attribué individuellement mais à un groupe de fermiers lorsqu'ils ont atteint le niveau de qualité requis. Ainsi, les fermiers les plus dynamiques sont incités à entraîner leurs voisins.

29

Cette approche est sous-tendue par une stratégie de commercialisation du café qui vise une clientèle exigeante d'amateurs de café. Soutenue par des dirigeants d'entreprise indiens et français, une première boutique Araku est ouverte à Paris dans le quartier branché du Marais. Le design des emballages, les couleurs, l'aménagement intérieur du magasin ont été pensés pour

être en cohérence avec ce que la jeune marque Araku cherche à communiquer. Plusieurs enseignes de grands magasins commencent à commercialiser le café d'Araku et des entreprises le servent dans leur siège parisien. La commercialisation sur Internet est lancée un peu plus tard en Inde, suivie de l'ouverture d'un espace de dégustation et de vente à Bangalore. D'autres ouvertures sont envisagées dans de grandes villes étrangères. Un fil fragile mais réel se noue entre deux mondes que tout en apparence oppose, la clientèle aisée des métropoles urbaines en recherche d'une nature plus ou moins fantasmée et les habitants d'Araku, qui essaient de se frayer un chemin pour ne pas disparaître dans un monde qui s'urbanise.

30 En 2018, encouragés par la réussite de la première vague de plantations, nous imaginons avec nos amis de Naandi une nouvelle étape bien plus ambitieuse : ne pas se limiter à replanter des parcelles ici et là mais restaurer l'ensemble du paysage. À l'échelle d'un village, il faut organiser l'utilisation de l'espace depuis le sommet des collines déboisé, les versants bien exposés qui se prêtent à la culture du café. Les champs et les vergers un peu plus bas, puis les cultures qui s'étagent jusqu'aux rizières dans le fond de la vallée. Pour reboiser les collines qui apporteront de la fraîcheur et de l'humidité au café, on doit repenser les pratiques d'élevage, mettre fin à la divagation du bétail et développer des cultures de fourrage sur certaines parcelles. Quelques villages ont commencé à le faire et nous montrent avec fierté les pentes reboisées. Un grand programme d'agroforesterie est proposé au comité d'investissement de Livelihoods qui décide de restaurer 18 000 hectares dans trois cents villages. Pour permettre ce passage à plus grande échelle, la fabrication de compost au niveau de la ferme ne suffit plus. Une unité de

production mécanisée de compost est donc créée dans la vallée. À partir de la biomasse abondante, un fertilisant naturel est fabriqué en grande quantité et commercialisé par la coopérative. Cette fois, l'objectif est de reconstituer un écosystème productif qui s'appuie sur une gestion intelligente des sols, de l'eau, de la biodiversité. Une intensification fondée sur les cycles du vivant. Cesser de « boxer » contre le vivant mais jouer avec, tel un judoka qui se sert de la force de son partenaire.

Quelques mois plus tard, je participe à une réunion des membres de la coopérative. Une petite foule colorée s'est serrée dans la grande salle où sont stockés les sacs de café après la récolte et le séchage des grains. Les murs ocre rouge sont décorés de fins motifs adivasis, ces groupes de petits personnages géométriques à l'encre noire sur un fond ocre brun représentant des scènes de la vie au village. Aucun portrait, aucune exaltation d'un personnage providentiel. Ici, le collectif l'emporte sur la valorisation de l'individu. Les participants sont assis à même le sol, silencieux mais pas passifs. En regardant ces visages attentifs, on peut lire un bout de l'histoire qui s'écrit ici. Un petit homme fluët prend la parole. C'est le président de la coopérative. Il détaille les résultats obtenus, expose les problèmes. Ses collègues du bureau de la coopérative interviennent et donnent leur point de vue.

31

Une femme plus âgée se lève et prend la parole. Comme la plupart des femmes de la vallée, elle porte plusieurs anneaux aux oreilles et au nez. Dans la vallée d'Araku, on montre sa richesse par l'or que l'on porte. Cette dame a perdu son mari il y a plusieurs années et elle a dû faire face. Elle est

particulièrement fière de sa réussite. Un peu plus loin au milieu du groupe, j'aperçois une femme d'une quarantaine d'années et, assise à côté d'elle, une jeune fille qui doit être sa fille. Toutes deux sont silencieuses mais je peux voir dans les attitudes et les regards ce qui est en train de changer. La jeune fille suit les débats avec une extrême attention, on la sent active, elle ne baisse pas les yeux comme le font la plupart des femmes plus âgées. Son regard est vif et direct. Mes amis de Naandi m'expliquent que cette jeune fille a suivi le programme Nanhî Kali que la fondation a mis en place depuis plusieurs années pour les filles d'âge scolaire. Plusieurs de ces filles ont eu la possibilité de suivre des études hors de la vallée. Très naturellement, comme dans beaucoup d'autres zones rurales, elles auraient pu rester en ville, choisir une autre vie. Elles ont pourtant décidé de revenir dans la vallée. On commence à voir certaines d'entre elles prendre des responsabilités. Sont-elles le signe du renouveau ou un simple épiphénomène ?

32

Les Adivasis d'Araku subiront-ils le sort de la plupart des peuples autochtones dont l'identité culturelle a été submergée par le rouleau compresseur du monde dit « moderne » ? Ou bien réussiront-ils à s'appuyer sur cette identité pour se faire une place, leur place, dans l'Inde de demain ? Leur marginalisation peut-elle les aider à tracer un chemin qui questionne nos propres certitudes ?

Consultez l'album photo du projet Livelihoods
dans la vallée d'Araku en Inde



Sur les flancs du mont Elgon

Entre Kenya et Ouganda, les pentes douces du mont Elgon semblent interminables au point qu'on aperçoit difficilement le sommet à l'horizon, souvent caché par les nuages. Au loin, plus bas vers le sud, si la vue le permettait, on pourrait apercevoir l'immense lac Victoria. Le mont Elgon est, avec le mont Kenya, l'un des deux grands châteaux d'eau du pays. Ses eaux alimentent les régions densément peuplées du lac que se partagent Kenya, Ouganda et Tanzanie. Un lac aujourd'hui sous une énorme pression écologique et humaine : « D'ici cinquante ans, si rien de radical n'est fait, le lac Victoria sera mort à cause de ce que nous y déversons » déclarait, en 2018, le Professeur Nyong'o, gouverneur du comté de Kisumu, ville kényane proche du lac. Longtemps considérées comme une réserve inépuisable de poissons, les eaux de cette véritable mer intérieure qui s'étale sur 68 800 kilomètres carrés (la surface de l'Irlande) sont peu à peu asphyxiées par la pollution des villes, la surpêche et l'érosion. Mais ici, on n'a pas trop le temps de penser à l'avenir car il faut d'abord survivre : plus de la moitié de la population vit avec moins de 1,25 dollar par jour. Sur les pentes du mont Elgon, les fermes dépassent rarement un hectare. Des dizaines de milliers de paysans vivent difficilement de la terre,

33

peinant à nourrir leurs vaches qu'ils envoient dans ce qui reste de forêt sur les hauteurs. Les pratiques agricoles aggravent la situation : sol déboisé laissé nu après la récolte du maïs, durci au soleil puis battu par les lourdes pluies. Le ravinement puis les cours d'eau chargés de sédiments entraînent avec eux la fertilité. Entre déforestation, dégradation des sols et pauvreté, le cycle infernal est enclenché.

Je pense aux mots de Wangari Maathai qui, revenant dans le village de son enfance près du mont Kenya, découvre que les arbres ont été coupés pour laisser place à de grandes étendues de monocultures. Le figuier géant sous lequel elle s'abritait a disparu et avec lui la source dans laquelle elle pêchait des têtards. Wangari s'est battue toute sa vie pour stopper la destruction de l'environnement et planter des millions d'arbres avec les femmes de son Green Belt Movement, action couronnée par le prix Nobel de la paix en 2004. Lors de la création du premier fonds Livelihoods, en 2011, nous échangeons avec elle, lui proposant de devenir présidente d'honneur de notre initiative, elle qui incarne si bien l'esprit que nous voulons donner à notre action. Nous la rencontrons lors d'un passage à Paris. Elle nous encourage, hésite puis refuse très gentiment. Cette combattante redoutable nous apparaît alors si fragile sous le grand foulard coloré noué autour de sa tête. En apprenant son décès d'une grave maladie quelques mois plus tard, nous comprendrons.

Je ne me souviens plus dans quelles circonstances nous avons fait connaissance avec Vi Agroforestry, cette ONG d'origine suédoise installée depuis 1983 au Kenya et en Afrique de l'Est. L'équipe kényane nous avait invités à visiter

des fermes dans la région de Kisumu. Les modèles d'agroforesterie développés par cette organisation avec de très petits fermiers nous ont vite impressionnés : une combinaison intelligente d'arbres et de cultures, des pratiques simples permettant d'intensifier la production tout en améliorant la teneur en matière organique des sols. Une variété d'arbres qui fournissent fruits, bois de chauffe et fourrage pour le bétail. Et qui nourrissent le sol de leurs feuilles, fixent l'azote, aident l'eau à s'infiltrer par leurs racines. Au fil des ans, les techniciens de Vi Agroforestry ont mis au point toute une gamme de pratiques agricoles associant végétaux, animaux, sols et eau, qu'ils ont consignées dans un manuel extrêmement bien fait. Dans ces régions où la pluviométrie annuelle dépasse les 1 200 millimètres, les changements peuvent être rapides et même spectaculaires d'un point de vue positif comme négatif : la végétation est abondante et les arbres poussent rapidement mais les fortes pluies ravinent les sols lorsqu'ils sont à nu. On peut se rendre compte de l'impact des méthodes développées par Vi en comparant deux fermes voisines situées sur le même versant, avec le même type de sol. L'une, traditionnelle, qui a triste allure en saison sèche, l'autre qui a créé en quatre ans une véritable oasis de verdure en suivant les méthodes de Vi. Ce qui me convainc dans ce modèle, c'est qu'il est adapté à des paysans qui n'ont souvent que leurs bras et pas d'argent. Il est donc possible de le répliquer à grande échelle si on investit pour produire et distribuer de jeunes plants en grande quantité et pour mettre en place une organisation de terrain qui conseille et forme les groupes de paysans.

35

Un jour de janvier 2014, les responsables de Vi Agroforestry nous envoient une proposition qui retient immédiatement

notre attention. Par sa taille d'abord puisqu'il s'agit de convertir à l'agroforesterie trente mille fermes sur le vaste territoire du mont Elgon. Ce qui nous séduit également, c'est la possibilité de mieux connecter ces petits fermiers au marché en associant une grande entreprise kényane de produits laitiers, Brookside, partenaire du groupe Danone, qui possède un centre de collecte de lait dans la ville voisine de Kitale. Brookside souhaite accroître les volumes collectés auprès des coopératives locales mais se heurte à de multiples obstacles.

Le lait fait partie de la culture alimentaire kényane à la campagne comme à la ville, et le pays est un important producteur. La plupart des fermes ont une vache, parfois deux mais la production moyenne par vache est très faible dans les fermes près du mont Elgon : dix fois moins qu'en Europe.

³⁶ Les coopératives laitières sont petites et peu structurées. Malgré les efforts fournis par les autorités kényanes, très peu ont la capacité d'offrir des services aux fermiers comme par exemple l'insémination artificielle ou des soins vétérinaires. Pourtant, la production de lait est une chance pour beaucoup de fermiers kényans car c'est un revenu régulier que l'on peut générer sur une petite exploitation. Encore faut-il pouvoir nourrir convenablement ses bêtes sans dégrader davantage l'environnement.

Le programme proposé par Vi Agroforestry consiste à accroître la capacité de production d'une petite ferme en partant de la base de toute agriculture : le sol, trop souvent laissé à nu entre deux récoltes, appauvri en matière organique et lessivé par les pluies torrentielles. L'ONG propose à chaque fermier volontaire de faire un diagnostic de son

exploitation et de dessiner avec lui un *Farm Development Plan* combinant plusieurs dimensions : des plantations d'arbres soigneusement choisis selon les besoins de la ferme, des techniques de fertilisation du sol à partir des déchets végétaux et animaux, des méthodes de gestion de l'eau pour éviter le ravinement et favoriser la recharge des nappes souterraines, un accompagnement technique pour les cultures et l'élevage. Au total, une quinzaine de bonnes pratiques ont été formalisées afin que le fermier puisse suivre facilement la mise en œuvre du plan de développement de sa ferme. Il est proposé à chaque participant de faire partie d'un groupe local d'une quinzaine de fermiers qui se réunissent régulièrement pour faire le point et échanger sur les actions et les résultats obtenus. Des fermiers leaders sont formés dans chaque village pour être les animateurs et les référents du programme. Sous la houlette des agents de terrain de l'ONG, ils ont la responsabilité de tenir à jour un état précis des actions mises en œuvre. L'utilisation généralisée du téléphone portable dans les campagnes kényanes nous permet de mettre en place un système de reporting qui peut être mis en œuvre au niveau de chaque groupe local. Cette structuration et cette organisation décentralisée permettent, avec des coûts relativement limités, de répliquer le modèle dans plusieurs milliers de petites fermes en rayonnant autour des coopératives qui collectent le lait. Mais elles exigent une grande qualité de management. L'expérience nous montrera que ce n'est pas si simple.

37

En décidant d'investir dans ce grand projet, nous voyons la possibilité de faire le lien entre plusieurs composantes essentielles : le changement climatique, les ressources en

eau et les conditions de vie des communautés rurales. Les millions d'arbres plantés, la régénération des sols permettent de stocker de grandes quantités de carbone. Une meilleure alimentation et les soins au bétail permettent d'accroître assez rapidement la productivité par vache en améliorant ainsi le ratio entre la quantité de lait produite et les émissions de méthane de l'animal. Au total, l'impact climatique positif sera de l'ordre d'un million de tonnes de carbone sur une dizaine d'années. Nous décidons avec nos partenaires d'utiliser une méthode de mesure de cet impact qui a été mise au point par des experts et validée par les standards internationaux chargés de la certification des crédits carbone. Mais nous souhaitons aller plus loin et démontrer l'impact sur les ressources en eau localement et, plus largement, à l'échelle du bassin versant. Car l'enrichissement du sol en matière organique, les racines des arbres qui retiennent le sol, et les canaux de drainage dans chaque ferme sont autant de facteurs qui réduisent l'érosion, facilitent l'infiltration de l'eau et accroissent le débit des sources en saison sèche. Nous décidons d'investir avec nos partenaires de UNIQUE forestry and land use, une société allemande de conseil spécialisée dans la gestion des écosystèmes forestiers et agricoles, pour développer une méthode permettant de suivre et de mesurer les impacts sur l'eau avec l'objectif de la faire valider par les standards internationaux. L'objectif est ambitieux mais prometteur : être capable de piloter les trois composantes que sont le carbone, l'eau et le revenu des fermiers, avec des méthodes simples et assez peu coûteuses. Et en partant toujours de l'acteur essentiel : le fermier et les pratiques qu'il met en œuvre.

Parler de fermiers en général comme je l'ai fait tout au long de ces lignes rend mal compte de la réalité. Et surtout ne rend pas justice aux femmes, qui jouent un rôle essentiel ici comme dans la plupart des projets Livelihoods. Entre les soins aux enfants, la maison, les travaux des champs et bien d'autres tâches, les femmes sont le pilier de cette société rurale. Ici comme ailleurs, ce sont souvent elles qui veillent à l'avenir, au sein de groupes d'épargne qu'elles gèrent elles-mêmes pour parer aux urgences ou financer l'équipement scolaire des enfants. L'activité laitière en particulier, de l'alimentation des bêtes à la traite manuelle, est sous la responsabilité des femmes. Mais, officiellement, elles ne sont pas reconnues comme des exploitants agricoles, elles n'ont pas accès aux droits fonciers et ne peuvent pas adhérer à une coopérative sauf si elles se retrouvent seules à la suite du décès de leur conjoint. Peut-on faire bouger les lignes alors qu'avec nos partenaires kényans nous n'avons évidemment pas le pouvoir de changer les lois et que la répartition des rôles est profondément ancrée dans la tradition ? Il se trouve que l'équipe dirigeante de Vi est constituée de femmes kényanes engagées : Wangu, qui pilote l'ONG en Afrique de l'Est, Elisabeth, qui est chargée des opérations au Kenya, Caroline, responsable du projet du mont Elgon. Toutes ont des convictions mais aussi une longue pratique. Dès le démarrage du projet, elles ont par exemple immédiatement le réflexe d'imposer que les formations soient programmées à des heures où les femmes peuvent participer. Elles sont aussi déterminées à faire en sorte que des femmes accèdent aux conseils d'administration des coopératives et soient formées pour cela. Avec leurs équipes et leur connaissance très fine de ces sociétés rurales, elles ont compris que la situation des femmes ne

39

pourra changer qu'avec l'adhésion des hommes à ces évolutions. Elles ont inventé puis déployé à grande échelle la « *household roadmap* », une méthode qui permet à un couple de fermiers de faire un bilan des activités et des tâches puis de se projeter dans quelques années en dessinant ce que sera leur ferme demain, l'évolutions des tâches et des rôles. Ainsi, avec l'aide d'illustrations très parlantes, se noue un dialogue autour d'ambitions d'avenir, de ce qui devra changer. Ce n'est pas sans générer certaines tensions bien sûr mais modestement, avec beaucoup de ténacité, les équipes de Vi jouent leur rôle, aidées aussi par l'évolution de la société kényane, en particulier la scolarisation des filles, qui a beaucoup progressé dans le pays.

40 En travaillant sur ce projet, nous apprenons aussi la difficulté de faire travailler ensemble des organisations aussi différentes qu'une ONG animée par sa mission d'intérêt général, une grande entreprise qui a ses objectifs en matière de business, un fonds d'investissement qui doit atteindre ses objectifs de compensation carbone, et diverses autres parties prenantes publiques et privées. Sur le papier, tout concorde, les intérêts sont convergents : produire plus et mieux bénéficie aussi bien aux producteurs qu'à l'industriel, le modèle est positif tant pour l'environnement que pour l'amélioration de la vie des gens. En théorie, les conditions pour mettre en place un cercle vertueux sont réunies. Reste le plus difficile : créer de la compréhension mutuelle et de la confiance entre des personnes et des organisations d'horizons très différents, s'entendre sur des objectifs et surtout sur la façon de les atteindre, préciser ensemble les rôles et responsabilités de chacun.

Nous nous rendons vite compte du fossé qu'il faut combler. D'un côté, les responsables d'une ONG qui ont compris que travailler avec une entreprise privée s'engageant à collecter le lait de la zone est un levier essentiel mais qui regardent les gens du business avec une certaine méfiance, craignant d'être désormais perçus par les fermiers comme des agents de l'entreprise. De l'autre, des dirigeants d'entreprise qui ont été convaincus par les réalisations de l'ONG sur le terrain mais qui restent à convaincre sur la capacité de celle-ci à comprendre les contraintes de l'entreprise et à coopérer efficacement avec elle.

S'ajoute à cela la révolution que représente un financement par le fonds Livelihoods sous forme d'un investissement et non d'une subvention, comme l'ONG y est habituée. La différence, c'est la pression sur les résultats. Notre fonds investit en finançant les actions nécessaires pour déployer les actions sur le terrain mais doit générer un retour pour ses partenaires investisseurs ou acheteurs de matières premières sous forme de crédits carbone ou de tonnes de lait produites. Produire un rapport d'évaluation ne suffira pas. Il nous faut des résultats tangibles et mesurés. Nous mettrons un an à nous connaître et à nous apprivoiser mutuellement avant de lancer les opérations. Une fois encore, la clé est dans les personnes. Un an pour rassurer, trouver les bons ajustements. Un an pour créer une relation de confiance, et même d'amitié, entre des personnes si différentes mais toutes de bonne foi et animées par la volonté d'agir.

41

C'est aussi pour nous l'occasion d'être confrontés aux difficultés managériales d'un projet à cette échelle dans des

contextes compliqués. Tout un dispositif de pilotage a été mis en place avec des indicateurs de suivi, un système de remontée des informations du terrain, un comité qui se réunit régulièrement. Tout se développe comme prévu les deux premières années avec les équipes de Vi Agroforestry, la mobilisation des fermiers, l'adhésion au programme, l'implication des coopératives. Ce que les chiffres confirment. Il y a bien quelques retards ou difficultés ici et là mais rien de bien grave. Puis, au fil des mois, nous observons un écart entre les réalisations et les objectifs. Une mission d'audit non seulement financier mais également de l'organisation et du fonctionnement est réalisée. Quelques semaines plus tard, les résultats de cet audit mettent à jour des dysfonctionnements : des fermiers enregistrés alors qu'ils ne sont pas dans le programme, des formations payées alors qu'elles n'ont pas réellement lieu, etc. Au total, rien de grande ampleur mais des signes suffisamment sérieux pour nous alerter et nous décider à revoir de fond en comble l'organisation de terrain, la qualité des équipes, le management, les systèmes de contrôle. Avec le temps, l'équipe chargée des activités terrain chez nos partenaires semble avoir perdu la forte proximité qu'elle avait avec le terrain, trop absorbée par des tâches administratives, l'analyse de données, la production de rapports. Trop de temps passé devant des écrans d'ordinateur et en réunion, pas assez dans les villages. Nos partenaires de Vi Agroforestry, d'abord choqués par les conclusions de l'audit, ont la bonne réaction. Ils se montrent prêts à revoir le fonctionnement de leur organisation et à y travailler ensemble. Laurent Jubert, un ancien dirigeant de Danone maintenant à la retraite me propose son aide. Je le connais bien et j'ai confiance en son expérience managériale

et en ses qualités d'écoute. Je sais aussi sa capacité à voir clair et à proposer des décisions courageuses s'il le faut. Il part au Kenya avec une mission : faire le nécessaire avec nos partenaires pour remettre le projet sur ses pieds, les pieds sur terre.

À suivre...

Consultez l'album photo du projet Livelihoods
au mont Elgon au Kenya



Un bouclier vivant contre les cyclones

Depuis les sommets enneigés des massifs himalayens jusqu'aux rives de l'océan Indien, le Gange et le Brahmapoutre (le fils de Brahma) charrient leurs alluvions sur près de 3 000 kilomètres, fertilisant les terres des grandes plaines du Bengale. Dans l'immense delta que se partagent l'Inde et le Bangladesh, les eaux se divisent en de multiples bras, formant des centaines d'îles soumises aux caprices du fleuve : « C'est le jeu de la rivière de briser une rive et d'en construire une autre. Le roi du matin devient le mendiant du soir » dit une chanson populaire bengalie. Les villages des Sundarbans, une centaine de kilomètres au sud de Calcutta, vivent au rythme du fleuve. Ici, l'eau et la terre luttent et se mêlent sans cesse. Les îles protégées par des digues de terre que les hommes s'acharnent à entretenir avec des moyens dérisoires sont à la merci des vagues soulevées par les cyclones qui balayent cette région du monde à un rythme et une intensité qui croissent avec le changement climatique. Le prix à payer, c'est l'invasion d'eau salée qui ruine les cultures de riz ou de légumes. Chacun garde ici en mémoire les ravages d'Aila, un terrible ouragan qui, en mai 2009, a submergé les digues, ravagé les fragiles maisons de terre et de bois, et dévasté les champs.

45

Les villageois ont alors observé que les forêts de mangroves qui subsistent en certains endroits constituent une protection efficace, une sorte de bouclier vivant : les vagues se brisent sur les palétuviers et n'atteignent pas les digues. Mais, un peu partout, les mangroves ont disparu, détruites par l'ignorance et les besoins en bois de chauffe ou de construction.

Reconstruire ce bouclier naturel est précisément le projet d'une petite organisation de Calcutta animée par deux personnages exceptionnels, Roy Chowdhury et Ajanta Dey. Roy est un passionné de nature. Il a quitté plusieurs années auparavant le monde de l'entreprise pour se consacrer entièrement à la préservation de la diversité des plantes et des animaux. Il a créé Nature Environment and Wildlife Society (NEWS), une ONG qui nous attire rapidement par son sérieux et sa détermination. Ajanta a une formation scientifique et la même passion que Roy pour la préservation du vivant. Elle a aussi une attention aux autres et une compréhension très fine des populations des Sundarbans, en particulier des femmes. Tous deux sont profondément enracinés dans la culture bengalie et, au fil des années, avec empathie et réalisme, ils ont su construire une relation de confiance exceptionnelle avec ces villageois si proches de la grande ville et pourtant si isolés face aux éléments naturels. Au cours de leurs rencontres, ils ont entendu l'appel des groupes de femmes encore traumatisées par Aila et senti que les conditions pour agir étaient réunies. L'équipe de NEWS a la compétence et les réseaux pour mener à bien une grande ambition : reconstituer les mangroves des Sundarbans partout où les conditions s'y prêtent. Mais, pour planter des millions de palétuviers sur des milliers d'hectares, il leur faut changer d'échelle, disposer de moyens financiers

46

et humains. Et du temps nécessaire. C'est ici que nos chemins se rencontrent.

En quelques mois, aidés par des experts, un travail très fin est réalisé pour sélectionner les bras du fleuve, dialoguer avec les villageois, identifier les surfaces à planter, décider des espèces, des densités, préparer les pépinières, structurer une organisation qui va pouvoir se déployer rapidement. Et anticiper la suite car il ne suffit pas de planter, il faut aussi créer les conditions pour que les plantations soient surveillées, protégées, et qu'elles puissent grandir dans de bonnes conditions pour reconstituer un véritable écosystème dans lequel les poissons et crustacés pourront se reproduire. Le fonds Livelihoods décide d'investir dans les Sundarbans et d'accompagner ce programme de restauration de mangroves pendant vingt ans. Une incroyable bataille commence entre terre et eau, qui restera pour moi l'un des plus forts moments de l'aventure Livelihoods.

47

Les Sundarbans sont un milieu extrême. Rien à voir avec le froid glacial des pôles ou les grands déserts d'Afrique, et pourtant la vie y semble tout aussi fragile. Ici, c'est à l'eau, à la boue, aux courants du fleuve que les humains sont confrontés chaque jour. Pour les millions de gens qui habitent les Sundarbans, survivre c'est d'abord arracher à des terres pauvres et aux bras du fleuve de quoi nourrir une population croissante. Chaque île est le fruit du labeur incessant des hommes et des femmes qui ont bâti et reconstruisent sans cesse ces grandes digues de terre derrière lesquelles s'abritent les villages, cette complexe marqueterie de champs et de chemins étroits soigneusement entretenus et ruinés chaque année lorsque surviennent les lourdes pluies de la mousson.

Le fleuve est à la fois danger et source de vie. Enveloppées de leurs saris multicolores, de l'eau jusqu'aux épaules, des femmes munies de grands haveneaux pêchent des crevettes et de petits poissons pour le repas familial. La pêche est avec l'agriculture la principale ressource. Tout un monde de petits pêcheurs sillonne les bras du fleuve avec de frêles embarcations, posant leurs filets au gré des courants et des marées. Bien qu'isolés, les Sundarbans ne sont pas coupés de l'extérieur. Ils vivent les pulsations d'une Inde en plein bouleversement. L'immense agglomération de Calcutta est proche : ce grand marché peut être une opportunité pour y commercialiser des produits de qualité si les petits producteurs des Sundarbans réussissent à s'organiser. Les Sundarbans sont aussi un lieu de passage pour des centaines de navires de toutes tailles qui chaque jour transportent des marchandises entre Inde et Bangladesh. Le bruit sourd des diesels marins est la toile de fond sonore des Sundarbans. L'activité des hommes en amont, c'est aussi la pollution, les barrages qui modifient la qualité des eaux et le débit du fleuve. Un indice : le *sundar*, une espèce de palétuvier spécifique à cette région et qui a donné son nom aux Sundarbans, est en voie de disparition. Pour honorer un visiteur, les villageois confectionnent encore de magnifiques couronnes de feuilles de *sundar*. Geste si touchant quand on sait la rareté du *sundar* désormais.

48

Face aux îles habitées s'étendent les îles sauvages, réserves naturelles officiellement interdites aux humains et que peuplent une centaine de tigres. Ils se sont adaptés à ce milieu aquatique, nagent d'île en île pour chasser les daims et s'aventurent parfois dans les villages lorsque la faim est trop forte. Ou s'attaquent à un pêcheur venu en cachette lancer son épervier

dans les eaux poissonneuses de ces « îles à tigres ». La population des tigres a fortement régressé en quelques décennies sous la pression du braconnage encouragé par une demande asiatique qui attribue toutes sortes de vertus aux produits issus de l'animal. De hauts filets métalliques ont été récemment installés par l'administration indienne pour séparer le monde des humains de celui des tigres. Peur et fascination pour l'animal mythique peuplent l'imaginaire local. Sur les rivages des îles à tigres, je découvre de petits autels et des offrandes à Bono Bibi, la déesse de la forêt. Régulièrement, l'incursion d'un tigre dans un village ou l'agression d'un collecteur de miel, d'un ramasseur de bois ou d'un pêcheur fait la « une » des médias locaux et relance la controverse entre défenseurs de l'environnement et défenseurs des communautés villageoises. Les responsables de NEWS, notre ONG partenaire, se situent au cœur de ce débat : ils ont bien compris que leur mission essentielle de protection de la nature ne peut réussir contre les populations locales et ils explorent sans relâche des solutions concrètes pour faire cohabiter ces deux mondes.

49

Pendant quatre années, les équipes de NEWS vont réaliser avec les villageois un formidable exploit : reconstituer plusieurs milliers d'hectares de mangroves pour protéger et nourrir les populations locales. Ici, comme dans la plupart de nos projets, les femmes sont au centre de l'action. Ce sont elles qui récoltent les graines de palétuvier et organisent des pépinières de jeunes plants qu'elles entretiennent avec soin, transportant l'eau pour les arroser à la saison sèche. À marée basse, les groupes de femmes chargées de plants de palétuviers se rendent sur les immenses étendues de vase à replanter. Pendant plusieurs heures jusqu'à la montée des eaux,

enfoncées dans la boue parfois jusqu'à la taille, elles avancent courbées, plantant un jeune palétuvier tous les deux pas. Un après-midi, me trouvant avec Roy dans un chantier de plantation, nous saluons un groupe de femmes qui se détendent après avoir terminé de planter. L'eau est déjà haute, elles sont assises ou allongées dans l'eau avec leurs saris multicolores, bavardent et rient. Je sens Roy inquiet et m'étonne. Tout est si calme sous cette lumière de fin du jour face à l'immensité du fleuve :

« J'espère qu'un crocodile ne rôde pas dans le coin, ça ne me plaît pas qu'elles restent trop longtemps ici » me dit Roy.

50 Le bateau est l'outil de travail de NEWS. Les équipes de l'ONG ont équipé une grande embarcation à fond plat qui leur permet de remonter les bras du fleuve et de s'approcher au plus près des surfaces à replanter. D'île en île, on dort et cuisine à bord, nous arrêtant au ponton d'un village pour tenir une réunion ou embarquer un groupe de planteurs. Le cuisinier du bord hèle un pêcheur qui s'approche et lui vend du poisson pour le repas du soir. C'est sur le bateau qu'on fait le point de la journée et prépare la suivante, cartes et documents déployés sur le pont. Semaine après semaine, les surfaces replantées tracées au GPS se colorent sur les écrans d'ordinateur. Mais ce n'est pas sans mauvaises surprises.

Un matin d'avril, Ajanta nous appelle au téléphone : un grand *mud flat* (étendue de vase en forme de dos de baleine), qui avait été soigneusement replanté quelques mois auparavant, s'est déplacé sous la force des courants, et des milliers de jeunes palétuviers ont été emportés par le fleuve. J'entends

la fatigue et le découragement dans sa voix. Il faut une conviction chevillée au corps pour ne pas baisser les bras.

Comment s'assurer que les jeunes plants encore fragiles ne seront pas broutés par les bovins qui errent sur la grève à la recherche de nourriture ? Ou abîmés par des bateaux de passage ?

Dans chaque village, des gardiens sont chargés de la surveillance des plantations. Solution relativement efficace mais coûteuse et peu durable. Des discussions avec les groupes de planteuses naît une autre idée : les femmes proposent de surveiller elles-mêmes leurs plantations. En échange, l'ONG s'engage à les aider à développer des activités économiques leur permettant d'augmenter leurs revenus : petits élevages, amélioration des pratiques agricoles, commercialisation des produits, etc. C'est pour NEWS une profonde mutation. Passer de la « conservation » de la nature au « développement » nécessite d'autres compétences, des méthodes de travail et des outils très différents.

51

Les dirigeants de NEWS sont au départ peu familiers et méfiants face à ce qu'ils perçoivent comme le monde du « business », de l'argent. Ils ne se sont pas engagés dans une ONG pour cela. Nous avons des discussions profondes et passionnées. Leur proximité avec les communautés des Sundarbans est telle qu'ils sentent bien la nécessité de changer. Ils vont réussir à le faire prudemment mais courageusement, en restant fidèles à leur mission écologique. Avec NEWS, nous décidons de confier à un consultant spécialisé en marketing une étude sur la commercialisation des produits de la mangrove.

Quelques années plus tard, lors d'une nouvelle visite dans les Sundarbans, je peux voir combien les palétuviers ont grandi. Ils commencent à former une véritable forêt qui masque maintenant la côte. Un groupe de jeunes pêcheurs montent à bord. Ils s'assoient en tailleur sur le pont et nous parlent de leurs prises de poissons qui ont augmenté, des coquillages qui repeuplent les mangroves. Ils sont fiers de m'expliquer comment ils défendent « leur » mangrove si des intrus viennent la dégrader. Ils demandent à Ajanta s'il serait possible d'avoir un document officiel qui leur donnerait plus de légitimité pour intervenir. Ils me parlent aussi de leurs difficultés à financer les réparations et l'équipement de leurs bateaux, leur dépendance vis-à-vis des prêteurs d'argent qui les prennent à la gorge. Ils me disent leurs espoirs de pouvoir un jour commercialiser directement leur poisson sans se faire voler le fruit de leur travail par des intermédiaires qui profitent de leur isolement et de leur besoin immédiat d'argent pour faire vivre leur famille. Je mesure le chemin qui reste à parcourir.

52

Un peu plus loin, nous embarquons sur de curieux tricycles motorisés bricolés localement et cahotons sur des pavés disjoints jusqu'à un village. La nuit est venue et nous avançons dans la pénombre. Dans un bâtiment faiblement éclairé, une centaine d'hommes et de femmes, membres de la nouvelle coopérative, sont assis sur le sol de la grande salle commune. Sur de grandes tables de bois, ils ont disposé une belle gamme de légumes et de fruits produits en agriculture biologique. Les responsables nous expliquent qu'ils commercialisent ces produits à Calcutta et qu'ils ont créé une marque, Badabon Harvest, associée aux Sundarbans, à des produits frais et sains,

au respect de la nature et du bien-être des producteurs. La marque commence à être connue sur les marchés de la ville, le chiffre d'affaires se développe. La coopérative envisage de s'équiper de camions qui seront des points de vente itinérants et, dans une prochaine étape, de monter une filière de poisson frais avec les petits pêcheurs. Je regarde Ajanta et lui glisse avec un clin d'œil qu'elle est devenue une vraie *businesswoman* ! Nous en rions encore en songeant à nos discussions sous les étoiles, lorsque, avec son équipe, nous refaisons le monde sur le pont d'un bateau à l'ancre, bercé par le courant du fleuve.

Épilogue

Mercredi 20 mai 2020 : Ajanta envoie un message d'urgence. Un cyclone de très grande intensité, baptisé « Amphan », est annoncé. Il touchera Calcutta et les Sundarbans dans la soirée. Nous suivons la situation d'heure en heure au gré des communications intermittentes. Des vents jusqu'à 260 kilomètres-heure et des pluies torrentielles s'abattent pendant plusieurs heures sur les pauvres villages de torchis, arrachant les toits de chaume, dévastant les cultures, déracinant les arbres. Les habitants ont été regroupés dans les rares bâtiments en béton. Nous sommes tous très inquiets : pourvu que les digues de terre qui protègent les îles tiennent ! Pourvu que les vagues d'eau salée poussées par la violence des vents n'envahissent pas les rizières, ajoutant la famine aux destructions. Dès le lendemain, dans un spectacle de désolation, les équipes de NEWS sont aux côtés des villageois. Les dégâts sont certes importants, mais elles constatent que les 4 000 hectares de palétuviers plantés depuis 2009 sont intacts. Quelques branches cassées mais rien de grave. La mangrove a tenu. Mieux, elle

a joué son rôle de bouclier vivant. Les palétuviers sont maintenant assez grands et robustes, leurs racines échasses forment un entrelacs végétal capable d'arrêter les vagues et de protéger les digues. Les habitants, en particulier les milliers de femmes, qui ont réussi la prouesse de planter des millions de plants de palétuviers dans la boue, sont récompensés de leurs efforts. Dans des circonstances malheureusement dramatiques, la preuve est faite de la valeur écologique, sociale et économique de cet investissement. Un appel est lancé aux entreprises partenaires de Livelihoods pour apporter une aide d'urgence, contribuer à la réparation des maisons, apporter des semences ou de la nourriture.

Consultez l'album photo du projet Livelihoods
dans les Sundarbans en Inde



Des réponses simples à une question compliquée

Embu, Kenya, 5 h 30. Janet se lève encore plus tôt que d'habitude. Elle réveille Numa, sa fille aînée, qui aura douze ans l'été prochain, et allume son feu pour y faire réchauffer la bouillie de maïs qui sera rapidement avalée. Car ce matin, Janet et ses voisines sont de corvée de bois. Elles sont déjà là, on les entend rire devant la petite maison de Janet au pied du mont Kenya qu'on aperçoit dans le lointain. La petite troupe se met en marche, plusieurs kilomètres jusqu'à la forêt voisine, puis se met au travail. Avec des machettes, les femmes coupent les branches accessibles. Du bois mort parfois mais pas seulement. Numa aide sa mère à constituer de gros fagots. Après quelques heures de travail, les femmes font une pause et soufflent un peu avant de charger les lourds fagots sur leur dos et de prendre le chemin du retour. Janet porte environ 20 kilos de bois retenus par une sangle qu'elle passe autour de son front. Numa porte elle aussi un petit fagot et trouve la route bien longue.

55

Comme ses voisines, Janet a longtemps cuisiné sur un foyer traditionnel constitué de trois grosses pierres sur lesquelles la marmite est posée en équilibre. Par tradition également, elle

cuisine habituellement dans une petite case séparée de la maison. Le foyer trois pierres, le *jiko*, consomme beaucoup de bois et fume beaucoup. Une bonne partie de la chaleur s'échappe sur les côtés, et beaucoup de fumée. Les murs de la cuisine sont couverts d'une suie noirâtre. Pendant plusieurs heures chaque jour, Janet respire cette fumée toxique, ses enfants autour d'elle, le plus petit endormi dans son dos. Mais le mois dernier, lors d'une réunion du groupe des femmes de son village, une jeune femme est venue d'Embu, la ville voisine, pour présenter une petite merveille : un foyer fait de céramique et de métal peint d'une jolie couleur verte qui consomme moitié moins de bois, chauffe beaucoup plus vite et ne fume presque pas. Il est stable, ce qui est très important pour Janet qui se souvient encore douloureusement de ses brûlures lorsqu'une lourde marmite s'est renversée sur sa jambe. Le foyer

56 Hifadhi (« préserver », en swahili) est fabriqué par une petite entreprise d'Embu et vendu 300 shillings kényans, environ 3 dollars. Janet hésite car 300 shillings, ce n'est pas une si petite somme pour elle, mais la démonstration achève de la convaincre et elle s'inscrit sur la liste tenue par les responsables de son groupe. Quelques semaines plus tard, grande excitation au village pour accueillir le camion venu apporter les 85 foyers améliorés commandés par les femmes du village, soit quatre familles sur cinq ayant choisi de s'équiper avec un Hifadhi qui trône maintenant avec fierté au milieu de la maison.

Selon les Nations unies, le Kenya a perdu 50 000 hectares de forêt par an ces dernières années soit cinq fois la surface de Paris, et les surfaces boisées ne couvrent plus que 3 % du territoire national. Le bois ou le charbon de bois constituent la principale énergie de cuisson, massivement utilisés en milieu

rural. Chaque foyer traditionnel consomme en moyenne 13 kilos de bois par jour. L'objectif du projet Livelihoods-Hifadhi est de réduire massivement la consommation de bois et d'aider les villageois à replanter en leur fournissant de jeunes arbres qui leur donneront des fruits, du fourrage pour leurs animaux mais aussi du combustible. En combinant réduction de la consommation de bois et replantation, le modèle Livelihoods contribue à la neutralité carbone. Kenneth et Aaron, les deux responsables de Climate Pal, l'entreprise sociale qui distribue les foyers, ont compris que, pour atteindre un maximum de familles au plus profond des villages isolés, la meilleure façon est de s'appuyer sur les innombrables groupements qui permettent aux femmes kényanes d'épargner et de s'entraider pour faire face aux multiples aléas du quotidien. La mobilisation de ces groupes est un vecteur essentiel du succès d'Hifadhi. En quelques années, 80 000 familles sont équipées et 40 000 autres le seront dans l'année à venir. Les foyers améliorés auront permis de sauver 10 000 hectares de forêt, soit la surface de Paris, et plus de deux millions de tonnes de carbone sur une durée de dix ans. Pourquoi ne pas étendre ce modèle tout autour du mont Kenya puis à l'ensemble du pays ?

57

Toublongo, Burkina Faso, 9 heures. Le soleil est déjà vif sur la terre brûlée en cette fin de saison sèche au nord de Ouagadougou. Les villageois semblent écrasés de lumière et de chaleur. Les bêtes se tiennent à l'ombre des murs de terre. Rien ne bouge. Les travaux des champs reprendront dans quelques semaines avec les premières pluies, si elles veulent bien venir. Mais aujourd'hui, Awa est pressée. Elle rejoint les

femmes de son village qui se sont rassemblées sur la petite place à l'entrée du bourg pour un atelier de fabrication de foyers améliorés qui remplaceront les trois-pierres traditionnels. Enfin, pas vraiment, car ici les trois-pierres symbolisent le foyer, l'union d'un couple et d'une famille. Disperser les trois-pierres signifie la rupture, la destruction de la famille. Il a fallu toute l'intelligence d'une ONG pour inventer un foyer amélioré qui intègre les trois-pierres et respecte la tradition mais qui permet également de réduire considérablement la consommation de bois. Dans cette région du nord du Burkina, le bois est particulièrement rare et il faut aller de plus en plus loin pour en trouver. Les femmes marchent en moyenne cinq kilomètres avec leur charge sur la tête. Leur revenu ne leur permet pas d'accéder à d'autres sources d'énergie de cuisson. Les réchauds à gaz existent bien mais ils sont beaucoup trop chers pour les femmes des villages et il n'y a pas de réseau de distribution de bonbonnes à proximité.

58

Awa et ses voisines commencent par collecter de l'argile d'une termitière proche du village qu'elles transportent sur une charrette tirée par un âne. L'argile est soigneusement arrosée et mélangée avec de la paille hachée et du crottin d'âne pour former une pâte compacte et souple, d'une belle couleur ocre : c'est le banco dont sont faites les maisons du village. Une animatrice de Tiipaalga, l'ONG partenaire du fonds Livelihoods, explique aux femmes du village les étapes de fabrication du foyer et fait une démonstration. Les boudins de banco sont soigneusement enroulés pour former la paroi lisse du foyer. Un gabarit en bois permet de donner la mesure exacte de l'ouverture du foyer qui recevra la marmite. Les fameuses trois pierres sont fixées dans la paroi en banco et

servent de support à la marmite. L'ambiance est gaie, les femmes chantent et plaisantent. En quelques heures, une vingtaine de grands foyers sont réalisés et mis à sécher au soleil. Dans quelques jours, ils seront transportés jusqu'à chacune des maisons pour former des cuisines de plein air que les femmes décorent de motifs multicolores. Awa se fait photographe avec le téléphone portable d'une voisine, assise devant son nouveau foyer, le petit dernier sur ses genoux.

Les foyers améliorés de Tiipaalga sont parfaitement adaptés au contexte local : ils réduisent de 60 % la consommation de bois dans une région aride où la désertification est accélérée par la pression humaine, ils utilisent des matériaux locaux accessibles et gratuits, ils sont fabriqués par les femmes elles-mêmes grâce à des méthodes simples mises au point par l'organisation, et donc reproductibles de village en village. Rien d'étonnant à ce que la solution proposée par Tiipaalga soit adoptée par la quasi-totalité des femmes du village lorsque l'atelier leur est proposé. Pour compléter notre programme d'énergie rurale, l'Agence française de développement nous aide à déployer avec nos partenaires burkinabés un programme d'agroforesterie permettant aux agriculteurs d'accroître leur production et leurs revenus par des méthodes simples mais efficaces : des cordons pierreux qui retiennent l'eau en saison des pluies, le compostage, qui permet de recharger les sols en matière organique, la plantation de haies, les entrepôts de stockage des grains pour éviter de vendre au moment où les prix sont les plus bas, etc.

59

En trois ans, les équipes de Tiipaalga ont fait un travail remarquable. Village après village, trente mille familles rurales

burkinabées sont équipées de foyers améliorés que les femmes entretiennent avec soin. Nos partenaires de Tiipaalga nous proposent d'étendre le projet et de doubler le nombre de bénéficiaires. Nous sommes évidemment très tentés mais les événements dramatiques qui ensanglantent le pays ne nous en laissent pas le temps. La violence organisée par les groupes djihadistes dans le nord du pays pousse une partie des habitants à fuir les villages. Le Burkina Faso, ce « pays des hommes intègres », comme il aimait à se nommer, réputé pour le calme et le sérieux de sa population, sombre dans la spirale de la terreur comme d'autres pays de la région sahélienne. Nous hésitons : abandonner, c'est laisser le champ libre à ceux qui veulent imposer leur loi par la force mais avons-nous le droit d'exposer nos équipes aux risques qui augmentent rapidement ? Le courage et la ténacité des responsables de Tiipaalga sont impressionnants. Avec sang-froid, ils s'organisent pour tenir, réduire leur présence dans les zones les plus exposées mais aussi résister, soutenir les équipes, rester aux côtés des populations, faire vivre le projet autant que faire se peut. Les remous de l'histoire ont souvent un goût amer.

60

Ayacucho, Pérou, 15 heures. À plus de 3 000 mètres d'altitude dans les Andes péruviennes, les paysages minéraux d'Ayacucho et Huancavelica, entre vallées humides et sommets enneigés, feraient rêver n'importe quel amateur de trekking à la recherche de sensations fortes. Vivre au quotidien dans ce décor est une autre paire de manches.

Il y a les températures négatives la nuit et les pentes rudes où s'accrochent quelques cultures de quinoa ou de pommes de terre. Et il y a surtout l'isolement. Certains villages perdus dans les montagnes ne se laissent découvrir qu'au bout

d'interminables routes sinueuses prolongées par plusieurs heures de marche. Dans ces régions, où le développement économique et la technologie peinent encore à se frayer un chemin, 80 % des familles cuisinent et se chauffent sur des foyers à bois. Ces foyers, constitués de pierres posées à même le sol dans les maisons, génèrent des fumées toxiques qui affectent la santé des familles, en plus d'accentuer la déforestation. Dans les Andes péruviennes, les âtres ne sont presque jamais éteints pour conserver la chaleur dans l'unique pièce de la maison.

Pourtant, des solutions techniques existent. Il y bien longtemps que l'on sait fabriquer des fourneaux qui consomment peu de bois, chauffent efficacement et ne fument pas. Le plus grand défi n'est pas tant de trouver la technologie la plus adaptée à chaque région mais de rendre cette solution abordable et accessible aux familles très pauvres et isolées de la cordillère. Nous sommes mis en contact avec l'Instituto de Trabajo y Familia (ITYF), une petite ONG de Lima qui a développé une solution simple, accessible au plus grand nombre. Ce modèle de foyer amélioré se construit en moins d'une journée avec des briques d'argile et des pièces métalliques très robustes fabriquées dans une usine de Lima et fournies par ITYF. Ce foyer maçonné a un peu l'allure des poêles que l'on trouve dans les pays scandinaves. Il occupe la place centrale et le soir la famille se regroupe autour. Sa simplicité n'enlève rien à son efficacité puisque le foyer permet de réduire la consommation de bois d'environ 60 %. Grâce à des foyers fermés et à une cheminée qui évacue les fumées à l'extérieur des maisons, l'air est de nouveau respirable pour les familles. Les femmes peuvent maintenant recouvrir les

61

murs, auparavant couverts de suie, de vives couleurs qui sortent les maisons de leur pénombre.

Comment équiper des milliers de familles qui vivent entre 3 000 et 6 000 mètres d'altitude ? La véritable innovation réside ici dans l'incroyable chaîne humaine qu'ITYF a su créer pour que tous les villages identifiés, aussi isolés soient-ils, puissent en bénéficier. Maçons, professeurs, maires, docteurs, bénévoles : tous travaillent avec les équipes d'ITYF pour sensibiliser les villageois, transporter le matériel dans des camions prêtés par les municipalités, former les maçons des villages à construire les foyers et accompagner les femmes dans l'utilisation de leur nouvel équipement. Un réseau social et une organisation qui permettent véritablement de « déplacer des montagnes ».

62

Ici, le foyer amélioré est la porte d'entrée pour amorcer une transition sanitaire au sein des familles. En plus d'éliminer la pollution de l'air domestique, les foyers améliorés comportent un deuxième brûleur afin que les femmes puissent faire bouillir de l'eau en même temps qu'elles cuisinent. L'eau consommée par les habitants d'Ayacucho et de Huancavelica est souvent polluée par les effluents du village. Elle constitue un enjeu majeur de santé pour les habitants, touchant tout particulièrement le développement des enfants. L'accès à une eau bouillie est donc un progrès essentiel.

Après une étude approfondie pour comprendre et vérifier l'efficacité de ce modèle, le comité d'investissement du fonds Livelihoods décide d'investir 3,5 millions d'euros pour équiper trente mille familles et suivre l'utilisation de ces foyers sur

plusieurs années. Nous permettrons donc d'éviter un million de tonnes d'émissions de CO₂.

J'accompagne Arquimedes Hamani qui est le coordinateur local du programme. Natif d'une vallée voisine, il a la responsabilité d'une équipe qui parcourt les villages. Nous sommes accueillis par un groupe de femmes coiffées du chapeau de feutre traditionnel des femmes de la cordillère. Elles ont préparé un repas de pommes de terre d'une incroyable variété de goûts, de tailles et de couleurs. Écoute silencieuse d'abord puis les discussions s'animent. L'équipe d'ITYF présente l'équipement qui est remis à chaque famille en complément du foyer amélioré : des récipients hermétiques pour conserver l'eau bouillie ainsi que des gourdes pour que les enfants puissent en apporter à l'école. Pour les inciter à se laver les mains régulièrement, des bidons d'eau et de savon sont installés devant les maisons grâce à un mécanisme des plus simples. Et chaque famille reçoit un traitement gratuit de déparasitage des enfants.

63

Ce kit s'accompagne de séances de sensibilisation et de formation aux gestes qui préviennent les maladies aux moments les plus vulnérables de la vie : assurer les meilleures conditions d'hygiène aux femmes qui accouchent à la maison, se laver systématiquement les mains, manger équilibré. Ainsi, des semences sont offertes aux familles pour qu'elles puissent faire pousser des légumes variés et sains afin de faire évoluer leurs habitudes alimentaires. L'équipe d'ITYF et son réseau de partenaires s'efforcent de conseiller les familles à chaque étape. Les enseignants s'assurent que les enfants ont bien leur gourde à l'école et alertent le réseau de bénévoles d'ITYF quand l'un d'eux présente des troubles de santé. Les maires se font les relais des villages lorsqu'ils ont besoin d'assistance.

Un responsable au niveau du village guide les femmes pour la bonne utilisation et l'entretien des cuisinières. Dans les Andes, la solidarité entre les habitants est une clé de survie. C'est sur ce principe qu'ITYF a construit la réussite de ce modèle. En un an, trente mille familles sont équipées. C'est beaucoup et c'est encore très peu. Nous songeons aux prochaines étapes si notre partenaire le souhaite.

64 Selon l'Organisation mondiale de la santé, près de 4 millions de personnes meurent chaque année de l'exposition aux fumées toxiques issues de foyers traditionnels, principalement des femmes en Afrique, Asie et Amérique latine. La consommation de bois ou de charbon de bois dans les campagnes mais aussi dans les villes en pleine expansion, en particulier en Afrique, est une cause importante de déforestation, accélérant la désertification. Année après année, on peut suivre sur les images prises de satellites, la pression croissante sur le couvert forestier. Les énergies solaires sont aujourd'hui beaucoup plus accessibles mais elles ne fonctionnent pas encore très bien pour la cuisson. Ou tout du moins pas dans les conditions d'utilisation par des femmes occupées à de multiples tâches. Le gaz est une solution intéressante. Il se développe dans les villes mais restera pour encore longtemps une solution inaccessible pour des millions de ruraux pauvres. Cette expérience nous conduit à réfléchir aux solutions technologiques dont on nous rebat les oreilles. La prime est à celui qui sortira le dernier gadget d'innovation. Le mythe de la technique qui va tout résoudre a encore de beaux jours. Nos partenaires du Burkina, du Kenya et du Pérou nous ont apporté la preuve que la véritable innovation est celle qui combine solution technique, modèle économique et adaptation aux conditions sociales d'utilisation.

Un beau dimanche d'avril, sous un soleil éclatant, le Marathon de Paris bat son plein. Plus de 60 000 coureurs de toutes nationalités s'élancent dans les rues de la ville pour la grande boucle qui les conduit du bois de Boulogne, à l'ouest, jusqu'au fort de Vincennes, à l'est, en passant par les bords de Seine. Ils sont venus d'un peu partout, parfois de très loin en voiture, train ou avion. Nos partenaires de Schneider Electric, qui sont le principal sponsor du Marathon, ont décidé de compenser les 26 000 tonnes d'émissions de gaz à effet de serre générées par l'événement en utilisant les crédits carbone des foyers améliorés Livelihoods-Hifadhi qui a permis de sauver des millions d'arbres dans la région du mont Kenya. Comme souvent, les coureurs de l'Est africain sont en tête. Fins, presque fragiles, ils semblent voler au-dessus de l'asphalte. Kényans et Éthiopiens se détachent. Il est à peine 11 heures lorsque Purity Rionoripo, marathonnienne kényane de vingt-trois ans, bat le record du Marathon de Paris, rayonnante sous les hourras de la foule, la pluie des confettis sur la ligne d'arrivée et les caméras de télévision. Au même moment, dans un petit village au pied du mont Kenya, Janet prépare le repas pour sa famille sur son foyer à bois. La veille, elle a fait son marathon à elle. Avec sa fille, elle a marché plusieurs kilomètres, avec un fagot de plus de 20 kilos, pour aller chercher du bois. Deux destins de femmes que relie le fil ténu mais bien réel de la mission de Livelihoods.

65

Consultez l'album photo des projets Livelihoods
au Kenya, au Burkina Faso et au Pérou



Les nouvelles couleurs du batik

Le froid pique ce jour d'hiver dans la banlieue lyonnaise. Il pique encore plus pour nos amis indonésiens tout droit arrivés des chaleurs humides de Sumatra après un passage rapide par Paris. Mais cela ne semble pas trop incommoder Bambang, le responsable de l'ONG Yagasu, partenaire du fonds Livelihoods, pas plus que le petit groupe de femmes emmitouflées qui l'accompagnent, venues de la région de Medan, une grande ville dans le nord de l'île de Sumatra.

67

Le trajet en TGV a été très gai, on a beaucoup plaisanté en se remémorant les épisodes les plus drôles de l'immense chantier que l'équipe de Yagasu a réussi : reconstituer les mangroves dégradées par l'ignorance et la recherche de profit à court terme, puis achevées par les énormes vagues du tsunami qui a frappé les côtes de Sumatra il y a une dizaine d'années. En trois ans, Bambang et son équipe ont replanté avec les populations des villages côtiers et l'investissement du fonds Livelihoods plus de 6 000 hectares de mangroves et, plus récemment, nous avons décidé de doubler la mise avec un nouvel investissement de 6 millions d'euros pour replanter les portions de côtes qui n'ont pas encore pu être restaurées.

Mais ce jour-là, nous ne venons pas à Lyon pour parler de plantations. La délégation de Yagasu est reçue par nos partenaires d'Hermès qui nous accueillent dans un atelier aux larges baies vitrées. C'est ici que sont fabriqués les superbes carrés de soie de la célèbre marque. À première vue, le rapprochement peut paraître étrange : quoi de commun entre la plantation de palétuviers dans des villages isolés d'Indonésie et la fabrication d'articles de luxe dans une fabrique de soieries lyonnaise ?

68 Pour comprendre, on doit reprendre le fil de l'histoire : la société Hermès est un investisseur et un partenaire discret mais extrêmement fidèle depuis la création du premier fonds Livelihoods, en 2011. Il m'a fallu un peu de temps pour découvrir la « maison » Hermès. J'ai commencé à comprendre lorsque, en visitant les ateliers de Pantin près de Paris, j'ai eu la chance d'échanger avec les artisans maroquiniers, de voir leur extrême attention au geste juste, au plus petit détail même invisible. J'ai senti qu'ici la frime n'impressionne personne. Dans ce métier, on ne peut pas faire semblant. Il faut apprendre patiemment et ne pas tricher.

C'est peut-être pour cela que le courant passe si facilement lorsque nous nous installons autour d'une grande table dans cet atelier lyonnais. Nos amis indonésiens déballetent les étoffes qu'ils ont apportées et les étalent pour que chacun puisse apprécier les couleurs, toucher la matière, apprécier le fini. On se presse. Il y a là les meilleurs spécialistes des coloris, les designers, les responsables de fabrication. L'équipe de Yagasu est assaillie de questions : « Comment est obtenu cet ocre magnifique ? » « Comment les couleurs

sont-elles fixées sur l'étoffe ? » « Où sont fabriquées ces superbes pièces de tissu ? » Bambang raconte alors l'histoire extraordinaire de ce batik que les villages de Sumatra ont réinventé à partir de la mangrove. Ils ont su retrouver les techniques traditionnelles de fabrication des teintures à partir des écorces de palétuvier qui ont été abandonnées au profit de teintures chimiques au détriment de l'environnement. Les fabriques de batik, souvent dépourvues de stations efficaces de traitement des eaux, déversent de grandes quantités d'eaux polluées qui détruisent la biodiversité en aval. Yagasu travaille depuis plusieurs années à mettre au point les procédés de fabrication de ces teintures naturelles à partir de la mangrove. La gamme des couleurs s'est diversifiée : des dominantes brun et ocre du début, on est passé progressivement à des gammes de jaune, de rouge aux tons plus vifs. Dans les villages, les femmes ont été formées à l'utilisation d'un logiciel d'ordinateur pour le design des motifs. Des métiers à tisser ont été installés et les pièces de ces batiks « naturels » sont maintenant commercialisées par des boutiques spécialisées dans les produits de grande qualité.

69

Je suis vite dépassé par les questions techniques mais, en observant ces visages attentifs, j'ai le sentiment d'un respect mutuel entre ces femmes couvertes du voile traditionnel, venues des villages d'une île lointaine, et les représentants d'une marque prestigieuse, en majorité de jeunes femmes vivant dans une grande ville d'Europe. On s'écoute et on se parle d'égal à égal. Comme si les distances géographiques et culturelles étaient abolies, suspendues un temps par une passion commune. Bien sûr, entre ces deux mondes, les

différences sont considérables, et réussir à les faire coopérer est un long chemin. Nous l'apprendrons peu à peu. Mais l'élan est là. Pierre-Alexandre Bapst, responsable du développement durable d'Hermès, a joué un rôle essentiel. Passionné par l'aventure Livelihoods et très fin connaisseur de la culture Hermès, il a su trouver les bons angles, saisir les occasions. Un jour, Pierre-Alex m'appelle : la direction des ressources humaines a proposé aux salariés volontaires de participer à une semaine de plantation avec les équipes de Yagasu. En deux jours, quatre-vingts candidats se manifestent. Une quinzaine de femmes et d'hommes d'âges divers sont sélectionnés, venus de différents sites et métiers. Je les rencontre avant leur départ pour l'Indonésie. Nous parlons de ce grand programme de restauration des mangroves qu'ils vont découvrir, des journées qu'ils vont passer dans la boue à planter les jeunes palétuviers, des villageois qu'ils vont côtoyer. Je lis une grande attention sur les visages et toujours la même simplicité.

70

Bambang Suprayogi est un personnage hors du commun, comme la plupart des responsables d'ONG, sans lesquels aucun projet Livelihoods n'aurait pu réussir. Il réunit des qualités qu'on rencontre rarement dans une seule personne : c'est à la fois un défenseur acharné de l'environnement, passionné de connaissances scientifiques, et un entrepreneur créatif que rien n'arrête. Pendant longtemps, Bambang a été fonctionnaire de l'administration des forêts à Sumatra. Il est devenu un grand spécialiste des écosystèmes forestiers menacés par la pression grandissante des plantations de palmiers à huile ou d'hévéas. Reconnu comme expert des éléphants, il est appelé à conseiller plusieurs pays d'Asie dans ce

domaine. À tel point qu'il a appelé Yagasu (« éléphant », en bahasa indonésien) l'ONG qu'il a décidé de créer lorsqu'il a quitté l'administration pour réparer les dégâts du tsunami. Originaire de la grande île de Java, Bambang a grandi dans la petite entreprise familiale que son épouse continue à gérer. Il a très vite compris que la conservation de la nature ne peut réussir que si on associe les populations qui vivent de ces ressources naturelles, et que Yagasu doit marcher sur deux jambes.

Il y a plusieurs années, de grandes concessions ont été accordées tout au long de la côte par le gouvernement de l'époque à des hommes d'affaires qui ont promis de créer de grandes fermes d'aquaculture industrielle, notamment des élevages de crevettes pour l'exportation. Ce qu'ils ont fait. Mais pour installer ces grandes fermes, on a détruit massivement la mangrove, afin de creuser de grands bassins alimentés par la marée. Quelques années plus tard, des maladies se sont développées dans ces élevages qui ont dû être peu à peu abandonnés. Les villages de la côte se sont donc retrouvés totalement démunis : la mangrove qui leur apportait poissons et crustacés avait disparu, et les emplois promis par les élevages industriels aussi. L'intelligence de Yagasu est d'avoir su développer un modèle de ferme d'aquaculture intégrée à la mangrove. Lorsqu'un village s'engage à restaurer la mangrove détruite et à planter des milliers de palétuviers, il est appuyé par l'ONG pour créer des exploitations de taille familiale ou communautaires entourées de mangrove qui sont des viviers naturels de poissons et de crustacés, en particulier les crabes « mous », très recherchés sur les marchés de la région, notamment à Singapour toute

71

proche. Bambang nous explique que les recherches scientifiques ont permis d'identifier une espèce de palétuvier dont les feuilles contiennent un antibiotique. Lorsqu'elles tombent dans l'eau, ces feuilles contribuent à protéger l'élevage. Yagasu est très attentif aux équilibres et encourage les éleveurs à utiliser au maximum les ressources du milieu pour l'alimentation de leur ferme.

Comment passer de l'expérimentation à une échelle permettant d'avoir des impacts écologiques et sociaux vraiment significatifs ? Nous avons de longues discussions avec Bambang pour trouver le bon réglage entre écologie et business. Dans ce projet, il n'y a pas de divergences d'intérêts, bien au contraire. Mais les compétences nécessaires, les rythmes, le management de chaque jambe sont très différents. Cette

72 ONG, comme beaucoup d'autres, doit résoudre une équation à laquelle elle n'était pas préparée : comment ne pas perdre sa raison d'être tout en créant suffisamment de valeur économique et sociale pour que les solutions soient vraiment durables ?

Bambang prend la décision de créer une branche de *social business* qui se concentrera sur le développement des activités économiques : l'appui technique, le financement, la commercialisation. Elle travaillera en étroite coordination avec l'ONG Yagasu, dont la mission est de restaurer et de protéger à long terme les fondations de la maison : la mangrove. Yagasu se fixe un objectif ambitieux : créer mille petites fermes d'aquaculture le long de la côte sur les 300 kilomètres qui séparent Medan de Bandah Aceh à l'extrême nord de l'île. Le pari est risqué mais ce que nous avons

réussi ensemble depuis plusieurs années nous donne confiance. Et l'impact considérable attendu sur le changement climatique achève de nous convaincre : au total, ce sont près de 4 millions de tonnes de CO₂ qui sont et seront stockées dans les palétuviers et dans les sols des mangroves de Sumatra.

Consultez l'album photo du projet Livelihoods
sur l'île de Sumatra en Indonésie



Parfums de vanille

Lorsque j'étais enfant, ma mère conservait précieusement dans un tiroir quelques gousses de vanille qu'elle utilisait de temps à autre pour parfumer une pâtisserie lors des grandes occasions ou bien le riz au lait, qui était un de ses plats favoris. Je me souviens encore de ces bâtonnets sombres un peu fripés qui exhalaient un parfum puissant et qu'avec ma sœur nous aimions respirer en fermant les yeux avant de les remiser dans une feuille de papier sulfurisé pour un prochain usage. Ayant grandi en France au bord de la Loire, j'ignorais alors l'incroyable parcours de cette liane étrange venue des forêts du Mexique que marins et commerçants ont emportée dans leurs bagages pour l'acclimater sous d'autres cieux, au hasard des aventures coloniales.

75

C'est finalement à Madagascar que la vanille a trouvé son terrain d'élection, dans les régions côtières du nord-est de l'île qui offrent chaleur, humidité et ombrage dont la plante a besoin. La vanille bourbon est la plus réputée. Madagascar produit aujourd'hui 80 % de la vanille mondiale, une richesse extraordinaire dans un des pays les plus pauvres du monde. Ces dernières années, les cours ont flambé, atteignant des

sommets. Bonne nouvelle pour les producteurs, dira-t-on. Jusqu'à un certain point car la médaille a son revers : la petite gousse attire les convoitises et fait l'objet d'intenses spéculations. Dans les villages, jusqu'à 80 % de la vanille est volée sur pied avant maturité avec pour résultat évident le découragement des producteurs et une médiocre qualité car la gousse doit être cueillie au bon moment et préparée selon un processus très précis pour atteindre le maximum de teneur en parfum. De faible volume et de grande valeur, la vanille se stocke facilement et peut se conserver longtemps sous vide. Aubaine pour toutes sortes d'intermédiaires et de revendeurs plus ou moins scrupuleux, sans compter ceux qui pratiquent le blanchiment d'argent gagné avec le trafic illégal de bois de rose, une des essences forestières les plus recherchées et en voie de disparition. Les petits producteurs ont bien du mal à se dégager de l'emprise des collecteurs qui sillonnent les campagnes : contre quelques billets de banque, le petit producteur promet de livrer ses gousses au collecteur. Gare à lui s'il ne peut pas tenir sa promesse parce qu'il s'est fait voler sa vanille avant qu'elle soit mûre.

76

Pour les industriels, la situation n'est pas plus satisfaisante : une matière première très chère et un niveau de qualité inégal les poussent à se tourner vers des alternatives, en particulier les vanilles de synthèse moins chères et dont le parfum est aujourd'hui très proche de la vanille naturelle. Plusieurs entreprises membres des fonds Livelihoods et importantes utilisatrices de vanille viennent nous trouver pour rechercher une solution stable pour les transformateurs et pour les producteurs. Après plusieurs mois de travail sur le terrain pour essayer de démêler la situation, pour écouter les uns et les

autres, chercher à repérer ceux qui pourraient être des partenaires valables, l'équipe de Livelihoods parvient à dessiner un projet qui deviendra une des réalisations dont nous sommes aujourd'hui assez fiers. De quoi s'agit-il ? Rien de moins qu'une tentative de transformer une jungle chaotique en une relation commerciale plus « civilisée ».

Cette transformation doit beaucoup à notre rencontre avec Serge Rajaobelina, un Malgache qui a étudié et vécu aux États-Unis et qui est revenu au pays pour y fonder Fanamby (« défi », en malgache), une ONG qui s'est donné pour mission de sauver les formidables richesses naturelles de Madagascar. La biodiversité de l'île est unique : 90 % des espèces animales et végétales sont endémiques. Mais elles sont de plus en plus menacées par la déforestation : Madagascar a perdu près de la moitié de ses forêts au cours des cinquante dernières années et la déforestation s'est accélérée au milieu des années 2000. La forte pression démographique, la pauvreté, le pillage des ressources pour des intérêts de court terme, la faiblesse ou la complicité des pouvoirs publics se cumulent pour détruire un trésor que toute l'humanité devrait chérir. Les rapports, les conférences, les promesses se multiplient. D'innombrables experts financés par des institutions internationales ont expliqué ce qu'il faudrait faire. L'aide financière au développement est très présente. Mais sur le terrain, on voit peu d'actions capables d'inverser la tendance.

77

C'est ce qui a décidé Serge à se lancer dans la bataille. Au premier abord, sa détermination est bien cachée sous une allure placide. Le bonhomme est rond, réservé, presque timide. Mais dès qu'on apprend à le connaître, on découvre

un formidable homme d'action et un organisateur qui a su faire de Fanamby en quelques années une très belle organisation de terrain. Comme la plupart des ONG de défense de l'environnement, Serge a priorisé la préservation des zones les plus riches en biodiversité et les plus menacées. Son organisation gère aujourd'hui de nombreuses réserves et zones protégées. Mais il a vite compris que cette lutte pour la conservation serait perdue si on ne s'attaque pas aussi et en même temps à la pauvreté. Madagascar compte 25 millions d'habitants et 75 % vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Comme d'autres partenaires de Livelihoods dans le monde, Fanamby a réussi à développer des activités économiques qui soutiennent l'action de protection de la nature. Aujourd'hui, les entreprises sociales créées et soutenues par Fanamby font vivre des milliers de petits producteurs et employés. Nous sommes vite en phase et prenons avec Fanamby la décision de travailler ensemble.

78

Encore fallait-il que la confiance se crée entre les partenaires : entre les industriels qui peuvent avoir des objectifs et des stratégies différents, entre ces industriels et les ONG, mais aussi avec les autorités locales et nationales. Ce résultat doit beaucoup à l'équipe de Livelihoods qui a réussi patiemment, avec beaucoup d'écoute et pas mal de pédagogie, à faire converger les points de vue autour de solutions qu'il a fallu construire ensemble. Et maintenir cet effort dans la durée. Contrairement à ce que nous pensions au départ, l'expérience nous apprendra que ce type de chantier requiert une attention constante tant les aléas sont nombreux, qu'il s'agisse des cours du marché, des priorités des entreprises ou des événements climatiques. Et plus encore que tout cela : composer avec les

personnalités, les différences culturelles, les qualités ou les difficultés managériales.

Notre première décision consiste à nous mettre à l'écart de la zone où se concentre l'essentiel de la production de vanille, la Sava, à la pointe nord-est de Madagascar. En accord avec Fanamby et les entreprises partenaires de notre fonds, nous choisissons de localiser les activités Livelihoods plus au sud, à Analanjirofo (« la région du clou de girofle », en malgache) en face de l'île Sainte-Marie, une région magnifique et difficile d'accès. Ici, les collines qui surplombent l'océan Indien accrochent les pluies des alizés. La végétation luxuriante baigne dans une moiteur propice à toutes sortes de plantes aux parfums évocateurs : vanille, giroflier bien sûr, gingembre, poivrier, manguier et bien d'autres. Mais l'isolement de la région a limité la croissance de l'activité. Il faut de très longues heures de voiture pour atteindre ces villages depuis la capitale, Antananarivo, ou le grand port de Tamatave plus proche. En saison des pluies, les taxis-brousse cahotent sur les routes transformées en fondrières et en fleuve de boue. De longues pirogues sont le moyen de transport le plus commode pour les villages situés à proximité des grandes rivières qui descendent vers la côte.

79

Une question nous est souvent posée : le développement de la vanille ne va-t-il pas encourager la déforestation ? Autrement dit : est-ce qu'avec l'objectif de réduire la pauvreté, vous n'allez pas contribuer à détruire un peu plus la biodiversité de l'île ? La question est d'autant plus pertinente que la pointe à Larée, cette longue langue de terre qui s'avance dans la mer au beau milieu de la zone du projet, est couverte

d'une forêt primaire dont les spécialistes soulignent la rareté : une forêt tropicale sur sable qui contient de multiples espèces végétales et animales rares.

Guidé par un spécialiste du Missouri Botanical Garden (MBG), une ONG d'origine américaine installée depuis longtemps à Madagascar, j'ai la chance d'y apercevoir quelques lémuriens blottis dans les branches. Mon guide me présente diverses variétés d'orchidées. MBG a le mandat de gestion de cette forêt protégée et fait un bon travail pour associer les communautés villageoises riveraines à la protection. Le patient travail de terrain de MBG a permis de montrer que ces communautés peuvent être les meilleurs protecteurs de la forêt si on les aide à développer des activités qui leur procurent un revenu décent.

80 La vanille en est un bon exemple : bien conduite, une plantation de vanille associée à des cultures vivrières permet à une famille de gagner convenablement sa vie sur un espace limité. Les champs de vanille, eux-mêmes plantés de toutes sortes d'essences d'arbres qui servent de tuteurs aux lianes, sont riches en biodiversité. Avec nos partenaires de Fanamby et l'aide du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM), nous décidons d'associer MBG à notre mission et de coordonner ensemble nos actions pour sauvegarder cette belle forêt de la pointe à Larée : sanctuariser les espaces forestiers qui doivent être absolument protégés de toute pression humaine, développer à l'extérieur des activités économiques viables qui ne mettent pas en danger les ressources naturelles. Le pari est incertain mais plusieurs conditions favorables sont réunies, qui permettent de le tenter.

Notre deuxième décision est de développer un grand pôle de production de vanille. Les producteurs de cette région sont très demandeurs. Ils sont bien conscients qu'une occasion de gagner un peu mieux leur vie est à portée de main mais, dans leur isolement, entre les vols et la valeur captée par les intermédiaires, que peuvent-ils faire ? Beaucoup de plantations sont laissées à l'abandon. Le projet Livelihoods va se déployer sur plusieurs fronts : d'abord organiser les producteurs en associations bien structurées qui permettent d'agir collectivement. En trois ans, dix-huit associations regroupant 1 800 producteurs sont constituées, avec l'objectif d'atteindre rapidement le nombre de 3 000. Ensuite, permettre à tous les membres des associations qui souhaitent développer leur production d'accéder gratuitement à des plants de vanille. La demande est forte. Des pépinières sont créées, qui vont permettre de distribuer plusieurs centaines de milliers de jeunes lianes de vanille. Les pépinières sont particulièrement soignées car elles servent de champ-école : chaque plant de vanille est soutenu par un arbre qui lui sert de tuteur et d'ombrage, chaque pied est fertilisé avec des déchets végétaux et du compost qui lui apportent la matière organique nécessaire. Ici, aucun produit chimique. Les lianes sont délicatement enroulées en boucles pour favoriser la floraison et donc la production. Les associations de fermiers se succèdent pour se former aux meilleures techniques avec les conseillers de Fanamby. Les associations organisent aussi des groupes de surveillance qui alertent la gendarmerie en cas de vol. En deux ans, les vols ont diminué très fortement.

81

Notre troisième décision est de créer Tambata, une entreprise sociale de première transformation, dont les actionnaires

sont les associations de producteurs, et de construire une unité de préparation de la vanille.

Objectif : faire bénéficier les producteurs de la valeur ajoutée qui aujourd'hui leur échappe. En effet, la différence de prix est très significative entre la vanille vendue verte après cueillette et la vanille brune obtenue après un long processus assez complexe d'échaudage, de séchage et de fermentation. Nous finançons la construction d'un grand bâtiment industriel à Andrangazaha, près de la côte, au centre de notre zone de production.

82 Lors de ma dernière visite, je suis accueilli par le responsable du site en blouse blanche. Comme dans toute usine alimentaire, je dois respecter les procédures d'assurance-qualité protégeant des risques de contamination extérieure : charlotte sur la tête, chaussures spéciales. Je mesure le chemin parcouru en regardant les employés, ce bâtiment à la propreté impeccable, les pelouses soigneusement tondues entourées de pépinières de vanille. Et l'énorme effort de formation et d'organisation que tout cela représente car Tambata est bien la seule unité « industrielle » à des dizaines de kilomètres à la ronde. Tout autour, l'informel, la débrouille avec les moyens du bord pour survivre sont ici la règle. Tambata veille à payer scrupuleusement la taxe locale qui alimente les budgets des collectivités locales manquant cruellement de moyens. Des dizaines de caisses de vanille sont alignées, classées par taille et qualité, prêtes pour l'expédition. Il s'en exhale un parfum puissant. On ouvre quelques caisses pour me montrer des échantillons de diverses variétés correspondant aux besoins des industriels. Ils transformeront ces gousses brunes en extraits qui parfumeront toutes sortes de produits pour les consommateurs du monde entier. Il y a là quelques millions

d'euros, une fortune quand on considère la pauvreté envahissante. Des gendarmes payés par Tambata surveillent le site nuit et jour.

La vanille produite par les petits producteurs de Tambata est achetée par un groupe d'entreprises qui ont décidé de s'organiser avec le fonds Livelihoods pour un approvisionnement de qualité.

Ces entreprises ont pris un engagement fort : acheter toute la vanille produite par les associations de fermiers. Elles ont accepté de signer un contrat qui les engage à acquérir cette vanille préparée par Tambata sur une longue période : dix ans minimum. Cette certitude que la vanille sera achetée, combinée à l'investissement du fonds Livelihoods, donne les moyens et le temps nécessaires pour que le nouveau système de production se consolide. Se mettre d'accord sur un tel contrat n'a pas été simple. Car un engagement de cette nature est à l'opposé des pratiques d'achat qui se sont imposées dans l'industrie et qui s'appuient sur quelques principes : massification, flexibilité, prix, qualité. Les matières premières issues de l'agriculture sont devenues des *commodities*, comme on dit en anglais, au même titre que l'essence ou l'électricité. L'origine, le terroir, le labeur des hommes, l'impact sur l'environnement, disparaissent pour laisser place à un produit anonyme et normé selon les standards du marché mondial. Ce que nous tentons, avec nos collègues de Danone, Mars et Firmenich, tous trois investisseurs dans le Fonds Livelihoods pour l'agriculture familiale (L3F), c'est une forme de « reconnexion » de la chaîne alimentaire. Les acheteurs savent d'où vient la vanille et connaissent l'histoire qu'il y a derrière ce qu'ils achètent.

83

Bien sûr, dans cette nouvelle relation commerciale, la question du prix est centrale pour les producteurs. Elle ne se pose pas les premières années du projet car les cours mondiaux atteignent des sommets. La priorité alors est de fidéliser les producteurs pour qu'ils vendent à leurs associations et non à des collecteurs. Ce pari est gagné assez rapidement grâce au travail des responsables d'associations qui prêchent la bonne parole mais surtout parce que les promesses sont tenues : la construction de l'usine, les pépinières, l'achat et le paiement au prix de la vanille préparée, sont autant de signaux, visibles par tous, qui ont créé la confiance et fait reculer scepticisme et découragement. Mais, en 2020, le prix de la vanille vacille. Les cours très élevés de la vanille naturelle ces dernières années ont découragé beaucoup d'industriels qui se sont tournés vers des parfums de synthèse. La baisse

84 de la demande combinée à des stocks importants fait chuter les cours. Si cette chute continue, comme cela s'est déjà produit dans le passé, et si les prix deviennent si bas que les petits producteurs ne gagnent plus leur vie, le risque est grand qu'ils se détournent de la vanille. Tout l'édifice patiemment construit pourrait alors s'écrouler. Pas facile pourtant de sortir de la dure logique du marché : pourquoi les clients industriels accepteraient-ils de payer leur vanille à un prix supérieur et de se priver de l'opportunité d'acheter moins cher alors qu'ils ont subi des prix très élevés pendant plusieurs années ? Heureusement, le contrat qui lie les partenaires de Livelihoods a prévu cette situation, avec la mise en place d'un prix minimum assurant un niveau de vie décent aux producteurs. Les discussions sont animées pour fixer un niveau de prix acceptable par les deux parties. Un accord est finalement trouvé. Les acheteurs industriels engagés avec nous acceptent de

payer ce prix minimum à la coopérative pour protéger les producteurs qui ont fait de gros efforts pour se former, planter et produire une vanille de qualité. Il s'agit de préserver la dynamique engagée. Signe que chacun comprend l'importance de ce qui se joue ici.

Il est assez facile de faire des plans magnifiques sur des tableurs d'ordinateur. Plus difficile de les réaliser. Ici comme ailleurs, tout se joue avec les gens tels qu'ils sont, hardis parfois, de bonne volonté pour la plupart, méfiants aussi et retors dans certains cas. Tous ont en commun de subir une histoire dont ils ne sont pas responsables : au fil des ans, les élites malgaches ont trop souvent dilapidé à leur profit les atouts d'un pays qui n'en manquait pas. Madagascar est un des rares pays dont le produit national brut a reculé au cours des trente dernières années malgré toute l'aide internationale injectée dans l'économie. Les résultats sont évidents. Il suffit de voir la pauvreté des infrastructures de transport, d'éducation ou de santé. Les nombreuses ONG présentes dans le pays font leur possible pour pallier les manques, mais leurs interventions génèrent souvent des comportements d'assistanat qui n'aident pas les populations à prendre leur destin en main. L'investissement dans les hommes et les femmes pour les rendre autonomes est évidemment une des clés de la réussite de notre mission. Mais avons-nous les moyens de réussir cette transformation ? Nous décidons de concentrer nos ressources dans trois directions : d'abord la formation technique et économique des producteurs engagés dans les associations, ensuite l'appui aux femmes pour qu'elles accèdent aux responsabilités dans les organisations, enfin, la formation des jeunes pour préparer une nouvelle génération d'agriculteurs.

85

Dans le village de Manompana situé au nord de notre zone d'activité, au fond d'une baie magnifique face à l'île Sainte-Marie, j'ai l'occasion de visiter la maison familiale rurale créée quelques mois auparavant avec notre appui. Une vingtaine de jeunes, en majorité des garçons, y reçoivent une formation alternée : deux semaines dans l'école, deux semaines sur le terrain, dans la ferme de leurs parents ou celle d'un fermier tuteur. L'école est installée provisoirement dans une grande maison de bois qui a dû être assez élégante autrefois. L'ensemble est précaire. Le soir, on installe des matelas sur le sol, et la salle de classe se transforme en dortoir. Mais tout cela va changer : un vaste terrain a été donné par la municipalité sur lequel une école et des hébergements seront construits. Des champs-écoles de vanille, de maraîchage et de fruitiers sont aussi prévus. Nous dînons

86 avec Édouard, le directeur du réseau des 30 maisons familiales rurales à Madagascar. Il nous explique combien il est important que les parents s'impliquent dans le financement des frais de scolarité et dans la gouvernance de l'école. Et qu'il est préférable de commencer avec peu de moyens mais avec le soutien des parents, pour qu'ils s'approprient le projet : cette école est la leur, pour leurs enfants. Nous partageons la préoccupation d'Édouard mais il sera difficile pour des familles aussi pauvres de financer la totalité du budget de l'école. Plusieurs jeunes inscrits n'ont pas pu apporter la ration de riz demandée à chaque famille pour les repas à l'internat. Notre appui financier ne peut être que temporaire. Celui de Tambatra sera nécessaire pour assurer la pérennité de l'école. Une partie des bénéfices réalisés par l'entreprise sociale financera la formation de la prochaine génération. Ce qui permettra aussi d'éviter que

des jeunes déscolarisés et désœuvrés se livrent au vol de vanille.

Lors d'une réunion dans la salle de classe d'un village, je remarque une pyramide des âges affichée sur un mur par l'institutrice. Elle représente les effectifs de l'école par tranches d'âge. Autant de filles que de garçons jusqu'à onze, douze ans. Mais ensuite les filles disparaissent des effectifs, occupées à aider leur mère, certaines enceintes dès treize ans. Que pouvons-nous faire ? D'abord aider les femmes qui se sont lancées dans la culture de la vanille, certaines parce qu'elles sont veuves et doivent faire vivre leur famille, d'autres parce qu'elles ont leurs propres champs. Zo, une jeune femme chargée de ce programme au sein de Fanamby, nous emmène visiter un groupe de quarante femmes qui se sont organisées et ont aménagé un grand périmètre de maraîchage pour l'alimentation familiale et pour la vente. Diversifier le régime alimentaire à base de riz avec des légumes et des fruits est une nécessité à Madagascar. Zo a pour objectif cette année de créer des groupes similaires dans chacune des dix-huit associations de producteurs. Nous sommes conscients de la modestie de nos avancées sur ce terrain difficile.

87

À bord du bateau qui s'éloigne de la grande île, je regarde les hautes collines qui forment la splendide toile de fond de ce paysage côtier. Elles sont certes bien vertes mais, à y regarder de plus près, il ne reste que des lambeaux de forêts ici et là. Le brûlis est encore pratiqué pour cultiver le riz sur les pentes : on met le feu à une parcelle pour brûler la forêt et ensemercer pendant la saison des pluies. Les cendres fertilisent

le sol mais s'épuisent rapidement. Après une ou deux maigres récoltes, il faut abandonner la parcelle et brûler ailleurs. La pression démographique et le nombre de bouches à nourrir ont accéléré le rythme des rotations : de dix ans autrefois, on est passé à cinq ans et, de plus en plus fréquemment, à deux ans. La forêt n'ayant plus le temps de se régénérer, le cycle infernal est là aussi enclenché. Un vaste plan de restauration des rizières de bas-fonds, des aménagements hydrauliques, un programme sérieux d'accompagnement des producteurs sont nécessaires pour répondre aux besoins alimentaires sans accroître la pression sur les hautes terres. Cela dépasse nos moyens. Les responsables des ministères et de plusieurs institutions internationales en discutent depuis deux ans déjà. Il nous reste à espérer que tout cela ne va pas s'ensabler dans des procédures bureaucratiques interminables et que l'argent sera utilisé à bon escient.

88

Dans ce petit coin isolé d'une île au milieu de l'océan Indien, bien loin en apparence des grands courants du monde, la petite gousse brune de mon enfance semble aujourd'hui au cœur des contradictions et des incertitudes de notre époque. L'enchevêtrement des causes, la complexité des solutions à mettre en œuvre nous confortent dans notre conviction que, sans une transformation systémique, aucune action ne sera durable. Il ne suffit pas d'actionner quelques leviers faciles qui seraient des baguettes magiques. Lorsque le doute vient certains jours, je me remémore notre rencontre avec un groupe de femmes productrices de vanille lors d'une visite de notre projet par les dirigeants des entreprises partenaires du fonds Livelihoods. Assise à l'ombre de grands arbres au milieu de son groupe silencieux, l'une d'entre elles s'est levée,

très calmement, regardant droit dans les yeux les messieurs et les dames venus de si loin, et a posé cette question toute simple : « Est-ce que nous pouvons vous faire confiance ? Est-ce que vous allez acheter notre vanille dans les années qui viennent et continuer à travailler avec nous ? » Nous avons tous senti ce jour-là l'immense responsabilité qui était la nôtre.

Consultez l'album photo
du projet Livelihoods à Madagascar



Combat inégal

Il est parfois des combats qu'il eût mieux valu ne pas mener. Parce que les forces sont trop inégales, et qu'on n'a pas su bien apprécier la complexité des situations ou les risques. Ou tout simplement parce que l'histoire s'est emballée, bouleversant la donne de départ. Pour Livelihoods, le Guatemala est de ceux-là. Nous y avons mis beaucoup d'es-⁹¹poirs. Nous nous y sommes cassé les dents et continuons à nous battre dans un environnement qui ne nous est pas favorable.

De quoi s'agit-il ? D'une grande montagne, le Cerro San Gil, qui surplombe d'un côté la mer des Caraïbes, de l'autre le lac Izabal, magnifique havre d'eau bleue où des générations de navigateurs et de pirates sont venus jeter l'ancre pour souffler ou se réfugier. Le Cerro San Gil est un château d'eau : des torrents dévalent en cascade ses pentes boisées et alimentent la ville portuaire de Puerto Barrios à ses pieds. Des vols d'oiseaux migrateurs y font halte dans leur longue route entre les deux Amériques. Cette montagne est considérée comme un trésor de biodiversité et classée réserve naturelle. Fundaeco, une ONG guatémaltèque, a pour mandat de

protéger et gérer cette vaste réserve forestière par délégation du ministère de l'environnement.

Au pied des versants vivent des communautés mayas de langue q'eqchi' qui se sont installées sur les premiers contreforts boisés du Cerro San Gil. Des terres pauvres et pentues que les paysans q'eqchi' s'efforcent de cultiver avec de maigres moyens. Pour survivre, ils louent leurs bras dans les haciendas qui s'étendent dans la plaine tout autour du Cerro San Gil : ranchs d'élevage, plantations d'hévéas ou de cultures fruitières. Pendant longtemps, la célèbre compagnie américaine United Fruit a joué un rôle important dans la région, et ses navires chargent encore les cargaisons de bananes à Puerto Barrios. Les grands domaines sont la propriété de riches particuliers ou bien de sociétés locales ou étrangères. Il n'est de secret pour personne ici que certains ranchs sont la propriété de narcotrafiquants qui affichent leur réussite sociale en paradant à cheval avec leurs hommes. Le contraste est saisissant entre la pauvreté des villages q'eqchi' et ces grandes haciendas. Il résume une histoire de plusieurs siècles qui a vu les communautés indigènes, culturellement et politiquement dominées, repoussées sur les terres les plus difficiles à mettre en valeur.

Ici comme ailleurs, les défenseurs de l'environnement ont compris que la protection des ressources naturelles encore intactes ne peut réussir que si l'on associe les populations locales et si elles y trouvent leur intérêt. Au Cerro San Gil, la pression des communautés q'eqchi' pour défricher les terres situées plus haut dans la montagne est réelle. Certains bois de grande valeur sont facilement exportés par le port situé à

quelques encablures. Des acheteurs peu scrupuleux sont à l'affût et encouragent les jeunes q'eqchi' à se lancer dans la coupe de bois illégale. Si rien n'est fait, la grande réserve sera progressivement détruite. Mais que faire ?

Fundaeco nous contacte avec un projet bien structuré : il s'agit d'aider les villages q'eqchi' à mieux valoriser les terres qu'ils cultivent par des modèles d'agroforesterie associant plantations d'arbres et cultures. L'objectif est d'accroître le revenu et la sécurité alimentaire des familles qui ont la possibilité de combiner sur leurs parcelles des hévéas, des fruitiers et des arbres pour le bois d'œuvre. Des cultures vivrières de maïs ou de légumes sont intercalées entre les jeunes arbres qui laissent passer la lumière et protègent de la trop grande chaleur. Les responsables de l'ONG se donnent pour objectif de planter plusieurs milliers d'hectares sur les contreforts de la montagne, qui sont fortement dégradés. Cette « intensification » intelligente devrait contribuer à relâcher la pression sur la zone protégée du parc naturel, plus haut dans le Cerro San Gil. Le sérieux de ce modèle d'agroforesterie à double impact social et environnemental et les visites que nous faisons sur le terrain nous motivent pour présenter une proposition au comité d'investissement du fonds Livelihoods.

93

Dans chaque village où nous rencontrons les représentants de la communauté, nous constatons une détermination et une attente. Après des années de promesses plus ou moins tenues, on entend l'espoir que, cette fois, quelque chose de concret va enfin se passer. Nous visitons les surfaces qui seront plantées. Un groupe de jeunes est fier de nous

montrer la pépinière qu'ils ont installée près du village. Les discussions sont animées avec les conseillers techniques de Fundaeco sur les actions à mener. On sent une excitation. Mais avant de lancer cette grande aventure de la plantation, la bénédiction des dieux est nécessaire. Elle a lieu dans une grotte quelque part dans la montagne. Des centaines de bougies sont allumées et la foule se recueille dans la pénombre. Quelques semaines plus tard, les groupes de paysans, aidés de leurs familles lancent les plantations à grande échelle.

94 Le réseau des entreprises Livelihoods vient en renfort : nos collègues de Firmenich, une grande entreprise suisse spécialisée dans les arômes pour l'industrie alimentaire et la parfumerie, nous mettent en contact avec Nelixia, une petite entreprise créée au Guatemala par une jeune femme guatémaltèque passionnée de plantes et son mari, un ingénieur français. Firmenich est un partenaire très engagé dans le fonds Livelihoods depuis sa création. L'entreprise suisse achète des centaines de plantes et d'épices dans de multiples pays. C'est un bonheur d'écouter ses spécialistes parler de leurs achats de pétales de rose, de variétés de poivre, de patchouli ou de jasmin dans des vallées perdues. Sécuriser ses approvisionnements par des partenariats de long terme avec des producteurs et des transformateurs locaux est une des priorités de l'entreprise. C'est pourquoi Firmenich a aidé la jeune entreprise Nelixia en lui apportant dès sa création des équipements et un débouché commercial. Nelixia identifie rapidement le potentiel du Cerro San Gil pour y développer des cultures de plantes à parfum, en particulier la cardamome, dont la culture nécessite des conditions

climatiques particulièrement exigeantes. La « graine des anges », dont les propriétés médicales et odoriférantes sont connues depuis fort longtemps, se plaît sur les contreforts de la montagne. Quelques paysans la cultivent mais les prix proposés par les « coyottes », ces intermédiaires qui sillonnent les campagnes, sont souvent si peu attractifs que les petits producteurs ne sont pas motivés pour récolter. Avec Nelixia, Fundaeco et l'appui de Firmenich, nous décidons d'investir pour créer une filière stable et rémunératrice pour les producteurs et répondant aux besoins de certains industriels pour un produit de qualité. La plante ne pouvant se transporter, un four est construit pour assurer une première transformation sur place. L'ONG accompagne les fermiers qui souhaitent développer cette culture. Nelixia se charge d'acheter et de distiller la cardamome dans son unité de production.

95

Pour compléter l'important financement de Livelihoods et accroître l'étendue et l'impact de notre mission commune, nos partenaires de Fundaeco proposent de mobiliser un fonds gouvernemental consacré à la reforestation, le Pinfor. Depuis sa création, ce fonds a surtout été utilisé par les grands propriétaires qui peuvent présenter des projets d'envergure mais très peu ont été financés à échelle des petits producteurs. La complexité des dossiers à monter et la procédure administrative sont un obstacle rédhibitoire. Fundaeco ne se décourage pas et organise un service d'appui aux villageois pour les aider à obtenir ces financements. En présence des représentants des communautés, nous signons en grande pompe avec le ministre de l'agriculture cet accord « historique » ! Discours, autocongratulations, cérémonie

traditionnelle d'offrandes : tout semble pour le mieux dans le meilleur des mondes.

Hélas, les mois et les années qui suivront nous révéleront une réalité moins plaisante. Assez rapidement, les dossiers de financement s'engluent dans un labyrinthe de tracasseries administratives et, lorsqu'ils sont enfin validés, on nous annonce que les fonds ne sont plus disponibles. De notre côté, nous avons honoré nos engagements, financé les pépinières de jeunes arbres, la formation des groupes de fermiers. Les équipes d'appui technique de l'ONG sont en place et les plantations sont en cours. Si l'engagement pris par un gouvernement n'est pas tenu, quel recours peut avoir un fonds d'investissement privé et a fortiori étranger ? Nos partenaires se démènent, mobilisent tous leurs réseaux, passent un temps infini à pousser chaque dossier. Peine perdue : au total, moins de 10 % des sommes promises seront effectivement débloquées, provoquant découragement et colère des communautés qui se sentent flouées.

96

Quelques mois plus tard, nous recevons une coupure de presse avec la photo du ministre de l'agriculture qui a signé l'accord. Il se tient debout entre deux policiers, menottes aux mains. Je n'ai aucune idée de sa culpabilité réelle ou supposée. Ce n'est que le premier des épisodes qui vont se multiplier et refléter les profonds dysfonctionnements de cet État qui, après la chute de la dictature il y a quelques années, semblait vouloir renouer avec un fonctionnement plus démocratique. En apparence tout du moins. Car en coulisse, les groupes d'intérêts semblent mener le jeu. La justice et la police donnent l'impression d'être bien faibles face aux

puissants du jour. Ou peu indépendantes. La violence prime sur le droit. À quelques mois d'intervalle, deux agents de l'ONG chargée de la protection de la forêt du Cerro San Gil sont assassinés sans qu'on arrive à démêler les causes de ces meurtres ni les coupables. En toile de fond, la puissance des narcos n'est jamais bien loin avec la promesse de gains faciles pour des paysans si pauvres. Des groupes de jeunes des villages q'eqchi' décident d'occuper une propriété. Ils sont soutenus par des partis qui luttent pour les droits des communautés indigènes. Les enjeux de politique nationale ne sont pas loin. Nos partenaires redoutent l'affrontement. Des forces armées sont envoyées pour ramener un semblant d'ordre. L'ONG se retrouve dans une position difficile : officiellement mandatée pour protéger la réserve naturelle, elle doit s'opposer aux coupes illégales. Alliée des communautés pour les aider à sortir de la misère, elle se retrouve en première ligne face à elles lorsque des membres de ces communautés, plus ou moins manipulés, sont mêlés à des trafics.

97

Avec le recul, quel bilan tirons-nous de ce projet difficile ? Les optimistes diront qu'on devrait voir le verre à moitié plein : après tout, quelques milliers d'hectares ont été plantés au Cerro San Gil par des communautés pauvres qui en bénéficieront, quelques centaines de petits producteurs ont été formés à l'agroforesterie. La plupart continuent à prendre soin de leurs plantations. Mais cette expérience nous laisse un goût amer. Le plus frustrant, c'est le sentiment que la dynamique sociale qui pouvait se créer s'est brisée avant même d'avoir pu réellement exister. Le sentiment que, malgré l'urgence, la préservation des ressources naturelles pèse encore bien peu

face aux intérêts économiques et politiques à courte vue. Et face à la corruption généralisée. Au Cerro San Gil, Livelihoods a créé un élan d'espoir. Mais il faut du temps pour que les effets se fassent sentir, pour que les arbres grandissent, pour qu'une nouvelle génération de fermiers reprenne confiance. Ce temps ne leur a pas été laissé. La fureur du monde les a rattrapés avant que nous puissions faire la preuve qu'un autre chemin était possible.

Consultez l'album photo
du projet Livelihoods au Guatemala



Régénérer l'arbre de vie

On ne le sait pas toujours mais la noix de coco est le sixième fruit le plus cultivé au monde. Les cocotiers produisent des noix tout au long de l'année, qui peuvent être utilisées de multiples façons pour l'alimentation, la construction ou l'industrie pharmaceutique. C'est pour cela que le cocotier a été surnommé « l'arbre de vie ». Les qualités diététiques naturelles des produits issus de la noix de coco ont fait bondir sa consommation dans le monde et les exportations des pays producteurs. Avec l'engouement pour l'eau et le lait de coco, la demande en noix fraîches progresse constamment. Entre 2013 et 2018, le marché mondial de l'eau de coco a fait un bond de 150 % en volume. 99

Pourtant, par un paradoxe un peu surprenant, les Philippines, qui sont le deuxième producteur mondial, voient leur production stagner voire décliner. Les producteurs de noix de coco philippins sont les plus pauvres de leur pays et plus de la moitié d'entre eux vivent avec moins de 2 dollars par jour. Dans l'île de Mindanao, 70 % de la population locale a moins de trente-cinq ans mais l'âge moyen des producteurs de noix de coco est supérieur à cinquante ans. La récolte des noix de

coco peut être une activité dangereuse. Pour décrocher les noix, les fermiers doivent grimper tout en haut de cocotiers de 30 mètres de hauteur, au risque de tomber, ou utiliser des perches équipées d'un couteau, au risque de recevoir une noix de coco sur la tête. Et pour écaler une noix, les fermiers la frappent contre une lame pointue, souvent sans aucun équipement de protection adéquat. Dans ce contexte, les jeunes ruraux ne veulent pas ou ne peuvent pas reprendre la ferme familiale ou sont obligés de chercher du travail en ville comme chauffeurs de taxi, ouvriers dans le bâtiment, etc.

La plupart des producteurs vivent difficilement de très petites fermes de 2 hectares en moyenne, héritage de la réforme agraire mise en œuvre il y a trente ans, qui stipulait qu'un producteur ne peut pas posséder plus de 5 hectares. Ces petites plantations de cocotiers sont souvent mal gérées, les fermiers reçoivent très peu de formation technique et n'ont pas les moyens d'investir. La productivité à l'hectare est faible, deux à trois fois inférieure à celle du Brésil ou de l'Inde. Peu solvables, les petits producteurs doivent se tourner vers les collecteurs et les négociants qui les aident financièrement à des taux très élevés. Incapables de rembourser, les producteurs deviennent dépendants ou doivent céder leurs terres.

L'idée d'un projet Livelihoods avec 5 000 petits producteurs philippins est née du besoin d'entreprises : de grandes marques internationales qui utilisent la noix de coco dans leurs produits – Mars et Danone – et une entreprise locale – Franklin Baker –, qui fournit ces grandes marques à partir de son usine située à Davao, au sud de l'île de Mindanao. Face à l'accroissement de la demande mondiale, ces entreprises ont besoin

de sécuriser leurs approvisionnements en quantité mais aussi en qualité. Aider les petits planteurs à augmenter leur production est une nécessité tout autant économique que sociale. De même que le besoin croissant de traçabilité, à savoir pouvoir démontrer que les ingrédients qu'on utilise ont été produits dans des conditions qui assurent un revenu convenable aux producteurs et selon des méthodes de gestion durable des sols et des ressources naturelles. Lorsque le projet démarre, nous en sommes loin : les noix sont collectées par un réseau complexe d'intermédiaires qui sillonnent la campagne et achètent leurs noix aux petits producteurs. Les transactions sont tout sauf transparentes, toutes sortes de véhicules approvisionnent chaque jour l'usine de Franklin Baker. Impossible pour les industriels de savoir précisément d'où viennent les noix, d'avoir une influence sur la qualité ou les conditions de production à la ferme.

101

Comme souvent chez Livelihoods, c'est l'envie ou la détermination de quelques-uns qui permet de se lancer. Jerry Lorenzo, alors directeur général de Franklin Baker, a joué un rôle essentiel. Il a très vite compris ce que la proposition de Livelihoods pourrait apporter à son entreprise. L'histoire de Franklin Baker a commencé il y a plus de cent vingt ans quand Franklin Baker Senior, un meunier de Philadelphie qui vendait de la farine aux Cubains, a reçu toute une cargaison de noix de coco en guise de paiement par l'un de ses clients. Il a transformé les noix et a réussi à créer un marché significatif pour la noix de coco desséchée aux États-Unis en faisant des tartes à la noix de coco la deuxième meilleure vente après les tartes aux pommes et avant celles au chocolat. Le marché étant devenu suffisamment conséquent, Franklin Baker a créé la première

usine de noix de coco desséchée aux Philippines, en 1921, pour assurer son approvisionnement. L'entreprise propose une large gamme de produits : noix de coco desséchée, huile de coco vierge, farine de coco, etc. En 2006, après une riche histoire, l'entreprise a été rachetée majoritairement par une famille philippine qui souhaitait perpétuer son héritage et la faire grandir tout en étant plus durable. Elle s'engage alors dans un processus de transformation, convaincue que le cœur de l'entreprise, ce sont les fermiers car ils sont au début de la chaîne. Et qu'il est primordial de mettre en place une relation directe avec les producteurs.

102

Jerry est né aux Philippines et a grandi aux États-Unis où ses parents avaient émigré. Il a choisi de faire ses études de gestion d'entreprise aux Philippines afin de renouer avec ses origines familiales. Il est ensuite retourné aux États-Unis et a travaillé dans le secteur pétrolier pour la famille Chandran, la même qui est aujourd'hui propriétaire de Franklin Baker. Depuis 1997, il a été le directeur financier de la compagnie pétrolière de la famille Chandran et a fait entrer l'entreprise en Bourse en 2006. Il a rejoint Franklin Baker en 2013 et a lancé de nombreuses initiatives pour la responsabilité sociétale de l'entreprise (logements pour des communautés défavorisées, programmes médicaux et dentaires, plantation d'arbres...). Jerry est un dirigeant d'entreprise doublé d'un homme de cœur. Il est convaincu que les intérêts de l'entreprise et ceux des producteurs sont liés si Franklin Baker veut réussir son pari. L'entreprise transformait 600 000 noix de coco par jour en 2006 et s'est donné pour objectif de dépasser les 2 millions prochainement. Lorsque je le rencontre, je sens qu'une sorte de volonté citoyenne l'anime : il veut faire quelque chose pour

son pays. Et il a compris que les attentes des grandes marques qui sont ses clients vont dans le même sens. Jerry va engager très activement Franklin Baker dans l'initiative portée par Livelihoods en mobilisant ses équipes. Il est très conscient que cette aventure va impliquer toutes les fonctions de l'entreprise, depuis la logistique des approvisionnements, les coûts et les processus d'achat des noix, jusqu'à la mise en place d'un système de traçabilité pour suivre les noix jusqu'à l'usine.

Une autre personne-clé de cette histoire est une femme : Arze Glipo, qui dirige la Fondation pour le développement rural intégré (IRDF), une ONG philippine qu'elle a créée il y a trente ans. À cette époque, Arze travaillait comme coordinatrice de projets de formation avec des communautés rurales. Elle a compris alors que l'action de formation devait être associée à des opportunités économiques pour être efficace. IRDF est vraiment une organisation de terrain qui travaille actuellement avec 16 000 agriculteurs et pêcheurs dans diverses régions des Philippines. Avec un principe simple : comprendre les besoins des communautés et les organiser pour trouver des solutions ensemble. L'ONG a démarré son action en travaillant sur les droits fonciers pour que les petits producteurs acquièrent une sécurité sur les terres qu'ils travaillent. Puis elle a développé des programmes pour la productivité des cultures, l'accès à l'eau, le financement et les équipements répondant aux besoins des petits producteurs. Mais elle n'a pas encore véritablement travaillé avec le secteur privé. Encore moins avec un fonds d'investissement porté par de grandes entreprises internationales. Il a fallu de part et d'autre apprendre à se comprendre, créer la confiance. Je me souviens de ma première rencontre avec Arze.

103

Après plusieurs discussions avec l'équipe Livelihoods, Arze s'est montrée vivement intéressée par ce projet, comprenant qu'il pourrait être un formidable levier pour sortir des milliers de petits producteurs de l'extrême pauvreté. Elle décide alors de venir à Paris avant de s'engager dans une aventure de plusieurs années avec des étrangers qu'elle ne connaît pas vraiment. Cette femme résolue ne donne pas sa confiance de premier abord. Elle observe, attentive, cherchant à comprendre ce qui nous a conduits à créer Livelihoods, ce qui nous anime au fond. En quelques minutes, nous sommes sur l'essentiel. Je vois son visage, impassible au début de notre échange, se détendre, un sourire s'esquisser. Elle s'anime et commence un récit, retenu mais tellement fort, de son action, de ce en quoi elle croit : « Nous devons avancer pas à pas pour que chaque fermier devienne un acteur, pas seulement un bénéficiaire. Cela ne doit pas être simplement un projet d'approvisionnement mais un programme intégré qui va profiter aux producteurs et à leurs communautés. » Nous échangeons aussi sur les difficultés qui nous attendent. D'abord le changement d'échelle. Jamais IRDF n'a eu à gérer une initiative de cette taille avec une montée en puissance si rapide. Cela impliquera une croissance et des changements profonds de l'organisation, de ses méthodes de travail. Le deuxième pari est la coopération sur le terrain avec une entreprise privée. Arze a rencontré Jerry. Le courant est passé entre eux. Mais, au quotidien, les équipes de l'ONG vont-elles réussir à travailler en bonne intelligence avec les équipes de Franklin Baker ?

104

Ce projet n'existerait pas sans l'implication de l'équipe Livelihoods, sa capacité d'écoute tout comme sa détermination

à lever les obstacles l'un après l'autre. Ce rôle peu visible mais essentiel d'intermédiation, de « passeur », est essentiel : faire travailler ensemble des acteurs aussi différents que des entreprises internationales et des ONG locales. Pouvoir dialoguer avec des producteurs, des responsables politiques ou de l'administration. C'est ce savoir-faire combiné à une bonne connaissance technique ou financière qui permet de construire des coalitions et des solutions qui fonctionnent.

En quelques mois, les équipes tricotent un accord qui fera de ce projet une de nos plus belles réussites : les équipes achat de Mars et Danone s'engagent à s'approvisionner auprès du fournisseur et des producteurs locaux. Elles signent un contrat de dix ans avec Franklin Baker sur des volumes précis. Ce qui permet à Franklin Baker de s'engager activement en ayant des garanties commerciales. Le Fonds Livelihoods pour l'agriculture familiale s'engage à préfinancer à hauteur de 2,5 millions de dollars qui seront remboursés par les entreprises sur plusieurs années au fur et à mesure des livraisons de noix de coco « durables ». Ce financement permet à IRDF de déployer des actions auprès de 5 000 fermiers en ayant le temps et les moyens nécessaires.

105

L'objectif commun est de créer un cercle vertueux : les producteurs ont de meilleurs revenus grâce à des gains de rendement et à la garantie d'un débouché commercial organisé et stable ; Franklin Baker peut s'approvisionner en noix de coco de qualité et traçables avec un coût de collecte maîtrisé, et construire une relation de confiance avec les agriculteurs ; Mars et Danone peuvent se fournir en noix de coco traçables pour leurs produits et contribuer à leur objectif d'améliorer la vie des producteurs dans leur chaîne de valeur.

Le premier volet de ce projet est d'abord d'améliorer le revenu par une augmentation de la production de noix à la ferme. IRDF forme les fermiers à des pratiques simples mais efficaces pour augmenter la productivité des cocotiers : taille des branches, nettoyage des couronnes et du pied des cocotiers, compostage pour fertiliser le sol sans recours à des engrais chimiques. Beaucoup de petits producteurs ont des plantations âgées qui produisent peu. 30 % des arbres seront remplacés progressivement par des variétés plus productives. Chaque nouveau cocotier peut produire environ 100 noix par an après seulement trois à quatre ans de culture. Les jeunes plants produits dans des pépinières nouvellement créées sont gratuitement distribués aux producteurs qui s'engagent à mettre en œuvre les bonnes pratiques dans leur ferme.

106

Un deuxième volet consiste à diversifier les sources de revenus des agriculteurs et à diminuer leur exposition aux variations du marché. Une centaine de cocotiers par hectare laissent beaucoup de place au sol souvent nu. On peut y pratiquer plusieurs cultures avec des espèces qui cohabitent bien ensemble. Les producteurs organisent leurs parcelles comme un système à plusieurs étages où l'espace et la lumière sont optimisés. Des arbustes comme des cacaoyers, des caféiers ou des bananiers sont plantés à l'ombre légère des cocotiers. Les feuilles de bananier compostées apportent le phosphore nécessaire aux cacaoyers. Une petite plantation de cocotiers de 2 hectares peut cultiver jusqu'à 300 cacaoyers qui apporteront 30 % à 40 % de revenu supplémentaire. Des cultures vivrières ou de rente, comme des patates douces, des légumineuses, du gingembre ou du maïs, occupent l'espace le plus proche du sol. Grâce au projet, environ 10 000 hectares seront gérés avec

des pratiques agricoles qui ont des impacts positifs sur la biodiversité, la résilience des productions, la santé du sol et donc sa fertilité, sa capacité à retenir l'eau et à emmagasiner du CO₂.

Un troisième volet vise à améliorer les conditions de travail des agriculteurs pendant la récolte. Ils sont formés à des mesures de sécurité et reçoivent du matériel adapté (perche, faucille, casque, harnais et protection pour le décorticage des noix).

En combinant ces actions, l'objectif est de doubler la productivité moyenne des fermes. Mais ce n'est pas suffisant. Il reste un point essentiel : comment faire en sorte que les petits producteurs bénéficient de la valeur qui est aujourd'hui captée par les intermédiaires qui collectent les noix et les revendent aux industriels selon des circuits plus ou moins opaques ? L'objectif est de créer une connexion directe entre les producteurs et l'entreprise. Chaque producteur peut devenir membre d'une des cinquante associations fédérées dans dix coopératives de producteurs. Chaque association collecte les noix auprès de ses membres et les livre à des dépôts d'où les camions de Franklin Baker les transportent jusqu'à l'usine. Un système informatisé permet de tracer les noix et d'assurer la rémunération des producteurs selon un mécanisme de prix transparent et accessible à tous. Ce que nous confirme Leonardo Ailing, président d'une association de producteurs dans le village de Kidapawan : « Jusqu'à présent, notre seul contact avec le marché se faisait par les intermédiaires. Nous avions très peu d'informations sur les prix et nous ne pouvions pas vraiment gérer nos ventes. Désormais, en vendant nos noix de coco directement au transformateur à travers un

107

mécanisme de prix clair, nous pouvons anticiper et améliorer nos revenus. » Le producteur bénéficie ainsi d'une partie de la marge, Franklin Baker contrôle directement ses approvisionnements, Mars et Danone bénéficient d'une traçabilité sur les origines des produits qu'ils achètent.

Bien évidemment, l'histoire serait trop belle si elle se déroulait selon le scénario prévu. Dès la deuxième année alors que les différents volets se mettent en place, un coup violent vient ébranler l'édifice encore fragile : en quelques mois, le prix de la noix de coco sur le marché mondial, indexé sur celui de l'huile de palme, perd la moitié de sa valeur. Beaucoup de fermiers découragés arrêtent de récolter et s'interrogent sur l'intérêt de s'engager avec Livelihoods. Les associations de producteurs récemment créées sont déstabilisées. Sans une réaction rapide, c'est toute la dynamique qui peut s'arrêter. La bonne nouvelle viendra des entreprises qui ont compris le danger et acceptent de créer un mécanisme de prix plancher pour tous les producteurs engagés dans la démarche. Un système de prime est mis en place avec les associations de producteurs. Il permet à chaque fermier de recevoir un revenu décent pour les noix qu'il livre à condition de jouer le jeu, de mettre en œuvre les bonnes pratiques, d'être loyal au groupement de producteurs. Le projet est sauvé et peut repartir de l'avant.

Il y a aussi de bonnes surprises. Nous sommes contactés par Biogros, une entreprise européenne très innovante engagée dans l'agriculture et l'alimentation biologiques. Biogros a développé un substrat de culture à base de coque de noix de coco qui permet de produire des légumes et des fruits avec une excellente maîtrise de l'eau et sans engrais chimiques. Ce produit est notamment utilisé dans les techniques d'agriculture

hydroponique hors sol qui se développent dans les grandes villes du monde. L'entreprise cherche à organiser une filière de collecte et de transformation des coques de noix. Elle souhaite construire une importante unité de transformation. L'accord est vite trouvé. Le projet Livelihoods peut fournir l'infrastructure nécessaire avec plusieurs milliers de petits producteurs organisés en associations. Les équipes d'IRDF contribueront à former les producteurs. L'objectif est de former soixante petites unités de décorticage et de broyage des coques. Chacune réunit dix à vingt familles. Au total, près de mille emplois seront créés aux différentes étapes de transformation.

Dès nos premières discussions avec Arze et son équipe, la situation des femmes a été une préoccupation centrale. IRDF a une longue expérience de travail avec des groupes de femmes très pauvres pour leur permettre de mieux maîtriser leur vie. Les opportunités économiques sont assez rares dans cette région. Tous les deux mois, elles épaulent leur mari pendant la récolte des noix de coco mais elles n'ont pas d'activité génératrice de revenus entre-temps. Les familles ne peuvent pas dépendre uniquement de la noix de coco, et les femmes jouent un rôle majeur dans la diversification des cultures promue par le projet. Elles sont formées à de nouvelles cultures vivrières ou à de petits élevages ainsi qu'à la vente sur les marchés locaux. La valorisation de l'écorce des noix mise au rebut par les producteurs est une belle opportunité pour les associations de femmes constituées avec l'appui d'IRDF.

109

Comme pour beaucoup de nos projets, une question lancinante est celle de l'échelle. En conjuguant les énergies de tous les partenaires, on parvient progressivement à opérer une

réelle transformation, un changement systémique à l'échelle de plusieurs milliers de producteurs. Jusqu'à quel point ce modèle est-il répliquable ? Peut-on le faire changer d'échelle pour toucher des dizaines, des centaines de milliers de producteurs aux Philippines et ailleurs ? Passer de l'exception brillante à la norme. Nous en sommes loin et les fonds Livelihoods jouent surtout un rôle d'éclaireur, de défricheur. C'est peu et beaucoup. Dans le monde du développement où les grands discours sont souvent plus fréquents que les réalisations, démontrer que des alternatives peuvent exister n'est pas négligeable. De fait, une dynamique s'est créée autour des premières réalisations. Des entreprises intéressées par les premiers succès demandent s'il leur serait possible de s'associer. Des agences de développement apportent des cofinancements. Des scientifiques se proposent pour en mesurer les impacts.

110 Entre production des noix, valorisation des sous-produits, diversification des cultures, une plate-forme se met en place dont les différentes composantes se renforcent mutuellement. Une sorte d'écosystème se développe entre les petits producteurs et de multiples acteurs économiques, créant des conditions favorables à des développements futurs. Il reste à espérer que les chaos du monde nous en laissent le temps.

Consultez l'album photo
du projet Livelihoods aux Philippines



Une richesse en partage

Avec 500 millimètres de pluie par an, l'État d'Aguascalientes au centre du Mexique n'est pas plus arrosé que le Burkina Faso au Sahel. Les paysages semi-arides des hauts plateaux qui entourent la ville située à 1 800 mètres d'altitude reflètent cette réalité : l'eau est rare et précieuse dans cette partie du Mexique. Pourtant, la principale ville, qui a donné son nom à l'État, est en plein essor. Dans un pays miné par la violence des narcotrafiquants, la région d'Aguascalientes fait figure de relatif havre de paix. La ville qui approche le million d'habitants jouit d'une réputation favorable : elle est régulièrement en tête des classements sur la qualité de vie dans les villes mexicaines et a attiré de nombreuses entreprises, certaines prestigieuses, en particulier du secteur automobile. ¹¹¹

Tout serait donc pour le mieux si Aguascalientes (« les eaux chaudes ») ne se trouvait pas confrontée à un problème qui, année après année, pourrait compromettre le développement de cette ville. La région tout entière puise l'eau dont elle a besoin dans un aquifère, une vaste nappe d'eau souterraine qui s'étend sur plusieurs dizaines de kilomètres. Ce gigantesque réservoir est essentiellement alimenté par l'infiltration

des eaux de surface lors des rares pluies. La ville, les industries, l'agriculture dépendent de cette nappe souterraine pour leurs besoins en eau. L'agriculture représente à elle seule 70 % de la consommation totale, suivie par l'agglomération d'Aguascalientes puis par les industries locales. Et c'est là que les choses se compliquent : ces besoins dépassent très largement les capacités de recharge. Résultat : le déficit annuel entre consommation et recharge est de 280 millions de mètres cubes avec pour conséquence une baisse régulière du niveau de l'aquifère. Si rien n'est fait pour inverser cette tendance, la situation deviendra dramatique dans quelques années.

112 Le fonds Livelihoods est sollicité par un de nos partenaires industriels, le groupe Veolia, qui gère le service de traitement et de distribution des eaux par un contrat de longue durée avec la ville. Il se trouve qu'un autre de nos partenaires, Danone, possède également une usine à Aguascalientes dans laquelle est embouteillée de l'eau en bonbonnes de 20 litres distribuées dans la région. Ces deux entreprises ont évidemment un intérêt direct à une gestion durable de la ressource en eau mais elles sont aussi conscientes qu'une telle gestion ne peut se faire qu'en associant tous les acteurs avec une approche d'intérêt général. Nous pourrions nous inspirer du modèle d'agence de l'eau qui a été développé en France dans chaque grand bassin hydrographique. Les principaux utilisateurs de l'eau (communes, entreprises, agriculteurs) contribuent financièrement au budget de l'agence qui peut mettre en œuvre des projets structurants de protection des ressources. Des modèles assez proches ont été développés en Amérique latine, les *water funds*, mais il manque souvent le cadre réglementaire qui impose de telles structures. La bonne volonté

dans ce domaine est rarement suffisante. Rien de tel n'existe à Aguascalientes et le processus risque d'être long. Comment amorcer une dynamique ?

Nous décidons de nous attaquer au principal utilisateur de l'eau : l'agriculture. Cette région était autrefois connue pour la culture de la vigne qui couvrait plusieurs milliers d'hectares mais a aujourd'hui presque disparu en raison du phylloxera et de la concurrence. Lui a succédé une activité de production laitière sous l'impulsion d'entrepreneurs dynamiques soutenus par des politiques publiques. En quelques années, la culture du fourrage pour nourrir les vaches laitières s'est fortement développée au point que l'État est devenu un des plus gros producteurs de maïs avec plus d'un million de tonnes par an. La production de fourrage est faiblement rémunératrice pour les fermiers mais elle présente l'avantage d'offrir un débouché stable. Exemple d'une politique d'aménagement du territoire fondée sur la construction d'une filière économique sans prendre suffisamment en compte les enjeux environnementaux. La forte augmentation de la consommation d'eau pour abreuver le bétail et irriguer des cultures gourmandes en eau en est une conséquence directe. Avec pour résultat une pression très forte sur les nappes phréatiques.

113

La région compte 1 800 forages à usage agricole généralement gérés par des associations de 10 à 20 producteurs qui utilisent l'eau à tour de rôle. Chaque puits reçoit une autorisation de pompage délivrée par l'administration qui indique les volumes à ne pas dépasser. Mais force est de constater que ces limites sont très souvent dépassées par les associations qui puisent beaucoup plus que les volumes autorisés. Les contrôles

et les amendes n'ont pas empêché certaines associations de pomper jusqu'à 25 fois le volume autorisé. Comment réduire la pression sur l'aquifère si l'esprit de responsabilité et la coercition ne fonctionnent pas ?

Le principal levier à notre disposition est bien connu des équipes Livelihoods. C'est celui que nous utilisons partout : l'intérêt et la motivation des fermiers. Reste à trouver un modèle qui permette d'économiser l'eau tout en améliorant le revenu des producteurs. Une majorité d'entre eux sont de petits producteurs avec quelques hectares irrigués à proximité des puits et tout autour des terres cultivées au gré des pluies ou utilisées pour le bétail. Les techniques d'irrigation utilisées sont terriblement inefficaces. L'eau est pompée à l'aide de moteurs électriques et inonde les sillons. Cette méthode traditionnelle d'irrigation « à la raie » génère une forte consommation d'eau dont une large proportion s'évapore ou s'infiltre dans le sol. Seule une petite partie de cette eau est utilisée par la plante, qui est soumise à un fort stress hydrique entre deux tours d'irrigation. La consommation d'énergie est importante et pèse sur les coûts de production des fermiers.

Des méthodes efficaces existent pourtant, en particulier l'irrigation en goutte-à-goutte, qui permet d'apporter à la plante juste ce dont elle a besoin pour sa croissance, et de réduire la consommation d'eau de plus de 50 %. Les quelques producteurs qui ont adopté ces techniques à Aguascalientes constatent une forte augmentation des rendements à l'hectare, fréquemment de 50 % et jusqu'à 75 % dans certains cas. Et bien sûr une réduction de la facture d'électricité de l'ordre de moitié. Lors des nombreux échanges avec les groupes

de producteurs et les associations d'irrigants, il apparaît clairement que beaucoup de fermiers ont connaissance des avantages qu'offrent ces solutions et aimeraient bien les adopter. Pourquoi alors ces techniques ne se répandent-elles pas plus rapidement ? D'abord parce que ces petits producteurs n'ont pas les moyens d'investir dans ce matériel d'irrigation relativement coûteux. Des subventions publiques ont été mises en place par l'administration de l'agriculture mais la complexité des démarches administratives rebute la plupart des producteurs. Ensuite parce que l'équipement n'est pas tout : pour atteindre les résultats espérés, l'irrigation en goutte-à-goutte nécessite une formation sérieuse des agriculteurs. Non seulement technique mais aussi économique et de gestion pour saisir les opportunités de diversification des productions que permettent ces techniques d'irrigation. Faute de cet investissement en formation, beaucoup de producteurs se découragent. En plusieurs endroits, nous avons pu voir des tuyaux d'irrigation en goutte-à-goutte abandonnés en tas au coin d'un champ. Triste gâchis.

115

Une telle mutation ne peut se faire qu'en réunissant les moyens d'action et les compétences de plusieurs acteurs. En premier lieu, les pouvoirs publics et l'agence publique Sedrae, chargée de mettre en œuvre les politiques agricoles de l'État. Le projet est bien accueilli par les responsables, qui s'engagent à mobiliser les subventions disponibles pour aider les producteurs à s'équiper. Le fonds Livelihoods s'engage, lui, à financer l'appui technique et la formation des agriculteurs afin que chacun bénéficie d'un accompagnement de trente mois. Les équipes locales de Veolia et Danone, associées à la conception du projet, sont très motivées et apportent un

fort soutien. Les deux entreprises s'engagent à rembourser le fonds Livelihoods sur des critères de résultats : économies d'eau réalisées, impacts positifs pour les producteurs. Reste à trouver l'organisation capable d'assurer la mise en œuvre sur le terrain, au plus près des producteurs : sensibiliser et expliquer, les aider dans leurs démarches administratives, s'assurer que les financements sont bien en place, accompagner la mise en place des équipements, réaliser les formations et le conseil. Cela n'a pas été le plus simple. Peu d'ONG sont présentes dans la région. Nous finissons par trouver un consultant qui, avec son équipe, connaît bien le contexte local et a développé une solide compétence de formation. Ici comme ailleurs, la qualité de l'exécution compte autant que la qualité du plan initial. Pas facile non plus de se coordonner avec des administrations publiques qui sont soumises à l'annualité budgétaire et ne peuvent s'engager sur plusieurs années. Nous avons la chance de trouver des partenaires motivés et compétents mais qui subissent les changements fréquents des règles et instructions venues d'en haut.

116

Une première phase avec 250 producteurs est rapidement décidée pour tester le modèle, avec le double objectif de réduire la consommation d'eau et d'améliorer le revenu des producteurs. Si cette première phase réussit, nous espérons qu'elle pourra graduellement être déployée à plus grande échelle. Avec 5 000 fermes équipées, l'économie d'eau annuelle permettrait de réduire de 60 % le déficit de l'aquifère. C'est beaucoup mais ce n'est pas suffisant. Le passage à une plus grande échelle nécessitera une organisation solidaire au niveau du bassin hydrographique. Un système de financement et de gestion des ressources en eau associant tous les acteurs publics

et privés, les institutions et les consommateurs. Difficile à réaliser sans une forte volonté politique sur la longue durée.

Notre planète est parfois surnommée la « planète bleue » parce que 75 % de sa surface est recouverte d'eau. Cependant, l'eau douce représente moins de 3 % de cette ressource, et moins de 1 % est aujourd'hui accessible pour nos besoins sous forme de cours d'eau ou de nappes souterraines. En théorie, ce stock d'eau est suffisant pour répondre aux besoins de la population mondiale actuelle mais il est très inégalement réparti en fonction des conditions climatiques. Trop abondantes ici, trop rares ailleurs, les pluies créent d'énormes différences d'une région du monde à l'autre, d'une vallée à l'autre. L'eau est un enjeu mondial mais avant tout local. Les États ne sont pas à égalité entre ceux qui disposent d'abondantes ressources et ceux qui sont situés en zone aride ou semi-aride. Et les tensions s'observent en de nombreux endroits de la planète, exacerbées par le changement climatique et l'inadéquation entre les disponibilités en eau et la répartition géographique de la population. L'OCDE prévoit que la population urbaine représentera 65 % de la population mondiale en 2050. Or, la ville oblige à installer des infrastructures pérennes d'alimentation en eau potable et en assainissement, pour éviter le développement et la propagation de maladies dues à l'insalubrité. L'eau sera un enjeu majeur de la géopolitique des prochaines années.

117

La bonne nouvelle est que ce stock d'eau est constamment renouvelé grâce au cycle naturel de l'eau. L'évaporation continue des océans se transforme en précipitations au-dessus des continents, qui approvisionnent les cours d'eau et nappes

souterraines. Les espaces ruraux sont le réceptacle des pluies. Dans les bassins versants, les sols et les roches filtrent cette eau. Les ruisseaux et les fleuves se chargent de la transporter. En théorie là encore, le cycle de l'eau permet de renouveler et de purifier l'eau dont nous avons besoin. Mais, comme souvent, les choses se gâtent avec l'activité humaine, la pression sur les ressources en fonction des besoins, la pollution croissante. C'est ce qui a conduit les fonds Livelihoods à intervenir. Non pas au niveau des villes ou des industries utilisatrices où nous n'avons pas de réelle valeur ajoutée mais en amont, dans les bassins versants, les terres agricoles, les grands espaces qui en sont les réservoirs et les filtres naturels.

118 Au Brésil, près de Rio de Janeiro, il s'agit de protéger la pureté d'une eau de source des contaminants chimiques en aidant les petits agriculteurs à se convertir à l'agriculture biologique et à s'organiser pour commercialiser des fruits et légumes de qualité sur les marchés de proximité. Là encore, le modèle repose sur la convergence des intérêts entre la nécessité de préserver la qualité de l'eau et la motivation de petits producteurs pauvres qui aspirent à mieux gagner leur vie. Ailleurs en Amérique latine mais aussi en Afrique et en Asie, l'enjeu est souvent de réduire l'érosion que des pratiques agricoles délétères génèrent un peu partout : la déforestation, des versants dont le sol est laissé à nu entre les récoltes, la disparition d'un couvert arboré qui retient les sols et les protège des pluies violentes, la perte d'humus qui diminue la capacité d'absorption de l'eau.

Ce cycle érosion-pauvreté touche en premier lieu les agriculteurs. Mais il se retrouve aussi en bas, dans la vallée.

À chaque épisode pluvieux, les terres sont lessivées. Les ruisseaux et les rivières charrient des masses de sédiments. À la perte de fertilité en amont s'ajoute l'accumulation en aval dans les barrages et les stations de traitement des eaux. Le coût est considérable pour ceux qui vivent de la terre comme pour ceux qui produisent de l'énergie ou approvisionnent les villes en eau potable. Du mont Elgon au Kenya jusqu'aux collines du Rwanda ou aux rivières de Sumatra, l'expérience montre qu'une gestion intelligente de l'espace agricole et des paysages peut permettre de régler les deux problèmes en même temps tout en diminuant le coût global pour la collectivité. Encore faut-il une prise de conscience que citadins et ruraux ont une communauté de destin pour que se mette en place une gestion solidaire des solutions.

Consultez l'album photo
du projet Livelihoods au Mexique



5 RÉFLEXIONS

Les fondations de la maison Terre

Pour la plupart d'entre nous, le rapport à la nature est distancié. Bien sûr, les canicules à répétition, les incendies de forêt spectaculaires, l'ours à la dérive sur la banquise qui fond, sont de plus en plus présents dans notre imaginaire collectif. Nous percevons que quelque chose de grave est en train de se passer, plus ou moins loin de nous, qui aura de plus en plus d'impact. Mais notre vie quotidienne, nos ressources sont encore assez peu touchées par le changement climatique ou l'effondrement de la biodiversité. Tout du moins pas directement. Bien sûr les étés sont plus chauds, parfois insupportables, de plus en plus de villes sont irrespirables, mais nous pensons avoir encore les moyens de nous protéger ou de nous adapter.

123

Il en va tout autrement pour ceux dont la survie dépend directement des ressources naturelles. Lorsque la mangrove ou les récifs coralliens sont détruits, ces immenses matrices reproductrices de poissons et de crustacés disparaissent également et les pêcheurs perdent leur gagne-pain. Lorsque la fréquence et l'ampleur des vagues de sécheresse ou de pluies diluviennes s'accroissent, les paysans voient fondre leurs

récoltes. Lorsque les sols sont épuisés ou lessivés par l'érosion, des millions d'hectares perdent leur fertilité. Lorsque les insectes pollinisateurs, les oiseaux, la diversité végétale sont détruits par l'usage intensif d'intrants chimiques ou la monoculture, les conséquences sont directes à plus ou moins long terme pour ceux qui vivent de la terre.

124 Ceux qui disposent de moyens financiers et technologiques peuvent mieux anticiper, s'adapter aux changements climatiques ou essayer de se reconverter. Mais pour des millions de petits producteurs, il en va tout autrement : la taille de leur ferme, leur faible capacité financière, leur niveau de formation leur laissent peu de marge de manœuvre. L'issue est connue : pour beaucoup, en particulier les jeunes, le seul avenir possible, c'est le départ vers la ville proche ou les grandes agglomérations ici ou à l'étranger. Au fil des projets soutenus par les fonds Livelihoods en Afrique, en Asie ou en Amérique latine, nous sommes les témoins directs de ces situations : les producteurs de cacao d'Afrique de l'Ouest nous expliquent que la saison sèche s'allonge, que la durée de vie moyenne d'un cacaoyer diminue. Ce que des scientifiques nous confirment en nous montrant la cartographie des zones qui ne seront plus propices au cacao dans une ou deux décennies. Un peu partout, les témoignages des communautés paysannes que nous rencontrons convergent. À notre petite échelle, depuis la création du fonds Livelihoods il y a près de dix ans, nos projets ont été touchés par un cyclone en Inde qui a détruit 10 % des plantations dans une zone habituellement peu exposée, par l'influence d'El Niño en Amérique latine, en 2015, qui a accru la mortalité des jeunes arbres, par des inondations à Sumatra, qui ont emporté des plantations de palétuviers.

C'est pour une large part ce qui a motivé la création de Livelihoods : contribuer à restaurer les fondations de la maison Terre. En partant d'un constat qui devient une évidence : la croissance exponentielle des activités humaines au cours du siècle écoulé entraîne un bouleversement complet du rapport entre l'humanité et les ressources de la planète que nous habitons. Confronté pendant des millénaires à des forces naturelles qu'il peinait à maîtriser, *Homo sapiens* a aujourd'hui acquis la puissance non seulement de dominer mais aussi de détruire son environnement naturel. Nous sommes entrés dans une nouvelle ère, celle où les activités humaines ont une incidence globale significative sur l'écosystème terrestre.

Un nombre croissant de citoyens dans le monde, en particulier la jeune génération mais pas seulement, ont acquis la conviction qu'il n'y pas véritablement de plan B ou de planète B. Qu'il est urgent d'inverser le cours des choses pour accélérer la transformation de nos modes de vie, de nos modèles de production et de consommation. Cette transformation doit mobiliser toutes les ressources de l'intelligence, de la connaissance et des capacités créatives pour répondre aux besoins de l'espèce humaine sans détruire ce qui constitue les fondations de la maison Terre : les cycles du vivant.

125

La première priorité est de réduire le plus rapidement et le plus massivement possible les émissions de CO₂ pour avoir une chance de rester au-dessous des 2 °C de réchauffement climatique à l'horizon 2050. Si nous n'y parvenons pas, les scientifiques du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) prédisent que les conséquences

seront difficilement maîtrisables et probablement irréversibles. Un nombre croissant d'acteurs économiques et politiques l'ont compris et s'engagent, qu'il s'agisse d'entreprises, de villes ou de mouvements citoyens. Ils sont de plus en plus nombreux à se fixer l'objectif de neutralité carbone au plus tard en 2050. Le secteur financier a fini par bouger et commence à réorienter ses priorités d'investissement. Une véritable conscience écologique est en train de se développer parmi les citoyens de tous âges un peu partout dans le monde. On peut voir un bouillonnement d'initiatives relayées par les réseaux sociaux, et les prémices de nouveaux modèles économiques.

126

Le maillon faible aujourd'hui, ce sont les États, qui ont les plus grandes difficultés à s'accorder sur des objectifs ambitieux et contraignants pour mettre en œuvre les accords de Paris conclus en 2015 lors de la COP21 (21^e Conférence des Nations unies sur le climat). La scène internationale est aujourd'hui dominée par la défense des intérêts nationaux, les enjeux géopolitiques, la rhétorique populiste, la défense de catégories sociales ou d'activités qui peuvent être touchées par les transformations nécessaires. L'Europe, qui s'est engagée fortement au travers du Green Deal, est relativement isolée. À l'inverse, on voit dans beaucoup de pays qu'une partie croissante de l'électorat bouge : les thèmes environnementaux, qui sont restés cantonnés pendant longtemps à la sphère des militants écologistes, deviennent centraux et les partis politiques s'en emparent sous peine d'être marginalisés par les mouvements citoyens. Comme dans toute mutation profonde, des forces contradictoires sont à l'œuvre et rien n'est encore définitivement joué. Mais le temps est compté.

En complément des efforts de réduction des émissions, on peut actionner un autre levier : la séquestration de carbone. Nous avons créé le premier fonds Livelihoods il y a une dizaine d'années avec l'intuition que réduire les émissions est absolument nécessaire et urgent mais pas suffisant. La croissance démographique encore forte dans plusieurs parties du monde, l'accès à la consommation des populations qui sont sorties de la pauvreté, en particulier en Asie, l'augmentation des besoins en énergie limiteront l'impact global des politiques de réduction des émissions. La neutralité carbone ne pourra être atteinte qu'en combinant les deux leviers : réduction des émissions et stockage du CO₂. La bonne nouvelle, c'est que la maison Terre dispose encore de ressources considérables pour ralentir le changement climatique : les sols (humus), les plantes (forêts, prairies, tourbières), les océans (plancton, algues, écosystèmes côtiers) constituent d'immenses puits de carbone qui ont la capacité de capter le CO₂ généré par l'activité humaine et en circulation dans l'atmosphère.

127

Par la photosynthèse, les plantes absorbent le CO₂, stockant dans les feuilles, les branches et les racines une partie du carbone prélevé et rejetant de l'oxygène dans l'atmosphère. Les arbres sont, après les océans, de très forts contributeurs au stockage de carbone. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (ONU-FAO) estime que l'expansion des surfaces plantées pourrait compenser 15 % des émissions de combustibles fossiles dans la première moitié du XXI^e siècle à condition qu'elles ne soient pas détruites par les incendies ou pour d'autres raisons. Les océans sont les principaux puits naturels de carbone par la biomasse qu'ils contiennent. On estime qu'ils concentrent 50 fois plus de

carbone que l'atmosphère. Mais ce potentiel est menacé : 50 % des coraux sont aujourd'hui malades ou menacés dans les eaux chaudes, et l'acidification des océans s'accroît fortement avec l'augmentation du CO₂ dans l'atmosphère. On sous-estimait jusqu'à récemment l'importance des sols qui pourtant stockaient, à la fin du xx^e siècle, environ 2 000 gigatonnes de carbone sous forme de matière organique. C'est presque trois fois le carbone atmosphérique et quatre fois celui de la biomasse végétale. Mais cette fonction se dégrade un peu partout, en particulier dans les sols labourés. L'usage d'intrants chimiques se substituant à la biomasse d'origine végétale ou animale a progressivement fait baisser les taux de carbone présents dans les sols, avec des effets sur la fertilité des sols, leur capacité de rétention de l'eau et bien sûr le climat.

128

Agir sur la biosphère est un levier d'autant plus intéressant que l'impact climatique est étroitement associé à d'autres dimensions fondamentales : en restaurant un écosystème forestier, une prairie ou une mangrove, on recrée aussi de la biodiversité. En restaurant la fertilité de sols dégradés, en développant des modèles agroforestiers ou en encourageant des pratiques agricoles durables, on permet à des producteurs d'accroître la résilience de leurs activités. C'est vrai pour la plupart des exploitations quelle que soit leur taille. Mais c'est absolument vital pour les millions de petits producteurs qui sont aujourd'hui directement exposés au changement climatique en particulier en zone intertropicale. Restaurer les fondations de la maison Terre est une priorité aussi importante que la réduction de nos émissions de CO₂. Et c'est fondamental pour répondre aux besoins d'alimentation d'une population mondiale qui atteindra 10 milliards d'individus en 2050.

Pour les entreprises et les institutions publiques ou privées qui s'engagent dans une trajectoire de neutralité carbone, agir à la fois sur la réduction et sur la séquestration est une nécessité. Il sera très difficile d'atteindre le « zéro carbone » en 2050 par la seule réduction. Certes, les évolutions technologiques vont permettre d'accroître l'efficacité énergétique, d'inventer de nouveaux modes de transport, d'habitat ou de consommation bas carbone. Mais cela prendra du temps et il nous en reste peu. Ce qu'on appelle la « compensation » contribue à combler l'écart en soutenant des projets à fort impact climatique. Par exemple, une compagnie aérienne s'est fixé des objectifs ambitieux de réduction de ses émissions. Certes, il existe un moyen radical : ne plus prendre l'avion ou moins souvent. C'est un mouvement qu'on voit se dessiner. Mais quoiqu'il en soit, le transport aérien ne disparaîtra pas et continuera à être fortement émetteur de gaz à effet de serre. Les compagnies sont largement tributaires de leurs fournisseurs et des avancées technologiques. L'avion propulsé à l'hydrogène révolutionnera peut-être demain le transport aérien. D'ici là, l'entreprise n'a que deux possibilités : d'abord déployer tous ses efforts pour réduire ses émissions dans son domaine d'activité mais aussi soutenir des projets de compensation hors de son domaine d'activité. En soutenant des projets sérieux, l'entreprise contribue à réduire le changement climatique.

129

Certaines critiques se sont élevées contre ce principe de compensation, y voyant un « droit à polluer » pour les entreprises qui en quelque sorte s'achèteraient une bonne conscience écologique en achetant ce qu'on appelle des « crédits carbone », c'est-à-dire des certificats correspondant à des tonnes de carbone stockées ou évitées. La critique serait fondée pour

des entreprises qui se contenteraient de compenser leurs émissions sans avoir d'engagement de transformation de leur propre chaîne de valeur. La compensation doit s'intégrer dans une stratégie de réduction des émissions de carbone de l'entreprise. Pour reprendre l'exemple de notre compagnie aérienne, la compensation n'est pas suffisante mais elle est nécessaire. L'alternative serait de réduire massivement le transport aérien. Est-ce réaliste ? Bien sûr, les mouvements citoyens qui incitent à choisir d'autres modes de transport commencent à avoir un impact sur les comportements. On a pu le voir en Suède récemment avec les premiers signes de ralentissement de la demande. Mais, à l'échelle mondiale, la croissance reste forte : l'an dernier, 4 milliards de passagers ont embarqué à travers le monde et ce chiffre pourrait doubler à l'horizon 2040 avec un nombre d'avions en circulation passant de 24 000 aujourd'hui à 40 000. Ces prévisions seront peut-être démenties par l'évolution des comportements, par les technologies qui permettent de communiquer sans se déplacer, etc. Il n'en reste pas moins que les émissions de carbone dans ce domaine resteront massives pour de nombreuses années. Il en va de même pour la plupart des secteurs d'activité. La compensation carbone est un levier parmi d'autres permettant de ne pas perdre de temps dans le compte à rebours auquel nous sommes confrontés.

130

En créant Livelihoods, nous ne voulions pas seulement créer un fonds d'investissement utilisant les mécanismes de la finance carbone. Nous voulions participer à un mouvement plus vaste qui contribue à la lutte contre le changement climatique par la restauration du capital naturel. En choisissant comme nom Livelihoods, nous souhaitions aussi dire le plus clairement

possible que la lutte contre le changement climatique ne peut pas être gagnée sans s'attaquer à la pauvreté et à la justice sociale – car les communautés rurales avec lesquelles travaillent les fonds Livelihoods sont parmi les plus pauvres et les plus directement exposées au changement climatique alors que leurs niveaux d'émissions de CO₂ sont extrêmement faibles dans la plupart des cas – et donc que les deux dimensions sociales et environnementales doivent être intégrées dès la conception des projets que nous soutenons.

Nous voulions également créer un lien, un pont entre deux mondes que tout sépare en apparence : celui des entreprises internationales et celui de communautés rurales ancrées dans leur territoire. Le carbone, lui, ne connaît pas de frontières : le CO₂ émis dans une usine en Chine ou par un cargo qui transporte des marchandises dans le Pacifique contribue au bilan carbone mondial global. De même, la séquestration de carbone par un grand projet d'agroforesterie en Afrique de l'Est ou la restauration de mangroves en Asie du Sud-Est contribuent à améliorer le bilan carbone de la planète. En investissant dans les fonds Livelihoods, les entreprises contribuent financièrement à des projets de carbone « positif ». Le capital du fonds est utilisé pour aider des communautés rurales à développer des modèles de production qui améliorent durablement leurs conditions de vie et qui sont plus résilients au changement climatique. Tout cela est très concret : depuis leur création, les fonds Livelihoods ont financé la plantation de plus de 150 millions d'arbres, aidé plus d'un million de personnes à sortir de la pauvreté, contribué à restaurer des milliers d'hectares de terres dégradées. Chaque année, le carbone est mesuré selon des méthodologies agréées par les

131

Nations unies, vérifiées par des experts indépendants et certifiées par des standards reconnus internationalement. L'entreprise qui prend, avec les autres investisseurs du fonds, le risque de financer de tels projets sur une durée de vingt ans, recevra donc en retour de son investissement des « crédits carbone », c'est-à-dire des certificats correspondant aux tonnes de carbone stockées ou évitées. Elle peut donc utiliser ces crédits pour compenser une partie des émissions qu'elle ne parvient pas encore à réduire.

132

La communauté rurale bénéficie de son côté de tous les impacts économiques, sociaux et écologiques du projet dans lequel le fonds carbone a investi : par exemple, les revenus des arbres fruitiers ou des sols restaurés, le poisson de la mangrove replantée ou la formation des groupes de femmes aux méthodes d'agroforesterie. Un principe essentiel est que le fonds Livelihoods n'est propriétaire ni des terres ni des arbres. Il ne revendique aucun droit sur les récoltes et ne cherche pas à contrôler les entreprises sociales qu'il appuie. Ce principe étonne souvent les investisseurs qui sont habitués à des modèles traditionnels où l'investissement doit être tangible sous forme de propriété de la terre ou de participation au capital. Notre expérience après plusieurs années de partenariat avec des communautés rurales est au contraire que ce principe est probablement un important facteur de réussite. C'est parce qu'ils savent que les fruits de leur travail seront pour eux et leurs enfants que les paysans se mobilisent, qu'une relation de confiance s'établit dans la durée. C'est aussi parce que ce projet est « leur » projet que, quelques semaines seulement après le passage d'un cyclone dans la vallée d'Araku, les parcelles étaient nettoyées, prêtes pour la replantation. Et que les

femmes des Sundarbans surveillent jalousement les mangroves qu'elles ont restaurées.

Je me remémore souvent les paroles d'un fermier d'Araku il y a quelques années. Il était très fier de me montrer sa belle petite plantation sur un versant dominant les rizières en contrebas dans la vallée. Nous discussions de choses et d'autres, tranquillement assis à l'ombre du plus beau manguier qu'il avait choisi. À un détour de la conversation, il me dit : « Dans les villes et dans vos usines, vous produisez beaucoup de pollution. Nous, avec nos arbres, on vous aide à nettoyer l'air ! » Avec ses mots, il avait résumé notre projet : établir un pont, une solidarité, entre des mondes qui s'ignorent mais dont les intérêts peuvent se rejoindre. Les investisseurs des fonds Livelihoods aident ce paysan d'Araku à mieux vivre et ce paysan les aide à réduire leur empreinte carbone. Ce faisant, les deux parties nous aident à éviter collectivement une catastrophe annoncée.

133

Le champ de tous les possibles

Ma génération, née après la Seconde Guerre mondiale en Europe, celle des baby-boomeurs, a grandi pendant les « trente glorieuses », ces années où nos parents commencèrent à accéder à la consommation après les années de privation de la guerre et de l'Occupation. Dans le quartier ouvrier du Val de Loire où j'ai passé mon enfance, chaque lundi matin était un grand moment dans la cour de récréation : ceux dont les parents avaient acheté les premières télévisions noir et blanc se racontaient le film diffusé sur l'unique chaîne. En étendant leur linge, les voisines discutaient avec ma mère des premières machines à laver le linge. On allait admirer le réfrigérateur chez une tante. Quelques pères jouissaient de l'admiration sans bornes de leur progéniture et de tous les gosses du quartier : ils étaient revenus un jour à la maison, triomphants au volant de la 4CV ou de la Dauphine qui pourrait peut-être emmener tout ce petit monde aux beaux jours pour une virée à la campagne ou à la mer.

135

Dans cette banlieue encore rurale, les champs étaient peu à peu grignotés par les constructions. Au bout de notre jardin, je passais de longues heures à observer, fasciné, le père Lelait,

qui chaque printemps labourait avec son cheval Bijou le champ qu'il allait ensemer. Lorsque les grains mûrissaient, l'ondulation des épis sous le vent était un océan doré. Quelques années plus tard, des bulldozers ont fait irruption et bouleversé le champ de mon enfance. De longues barres d'immeubles se sont dressées près du pavillon de banlieue que mes parents avaient fait construire en se privant beaucoup. Puis, un supermarché s'est installé, là où quelques années auparavant, avec mes copains, je pêchais les têtards dans une mare bordée de grands saules pleureurs.

136 Cette histoire est bien banale. C'est celle d'un moment de l'histoire où, dans notre vieille Europe fascinée par les images venues d'Amérique, nous avons été pris d'une frénésie : celle d'accéder à une forme de bonheur par l'achat de biens qui devenaient enfin accessibles. Il est facile aujourd'hui de juger cette boulimie. Mais lorsque je revois sur des photos jaunies le visage émacié de mon père à la sortie de la guerre, je comprends ce que ce moment a représenté pour toute une génération et sans doute aussi aujourd'hui pour des millions de gens qui accèdent à la consommation dans les pays émergents.

Nous n'avons pas connu la faim. Ce spectre qui a hanté les esprits pendant des siècles a disparu, tout du moins dans nos pays et pour une large partie de la population. En quelques années, la grande plaine de Beauce proche de la maison familiale est devenue une énorme usine de production de céréales et de betteraves à sucre. Les machines ont rapidement remplacé les hommes. Les parcelles ont été regroupées, agrandies, les haies détruites pour laisser place à de grandes étendues

que ponctuent ici et là d'immenses silos à grains ou les pylônes de lignes à haute tension. Les animaux qui paissaient sur les chaumes ont peu à peu disparu avec la spécialisation des fermes. Et avec eux la fumure animale, qui a été remplacée par l'usage de plus en plus massif d'engrais chimiques pour compenser l'appauvrissement des terres. En quelques années, les rendements ont progressé à une vitesse vertigineuse. Je me souviens du « club des 50 quintaux », qui réunissait les agriculteurs les plus performants dans les années 1980. En 2011, il était devenu le « club des 100 quintaux ». Des semences industrielles se sont peu à peu imposées, remplaçant les variétés traditionnelles que des générations paysannes avaient sélectionnées. En quelques années, la polyculture a cédé la place à des rotations beaucoup plus limitées. Il a fallu protéger ces cultures à très haut rendement, mais fragiles comme des pur-sang, des maladies, des rongeurs, des insectes et éradiquer les mauvaises herbes. Une camisole chimique s'est progressivement mise en place, encouragée par la recherche et l'industrie. Pour faire face aux étés secs et arroser des cultures gourmandes en eau, les forages se sont multipliés, de plus en plus profonds. En un demi-siècle, les paysans de Beauce et d'ailleurs sont devenus des exploitants agricoles intégrés dans un système de production agro-industriel dopé par les aides publiques.

137

Nous avons profité de cette grande mutation. La hausse des rendements a permis de faire baisser le prix de l'alimentation. La nourriture, qui représentait une part essentielle du budget des familles modestes au milieu du xx^e siècle, a vu sa part se réduire au profit d'autres dépenses. L'industrie alimentaire et la grande distribution ont su créer une offre massive

de produits prêts à consommer et toujours renouvelés grâce au marketing. En moins d'un demi-siècle, soit une seconde dans l'histoire de l'*Homo-sapiens*, un nombre limité de pays a réussi à produire une abondance de calories pour nourrir non seulement leur propre population mais aussi exporter dans des pays moins développés à des prix que les agricultures locales ne pouvaient pas concurrencer. On connaît aujourd'hui ce que ce modèle a apporté de positif mais aussi ses limites tant écologiques que nutritionnelles. Aux maladies liées à des déficiences alimentaires de nos grands-parents ont succédé les maladies liées à trop de sucre et trop de gras. Et l'effondrement de la biodiversité végétale et animale est une triste réalité que plus personne ne peut ignorer. Quelles voies prendre pour nourrir les 9 milliards d'humains à venir sans détruire ce qui reste de capital naturel ?

138

Par un curieux retournement de l'histoire, la critique de l'agrobusiness est devenue aujourd'hui le prêt-à-penser de tout urbain éduqué s'il ne veut pas passer pour une brute. Ce qui était moderne est devenu ringard. La mode est au bio, au produire local et aux circuits courts. Chacun se pique de cultiver tomates ou persil sur son balcon. Les ruches sur les toits des immeubles de bureaux sont furieusement tendance. La permaculture est devenue un sujet de conversation pour dîners en ville. Quelques restaurants branchés se piquent d'agriculture urbaine et vendent à prix d'or des petits plats à base de légumes cultivés en hydroponie sur une terrasse ou un entrepôt reconverti. Pierre Rabhi est une star en France et les cadres en mal de verdissement se précipitent dans les stages à la campagne pour y découvrir la « sobriété heureuse ». Molière aurait beaucoup aimé et, s'il revenait,

pourrait nous écrire une version jardinière des *Précieuses ridicules*.

Entre les modèles de production intensive qui doivent radicalement se transformer et ce folklore sympathique, il y a l'immense univers de petites fermes familiales qui aujourd'hui produisent 70 % des besoins de la planète. Michel Griffon, un des meilleurs agronomes de notre époque, en a parfaitement résumé les enjeux : « La terre s'apprête à accueillir 9 milliards d'habitants en 2050. Mais, au fait, s'y prépare-t-elle ? On peut en douter alors que plus de 600 millions de personnes vivent de l'agriculture sans que cette activité leur permette de produire pour eux-mêmes une alimentation suffisante, que l'agriculture contribue à l'effet de serre, au changement climatique, à la perte de certaines espèces animales et végétales et à la pollution. Un des plus grands défis pour la science aujourd'hui est de faire en sorte que les sociétés puissent subvenir à leurs besoins tout en ménageant la biosphère, et que les pauvres de cette terre – ce sont surtout des paysans – puissent sortir de leur condition. »

139

La pensée de Michel Griffon a beaucoup inspiré la création de Livelihoods. Ses travaux sur l'agroécologie ont nourri la rédaction de la charte Livelihoods qui définit les principes d'action de nos fonds. De quoi s'agit-il ? De changer profondément le rapport de l'homme au vivant. Michel Griffon utilise la métaphore de la boxe et du judo pour caractériser les deux grands modèles d'agriculture. L'agriculture qui s'est imposée dans les pays développés depuis un demi-siècle « boxe » contre le vivant en ce sens qu'elle s'efforce de réduire la biodiversité pour favoriser des cultures à haut rendement

en éliminant ce qui peut leur nuire. L'utilisation intensive de semences conçues pour ces systèmes hyperspécialisés, et d'intrants pour fertiliser les sols, ou de pesticides-herbicides pour protéger les cultures relève de cette logique d'extrême simplification.

L'agroécologie procède d'une autre logique : au lieu de les combattre, elle s'appuie sur les cycles du vivant comme le judoka utilise la force de son adversaire. En considérant que les plantes dans leur milieu naturel vivent en interaction avec d'autres êtres vivants, qu'il s'agisse des micro-organismes du sol, d'autres plantes ou d'insectes, il s'agit de trouver les meilleures combinaisons formant un écosystème productif moins fragile. Le rouleau compresseur de la culture industrielle est remplacé par un assemblage plus subtil. Cette approche est
140 évidemment plus complexe à mettre en œuvre sur le terrain que l'application de telle quantité d'intrant à la dose indiquée par le fabricant. Pour réussir, elle requiert de la part de l'agriculteur une compréhension fine de ce qui se passe dans ses sols, ses cultures, les interactions. Il n'y a pas de solution passe-partout. Il lui faut inventer avec d'autres, tester, améliorer les solutions adaptées aux conditions particulières de son exploitation. C'est une contrainte. Mais c'est aussi l'intérêt retrouvé pour un beau métier, celui de jardinier de la nature, à haute qualification. Et aussi la fierté retrouvée pour un métier qui permet de bien nourrir ses semblables sans être accusé de détruire la vie autour de soi.

Ces nouveaux modèles agroécologiques sont-ils aussi productifs ? L'expérience de milliers d'agriculteurs qui se sont engagés dans cette voie montre que les rendements diminuent sensiblement mais que les coûts de production baissent aussi,

si bien que la marge de l'exploitation peut se trouver maintenue voire améliorée ainsi que sa résilience aux aléas climatiques. Ces modèles bas carbone ont un impact positif sur le changement climatique mais permettront-ils de nourrir la population mondiale ? Le risque n'est-il pas de détruire ce qui reste des grandes forêts tropicales pour mettre en culture davantage de terres ? Pour économiser les besoins en surfaces agricoles, ne devrait-on pas au contraire concentrer la production alimentaire sur des modèles à très haut rendement ?

Comment sortir de ce cercle vicieux entre besoins alimentaires et préservation des ressources naturelles ? Une récente étude de l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri)¹, un think tank français, apporte un éclairage intéressant sur la situation en Europe : les scénarios développés par l'Iddri montrent que la conversion de l'agriculture européenne à l'agroécologie permettrait de fournir une alimentation durable à 530 millions d'Européens, de réduire de 40 % les émissions de gaz à effet de serre, de réduire fortement la dépendance aux importations de protéines ayant un fort impact sur la déforestation, et de reconquérir la biodiversité. Mais cet objectif ne peut être atteint qu'avec un changement profond des régimes alimentaires des Européens de plus en plus déséquilibrés et trop riches, notamment en produits animaux, contribuant à l'augmentation de l'obésité, du diabète et des maladies cardio-vasculaires avec les enjeux

141

1. « An Agroecological Europe in 2050 : Multifunctional Agriculture for Healthy Eating. Findings from the Ten Years for Agroecology (TYFA) Modelling Exercise »

de santé publique qui en résultent. La transition agroécologique ne concerne donc pas que les agriculteurs mais la société tout entière.

Le problème se pose souvent différemment pour les petits producteurs des pays émergents que soutient Livelihoods. Que l'on soit dans le Sahel au Burkina, sur les pentes du mont Elgon au Kenya ou sur les côtes de Madagascar, les rendements à l'hectare sont faibles et l'enjeu principal pour sortir de la pauvreté est d'intensifier tout en préservant, ou mieux, en restaurant les ressources naturelles. Et de répondre aux besoins d'une population en forte croissance. Certains pays ont choisi la « révolution verte ». Un recours massif aux intrants chimiques et aux semences à haut rendement, a permis à l'Inde des années 1980 d'accroître fortement sa production alimentaire, ou au Vietnam d'atteindre des rendements rizicoles très élevés. Mais on connaît les limites de ce modèle sur la santé des humains comme sur celle de la planète.

Dans les projets Livelihoods, la situation de départ est souvent désolante. De la riziculture sur brûlis à Madagascar à la monoculture du cacao en Côte d'Ivoire ou du palmier à huile à Sumatra, les exemples abondent de rendements qui sont à peu près corrects les premières années mais se dégradent rapidement. Chaque récolte emporte avec elle la matière organique des sols qui s'épuisent, devenant plus sensibles à la sécheresse. Si le fermier en a les moyens, il compense par l'apport d'engrais chimiques qui sont subventionnés dans un certain nombre de pays. Ce « coup de fouet » peut être efficace mais de courte durée car il ne restructure pas durablement les sols.

Et si, de surcroît, la plantation de cacaoyers, de palmiers ou de cocotiers est âgée, le rendement est d'autant plus bas et le fermier n'a pas les moyens d'investir pour renouveler sa plantation, diversifier ses productions, restaurer ses sols. Mal informé, ne recevant pas ou peu d'aide technique, il est à la merci des intermédiaires qui cherchent à acheter sa production au prix le plus bas, à lui vendre des intrants ou à lui prêter de l'argent à des taux prohibitifs.

Dire qu'il est facile de rompre ce cercle vicieux de la pauvreté serait mentir. Beaucoup ont essayé, sans grand succès. Mais il existe pourtant de nombreux exemples de modèles équilibrés. Les techniques d'agroforesterie mises au point par Vi Agroforestry au Kenya prouvent qu'il est possible en quelques années de transformer une petite ferme, d'augmenter fortement la production et le revenu, de restaurer la fertilité des sols et la rétention des eaux pluviales afin de réduire l'impact de la saison sèche. Les techniques développées par la fondation Naandi pour la production de café dans la vallée d'Araku en Inde ou les techniques de diversification du revenu avec les producteurs de noix de coco aux Philippines sont autant de signes positifs. Tous ces exemples ont des points communs : des techniques accessibles, peu coûteuses et reproductibles à grande échelle, une organisation de terrain efficace pour créer la confiance et accompagner le changement, des promesses tenues et un investissement sur la durée. Rien de miraculeux mais combien de programmes de développement répondent à ces critères ?

143

Plus encore que l'investissement financier, c'est l'investissement humain qui fera la différence. Et c'est précisément là que se situe le problème. Que fait-on pour préparer, pour former

une nouvelle génération d'agriculteurs qui seront capables de produire intelligemment dans le contexte du changement climatique ? Dans les pays où les fonds Livelihoods ont investi, il existe bien des écoles d'ingénieurs dans la capitale. Mais ces jeunes diplômés ne seront pas agriculteurs. Ils rêvent d'être fonctionnaires dans un ministère, cadres dans une grande entreprise ou une ONG. Les jeunes des villages qui pourraient succéder à leurs parents n'ont pas cette chance : après l'école primaire du village dans des classes souvent surchargées et bien mal équipées, ils n'ont reçu aucune formation professionnelle car il n'en existe pratiquement pas. Dans aucun de nos projets, nous n'avons trouvé de formation pour de jeunes agriculteurs à proximité. C'est ce qui nous a conduits à créer au cœur de notre projet de production de vanille à Madagascar une maison familiale rurale qui permettra aux jeunes des villages avoisinants de se former en alternance non seulement aux techniques agricoles mais aussi à la gestion. Réalisation bien modeste qui met encore plus en évidence un vrai scandale : alors que les enjeux économiques, écologiques et sociaux de l'agriculture seront majeurs, pourquoi investissons-nous si peu dans les femmes et les hommes qui nourriront les prochaines générations ? Malgré les grands discours et les promesses grandiloquentes, considérons-nous que les petits agriculteurs sont une espèce résiduelle, marginalisée et juste appelée à rejoindre les pauvres des villes ou les cohortes de migrants ?

Lors de la création de Livelihoods, nous avons choisi une phrase d'apparence bien banale du Mahatma Gandhi en sous-titre de la charte définissant les principes qui guident l'action de nos fonds : « *The future depends on what we do in the present* » (« l'avenir dépend de ce que nous faisons aujourd'hui »). Elle n'a jamais été autant d'actualité.

L'entreprise au cœur des contradictions

Les fonds Livelihoods sont issus du monde de l'entreprise. Ils ont été conçus et développés avec des entreprises. Cela semble curieux à beaucoup de gens. Je lis dans le regard de ceux qui m'interrogent, y compris mes amis, un questionnement voire un vrai doute. Livelihoods est à contre-courant de l'image que l'on se fait des entreprises : le monde de l'entreprise, c'est celui de l'argent. De la recherche du profit. De la conquête de parts de marché. De « l'optimisation des coûts » comme on dit dans le jargon. Un monde où a priori les priorités business l'emportent sur des préoccupations plus larges ou plus altruistes. Que vient faire l'entreprise dans une aventure qui se fixe comme mission d'améliorer la vie de populations très pauvres ou de restaurer des forêts ? Cela relève des ONG, des organisations humanitaires ou des pouvoirs publics. Pas des entreprises. Si elles le font, c'est soit bidon, soit de la communication pour redorer leur blason.

145

La question est légitime. La réponse mérite qu'on fasse un petit détour. Il n'est pas discutable que la vocation de l'entreprise soit d'abord économique. Mais elle n'est pas que cela. L'entreprise est aussi une institution sociale au sens où elle vit dans et avec

la société. La controverse est rude depuis plusieurs années entre ceux qui pensent que la seule vraie finalité de l'entreprise est de créer de la valeur pour ses actionnaires et ceux qui estiment qu'elle doit le faire pour l'ensemble de ses parties prenantes, actionnaires mais aussi clients, salariés, fournisseurs, etc. Ce qu'on peut appeler son « écosystème ». Les tenants de la première thèse ont dominé la pensée managériale pendant des années et conservent une énorme influence en particulier dans le monde des investisseurs financiers. Mais ils reculent parce que chacun peut voir les limites d'une approche aussi étroite, face à des enjeux environnementaux et sociaux d'une telle ampleur qu'ils menacent l'avenir même de notre espèce.

146 J'ai eu la chance de travailler dans une entreprise qui a été parmi les premières à affirmer la nécessité d'un double projet économique et social. Non sans peine. Il y a près de cinquante ans, en 1972, Antoine Riboud, alors patron de ce qui s'appelait BSN (qui allait devenir Danone quelques années plus tard) s'est heurté à beaucoup d'hostilité lorsqu'il a exprimé cette vision lors d'un discours à Marseille devant un parterre de patrons français consternés d'entendre un des leurs affirmer que « la responsabilité de l'entreprise ne s'arrête pas au seuil des usines ou des bureaux ». Paroles prémonitoires lorsqu'il affirmait alors qu'il fallait « nous efforcer de répondre aux aspirations profondes de l'homme et trouver les valeurs qui amélioreront la qualité de sa vie en domestiquant la croissance... », ou bien « qu'il n'y a qu'une seule terre, on ne vit qu'une seule fois ». Les mots d'Antoine Riboud résonnent étrangement aujourd'hui lorsqu'il note que l'entreprise se doit de répondre non seulement aux revendications d'Avoir (« Avoir, c'est obtenir sa part de richesses que l'homme extirpe

à la terre par sa croissance ») mais surtout d'Être (« Être, c'est avoir une place et comprendre son rôle dans l'entreprise ») et de Pouvoir (« Pouvoir, c'est pouvoir mettre sa propre créativité au service de son activité et pouvoir faire preuve d'initiative face à ses responsabilités »).

Mettre en pratique cette vision face aux vents contraires n'a pas été une croisière paisible. Mais la force du « double projet » est d'accepter les contradictions de l'entreprise, de trouver le bon compromis entre des intérêts parfois opposés, d'arbitrer entre court et long terme. Et de tracer un chemin de progrès en gardant un cap. Franck Riboud, qui a pris la direction de l'entreprise en 1996 à la suite de son père, a beaucoup bataillé pour conserver l'indépendance du groupe et mettre en œuvre cette double mission. Il considérait à juste titre que cette culture d'entreprise très particulière était la meilleure protection face aux prédateurs et il la cultivait jalousement. Franck a hérité de son père une qualité rare : l'anticonformisme. Cette capacité à penser autrement, à regarder les choses sous un autre angle, à ne pas se laisser impressionner par l'opinion du moment, les injonctions des sachants ou des soi-disant experts. Pas de tout repos mais toujours stimulant de travailler avec une telle personnalité. Je peux en témoigner. Ces qualités, servies par une grande intuition, ont permis à Danone de surmonter de nombreuses épreuves. Et de lancer des initiatives très originales comme l'entreprise sociale créée au Bangladesh avec le Professeur Yunus, Prix Nobel de la paix, pour produire et distribuer des yaourts fortifiés afin de lutter contre la malnutrition. Tout n'a pas réussi comme nous en rêvions mais nous avons pu démontrer que des marges de liberté existent dans l'entreprise pour qui veut rendre ce monde plus vivable.

147

C'est cette même vision de l'entreprise qui conduit Danone à s'engager assez tôt dans la lutte contre le changement climatique. En 2008, la direction du groupe décide de réduire de 40 % ses émissions de gaz à effet de serre en quatre ans. Pari ambitieux mais positif. Il permet aux équipes de regarder les choses autrement, de mettre en question la conception des produits, les techniques de production, la logistique. On découvre que nos modèles ont été conçus dans un contexte historique où l'intensité carbone n'était vraiment pas centrale. Tout au plus un indicateur de coût énergétique. En se fixant une cible ambitieuse, l'entreprise ouvre le champ des possibles. On ne peut plus se contenter d'ajuster à la marge. Il faut repenser en profondeur, réinventer l'entreprise. Cela prendra des années mais le mouvement est lancé. Quelques années plus tard, Danone annonce un nouvel objectif : zéro net en 2050. Autrement dit

148 « neutraliser » l'empreinte carbone de l'entreprise en diminuant drastiquement les émissions dans toute la chaîne de valeur y compris l'amont agricole qui fournit les matières premières, en particulier le lait et les végétaux. Et en compensant les émissions qui ne peuvent pas être réduites. Ou pas encore.

C'est dans ce contexte qu'est née l'idée de Livelihoods. À partir d'un besoin : puisque l'on doit compenser, comment le faire en cohérence avec l'activité de l'entreprise ? Produire des aliments, c'est travailler avec la terre, l'eau, l'air, le vivant. Contribuer à protéger ou restaurer ce capital naturel est logique pour des entreprises qui en vivent. Mais comment ? Nous étions alors bien loin de la connaissance qui est la nôtre aujourd'hui. D'autres avaient cette connaissance, notamment les ONG qui se battaient depuis des années. Mais la méfiance à l'égard de l'entreprise était encore forte. Heureusement,

nous avons créé des liens de confiance avec plusieurs d'entre elles. C'est en discutant avec Christophe Lefebvre, de l'Union internationale de conservation de la nature, qui nous avait aidés à protéger la source d'eau minérale d'Évian, qu'a germé l'idée de projets qui pourraient à la fois stocker de grandes quantités de carbone, restaurer la biodiversité menacée et améliorer la vie des populations locales. Et c'est Christophe qui nous a mis en relation avec nos premiers partenaires, les responsables d'Océanium au Sénégal, avec qui a été lancé le premier grand programme de restauration des mangroves.

Je me souviens de la discussion avec Franck Riboud lorsque je suis venu lui proposer d'investir dans ce projet fort éloigné de notre business quotidien. Intrigué et curieux, Franck a donné son accord en posant deux conditions pour ce type d'initiative : la taille d'abord car de grandes entreprises ne sont pas crédibles si elles se contentent de soutenir de petits projets ; l'échelle ensuite en trouvant un modèle économique et financier permettant de reproduire ce modèle dans plusieurs pays à un coût supportable. Avec l'appui financier de Danone, nous avons donc lancé les premières plantations à grande échelle en Afrique et en Asie. Cette phase d'incubation nous a permis de roder le modèle. Assez vite, il nous est apparu logique de ne pas garder cette initiative pour nous seuls mais d'inviter d'autres entreprises à se joindre à nous. En mettant en commun nos ressources, nous pourrions financer davantage de projets, réduire les risques et accroître l'efficacité au bénéfice de tous.

149

La création du premier fonds carbone Livelihoods, en 2011, est fondée sur ce principe très simple de mutualisation :

l'entreprise investit en achetant des parts de la sicav Livihoods et reçoit des crédits carbone à proportion de son investissement. Nous contactons nos collègues des entreprises dont nous sommes proches et qui partagent notre engagement. Très rapidement, quelques-unes répondent à l'appel : Schneider Electric, Crédit agricole, Voyageurs du monde. Puis, par le bouche à oreille et les réseaux, d'autres nous rejoignent : Hermès, SAP, Michelin, Firmenich, La Poste, Caisse des dépôts, Eurofins.

Ces entreprises ne sont pas seulement des investisseurs. Elles participent aux choix des orientations du fonds et aux décisions d'investissement. Les discussions au comité d'investissement du fonds sont animées. Chacun apporte l'éclairage de ses domaines de compétence et de son expérience d'autres projets. Une sorte de savoir-faire collectif s'est créé peu à peu. Le plus frappant : en près de dix d'années de fonctionnement, les débats ont parfois été passionnés mais aucun désaccord de fond ne s'est exprimé sur l'ambition sociale ou environnementale des projets que nous soutenions. Peut-être parce que chacun est actif à faire bouger les choses dans sa propre entreprise et sait aborder les problèmes avec des convictions mais aussi beaucoup de pragmatisme. Ils sont tous convaincus que les entreprises peuvent faire partie de la solution parce qu'elles ont des ressources, des talents, une capacité à communiquer et à entraîner. À condition de « mettre les skis dans le sens de la pente », comme dit souvent Franck Riboud !

En 2015, décision est prise d'aller plus loin et de participer plus directement à la transformation des entreprises en créant un nouvel outil : le Fonds Livihoods pour l'agriculture familiale. Il s'agit cette fois d'accompagner les entreprises qui

achètent des matières premières agricoles et qui souhaitent participer activement aux mutations nécessaires de l'agriculture. Ces entreprises achètent de gros volumes de lait, de céréales, de cacao, d'huile végétale, de fruits, etc. Elles ont donc un poids important dans les filières agricoles en amont de leurs usines et des produits qu'elles fabriquent pour leurs consommateurs. Elles peuvent faire bouger les lignes en s'engageant fortement avec leurs fournisseurs pour promouvoir des pratiques agricoles qui respectent l'environnement et permettent aux agriculteurs de vivre convenablement de leur travail. Elles y sont poussées par un mouvement de fond dans l'opinion. Les interactions entre alimentation, santé, agriculture et environnement sont mieux comprises et se traduisent très concrètement dans les achats des consommateurs qui plébiscitent le bio, les produits dont on connaît l'origine, le local. Au départ, ce mouvement pouvait apparaître comme une mode portée par quelques urbains branchés ou des militants écologistes. Mais il gagne aujourd'hui des milieux sociaux et des pays très variés. La disparition des abeilles liée à l'utilisation massive de pesticides est maintenant connue de tous et les médias relaient les alertes des ONG sur les espèces végétales ou animales en danger.

151

Parmi les dirigeants d'entreprises, Emmanuel Faber, qui a succédé à Franck Riboud à la tête de Danone, a compris très tôt que nous étions face à une véritable révolution de l'alimentation qui toucherait tous les maillons de la chaîne. À la fois visionnaire et stratège, animé de valeurs personnelles fortes, Emmanuel a engagé son groupe dans une mutation profonde exprimée dans le Danone Manifesto, publié en 2017 : « Chez Danone, nous croyons que, chaque fois que

nous mangeons et buvons, nous pouvons voter pour le monde dans lequel nous voulons vivre. Cette idée puissante est au cœur de la révolution de l'alimentation, un mouvement que nous vivons tous aujourd'hui, inspiré par la Generation Food, collectif qui se soucie de la provenance des aliments, de la façon dont ils sont cultivés, de leurs circuits de distribution et des effets qu'ils ont sur la santé et celle de la planète. »

Le Manifesto porte une vision de la santé et de l'agriculture qui est clairement une stratégie de repositionnement de l'entreprise : « L'alimentation est porteuse de santé. Seule une terre en bonne santé peut fournir des cultures et des aliments sains et profiter aux communautés. L'un ne peut aller sans l'autre. La vision de Danone est qu'il est possible de proposer des aliments produits en harmonie avec les hommes, les communautés et l'environnement. Danone souhaite devenir le symbole d'un changement positif en faveur d'un monde en bonne santé grâce à l'alimentation. L'entreprise souhaite que sa marque devienne un label de confiance pour les consommateurs, qui lui permettra de se différencier et d'accroître la valorisation de ses marques, devenant ainsi un moteur de croissance. »

152

Cette ambition une fois posée, toute la question est de savoir si de grandes entreprises peuvent réussir à se transformer elles-mêmes et à jouer un rôle d'entraînement pour toute leur chaîne d'approvisionnement et de distribution. Et comment le faire. C'est ce qui nous a motivés à créer le Fonds Livelihoods pour l'agriculture familiale (baptisé « L3F »), un fonds d'investissement destiné à aider les producteurs dans la transition agroécologique, et les entreprises à faire évoluer leurs pratiques d'achat. Nous avons longuement discuté de ce projet avec

Emmanuel, échangeant sur le mode d'agriculture que nous voulions promouvoir et les finalités de ce nouveau fonds d'investissement. J'ai toujours été frappé par sa passion pour ces sujets qui remonte, je crois, à son enfance dans les vallées des Hautes-Alpes. Dans son emploi du temps de fou, il a pris le temps de se rendre dans la plupart des pays où nous sommes présents, de l'Inde au Kenya en passant par le Sénégal. Je l'ai toujours senti heureux de ce temps trop court passé sur le terrain avec des groupes de fermiers, des animateurs d'ONG après des heures passées dans des 4 x 4 sur des pistes improbables. Je me souviens de sa curiosité à comprendre le modèle d'agroforesterie du mont Elgon et son impact sur les ressources en eau, le rôle des femmes ou les habitudes alimentaires dans la vallée d'Araku. En échangeant sur ces expériences et beaucoup d'autres, nous avons acquis la conviction que la réalité ne se découpe pas en tranches et que les dimensions écologiques, économiques, sociales, culturelles sont imbriquées. Comment motiver des petits producteurs à adopter des pratiques respectueuses de l'environnement s'ils n'en retirent aucun bénéfice et s'ils doivent travailler encore plus ? Les différentes dimensions doivent être intégrées pour réussir cette mutation. Belle lapalissade, diront certains. Mais pour des entreprises qui sont habituées à simplifier, à prioriser en se focalisant sur un nombre limité d'objectifs, ce n'est pas si évident. Accepter la complexité est déjà un grand pas. Reste ensuite à ne pas s'y perdre et à choisir les bons leviers de changement.

153

Une autre grande entreprise se montre très vite intéressée par le modèle de ce fonds L3F. La société Mars a été créée aux États-Unis au début du xx^e siècle par Franklin Mars, un entrepreneur en confiserie à base de beurre de cacahuète. Elle

est devenue un groupe mondial dont le chiffre d'affaires dépasse les 30 milliards de dollars. Mais elle est aussi restée une entreprise familiale dont les actionnaires sont les descendants du fondateur. Les dirigeants de Mars ont exprimé très tôt une conception originale de l'entreprise qu'ils nomment « *mutuality of benefits* » : l'entreprise doit créer de la valeur économique et sociale pour l'ensemble de ses parties prenantes et pas seulement pour ses actionnaires. C'est même une condition de son succès.

Bien que les histoires des deux entreprises soient très différentes, l'une enracinée dans la culture européenne, l'autre profondément américaine, Danone et Mars ont des visions assez proches : elles croient toutes les deux au rôle de l'entreprise comme force de progrès à condition qu'elle soit managée dans cet esprit. Rien de très surprenant à ce que toutes deux soient de la nouvelle aventure du Fonds pour l'agriculture familiale pour transformer leurs chaînes d'approvisionnement. Mars est un très gros acheteur de cacao et de beaucoup d'autres matières premières produites par des milliers de petits producteurs de pays émergents. Pendant des années, l'entreprise a acheté à de grands fournisseurs industriels avec comme principal critère le rapport qualité/prix. Ses équipes d'acheteurs avaient une connaissance assez lointaine et indirecte de l'agriculture et des conditions de vie des petits producteurs. Influencée comme beaucoup d'autres entreprises par les débats qui se sont multipliés ces dernières années, elle a progressivement pris conscience des enjeux sociaux et écologiques de ses achats et décidé d'être parmi les entreprises pionnières dans ce domaine. Comme toujours chez Mars, dont la réputation d'excellence est connue dans toute cette industrie, l'entreprise a fait les choses sérieusement : analyse de toutes

154

ses chaînes d'approvisionnement, localisation des producteurs, identification des principaux impacts. Sous l'impulsion de Barry Parkin, son responsable du développement durable, elle a défini une vision stratégique, une feuille de route et mis en place les moyens de cette mutation dont les dirigeants de Mars savent qu'elle sera longue. C'est à ce moment-là que nos chemins se sont croisés. Mars est devenu un des principaux partenaires du Fonds Livelihoods pour l'agriculture familiale avec l'objectif de transformer ses modèles d'approvisionnement avec les petits producteurs de cacao, huile de palme, noix de coco ou karité, etc. Victoria Mars coprécide le conseil d'administration. En visitant nos projets avec elle de Madagascar au Kenya, j'ai pu constater sa réelle passion, son souci de résultats concrets en particulier dans la condition des femmes.

155

L3F part des besoins de l'entreprise qui achète chaque année des milliers de tonnes de matières premières produites par de multiples fermes familiales dans un pays. L'engagement de l'entreprise au plus haut niveau est un préalable indispensable de même que l'implication des différentes fonctions, en premier lieu les équipes achat mais aussi et de plus en plus les équipes marketing. Une deuxième étape consiste à identifier un fournisseur car les marques achètent rarement en direct aux agriculteurs. Elles s'approvisionnent en produits déjà transformés par des industriels locaux ou de taille internationale. Aux Philippines, par exemple, le projet de noix de coco n'aurait pas existé sans la motivation de Franklin Baker, une entreprise qui achète les noix et réalise la première transformation dans ses usines. Lorsqu'on a trouvé un fournisseur motivé par la démarche, il nous faut sélectionner avec lui une zone de production

permettant de réussir à une échelle suffisante. C'est ainsi qu'à Madagascar nous avons choisi une petite région de la Côte est, relativement isolée mais très favorable à la production de vanille. Cette phase est particulièrement délicate. On doit comprendre la situation des fermiers, les raisons pour lesquelles ils peuvent être motivés ou pas à s'engager, les aspirations et les freins de ces sociétés rurales, les risques climatiques, politiques, et bien d'autres. Et bien sûr mener un travail fouillé pour identifier les solutions techniques et économiques à promouvoir, leurs impacts possibles, positifs ou négatifs. Ce travail ne pourrait pas se faire sans un partenaire connaissant bien le terrain, ayant une longue expérience des communautés rurales. Le choix de l'ONG est crucial. Comme pour n'importe quelle institution, le monde des ONG comprend le meilleur et le pire. Toutes n'ont pas la capacité (ou l'envie) de réaliser des projets à grande échelle. Certaines sont efficaces, d'autres pas. Quelques-unes sont devenues de grosses machines brassant les financements internationaux fort loin du terrain. Au fil des ans, les équipes de Livelihoods ont développé une réelle expertise pour trouver et choisir le bon partenaire. Nous privilégions les organisations locales qui ont su créer au fil des années une relation de confiance avec les villageois. Des organisations qui ont su réaliser et obtenir des résultats avec des moyens limités et qui sont prêtes à faire beaucoup plus si on leur en donne les moyens. Aucun des investissements Livelihoods n'aurait pu réussir sans l'implication d'ONG souvent peu connues mais qui démontrent chaque jour leur compréhension des situations, leur capacité à mettre en œuvre les bonnes réponses, à développer une relation de confiance.

156

Avec les partenaires, commence alors un long travail de coconstruction : pendant plusieurs mois, l'équipe de

Livelihoods, les acheteurs et les responsables du développement durable des entreprises, l'ONG partenaire et des experts travaillent ensemble pour élaborer le projet, le régler dans les moindres détails. Un plan d'affaires est élaboré sur plusieurs années. Des objectifs quantifiés sont définis sur les productions agricoles, l'augmentation du revenu des fermiers, le carbone ou la biodiversité. Dans chaque projet, l'accent est mis sur la formation, l'organisation des femmes et des hommes, l'installation des jeunes. Les ressources nécessaires et leur coût sont chiffrés. Un calendrier de mise en œuvre est discuté avec les partenaires. Le temps est une donnée essentielle : il nous faut essayer d'avoir quelques résultats concrets à court terme pour créer la dynamique. Mais de telles transformations exigent du temps : permettre aux plantations de grandir, améliorer les récoltes sur plusieurs années, retrouver peu à peu la fertilité des sols.

157

Le changement n'est pas unilatéral. Il ne concerne pas que les agriculteurs. Il implique que les entreprises aussi changent leurs pratiques d'achat. En acceptant de se lier à un territoire, à des producteurs. En s'engageant avec leurs fournisseurs et avec les organisations de producteurs sur des contrats à long terme qui donnent le temps nécessaire à la transformation. En protégeant les producteurs des variations de prix qui peuvent détruire en quelques mois ce qui a été construit en plusieurs années. Il s'agit d'un changement systémique des rapports entre industriels et producteurs agricoles. Une sorte de pacte de progrès mutuel où chacun des partenaires trouve son intérêt : l'entreprise de grande consommation qui sécurise la qualité de ses approvisionnements et la réputation de ses marques, le fournisseur qui développe son activité en devenant

un fournisseur de référence, le producteur qui voit ses revenus augmenter et la résilience de sa ferme améliorée, l'intérêt général enfin, qu'il s'agisse du climat, de la biodiversité ou de la réduction de la pauvreté. Cela dans un monde idéal bien sûr.

La réalité est évidemment plus difficile. Les aléas du business, la conjoncture économique, les phénomènes climatiques, les événements politiques et sociaux : tout cela peut faire capoter un projet si bien conçu soit-il. Le changement doit se faire chez les producteurs agricoles mais aussi dans les entreprises. Il sera effectif lorsque la réalité des impacts et des coûts écologiques et sociaux sera prise en compte dans les résultats des entreprises. Les actionnaires sont-ils prêts à accepter de tels changements ? La réponse n'est évidemment pas simple. Le monde des fonds d'investissement est en train de bouger. Trop lentement mais il bouge. Sous l'influence de la société tout entière, le courant de la finance « responsable » ou « à impact » s'affirme. Les produits financiers intégrant une dimension sociale ou environnementale sont encore très minoritaires mais ils rencontrent un fort succès auprès des épargnants. Plus largement, l'évolution rapide des attentes des consommateurs est un fort levier de changement. Amplifiées par la caisse de résonance des réseaux sociaux et les médias, des pratiques qui étaient couramment acceptées ou tues il y a encore quelques années, ne sont plus tolérées aujourd'hui. Bien sûr, le prix reste un critère essentiel de décision mais une part croissante des consommateurs est attentive aux conditions dans lesquelles sont fabriqués les produits. Combien de temps faudra-t-il pour que l'alimentation soit payée à un prix qui permette aux producteurs de vivre décemment en prenant soin de la terre ?

Le changement dans l'entreprise passe d'abord par un engagement clair de la direction générale qui donne le sens, fixe le cap et les objectifs aux équipes. Commence alors un long travail conduisant à transformer les pratiques des organisations, à accepter de se lier par des contrats sur plusieurs années, à sélectionner des fournisseurs sur des critères qui ne sont pas qu'économiques, à accepter de payer un peu plus cher pour contribuer au financement de la transition ou amortir les oscillations des prix de marché qui découragent les producteurs. Les équipes marketing apprennent à communiquer autrement, les services juridiques et financiers s'adaptent à la nouvelle donne. C'est un vaste chantier qui bouleverse les habitudes acquises, les mentalités et les procédures. Les obstacles sont nombreux, et le risque d'échouer réel mais l'expérience montre que ces nouvelles approches suscitent une forte motivation et adhésion des équipes.

159

Pour les entreprises aussi, le changement est systémique. C'est un parcours difficile. Elles ne méritent le plus souvent ni les critiques dont on les accable, ni les éloges qu'elles se décernent à elles-mêmes. Ce sont des institutions humaines à la fois imparfaites et indispensables au fonctionnement de la société. Elles doivent et elles peuvent changer. On ne réussira pas les mutations nécessaires contre les entreprises mais avec elles. En les poussant parfois, en les accompagnant beaucoup.

Le développement à bout de souffle

La maison Terre craque de partout. La population mondiale a dépassé les 7,5 milliards et est en route pour approcher les 10 milliards en 2050. Les ressources naturelles sont sous pression. En 2019, dès le mois de juillet, l'humanité avait dépensé l'ensemble des ressources que la terre peut régénérer en un an. Deux mois plus tôt qu'il y a vingt ans. Si bien que, chaque année, nous consommons une part croissante du capital naturel de notre planète. Nous nous sommes habitués à entendre sans réagir la litanie des catastrophes annoncées, la fonte de la banquise ou le nombre d'espèces qui cette année encore auront disparu. Qu'une épidémie telle que celle du Covid-19 menace certaines de nos vies et c'est le branle-bas de combat planétaire contre le virus. À juste titre. Mais l'espèce humaine n'est-elle capable de se mobiliser que devant un danger immédiat ? Jared Diamond, un remarquable scientifique américain, a retracé, dans son livre *Effondrement*, le destin des sociétés humaines qui, au cours de leur histoire, ont disparu pour ne pas avoir su anticiper ou s'adapter avant qu'il ne soit trop tard. Des vikings du Groenland à l'île de Pâques en passant par les forêts japonaises, le désert australien ou les grandes plaines du Middle West américain, les exemples

161

abondent d'aveuglement ou de clairvoyance, de conservatisme ou de décisions courageuses. Sauf que, cette fois, l'enjeu n'est pas local mais mondial. Celui qui habite loin des côtes peut penser que la montée du niveau des océans ne le touchera pas, celui qui habite en Europe que la fréquence et la violence des cyclones ne concernent que les régions chaudes, bref, que le danger est au loin, pour plus tard, qu'il y aura toujours un moyen de s'en sortir, que le génie humain et la technologie y pourvoient.

Ce mode de pensée est probablement le plus sûr moyen de courir à la catastrophe dans un délai qui se raccourcit de plus en plus.

162 Le produit intérieur brut (PIB) a été et reste encore un indicateur de référence lorsqu'on veut comparer le niveau de développement d'un pays. On sait pourtant depuis longtemps qu'il ne reflète qu'une réalité : l'addition de biens et de services produits et consommés. Jusqu'à l'absurde : les accidents de la route qui génèrent l'intervention des services d'urgences et de soins hospitaliers sont comptabilisés comme de la création de richesse. Cette arithmétique de l'accumulation matérielle qui mesure le bonheur des hommes à l'aune de l'avoir n'est plus tenable. Les limites de notre planète rendent aujourd'hui absurde cette course à la production et à la consommation de biens dont beaucoup ne sont pas réellement utiles. Nous n'avons pas d'autre choix que d'apprendre à habiter autrement la terre. De repenser notre relation à la richesse et à la pauvreté. Je me souviens d'une discussion avec un ami sénégalais responsable d'une ONG dans un village de Casamance. Nous étions assis à l'ombre d'un grand fromager sur des bancs installés là pour la palabre du soir. Des bandes d'enfants se poursuivaient en

criant et riant entre les maisons et jusqu'aux champs proches du village. De temps à autre, un vieil homme ou une mère de famille les grondait gentiment. On entendait des chants un peu plus loin. Des femmes qui rentraient des travaux dans la rizière. Ces enfants étaient-ils « pauvres » ? Assurément si on mesure en francs CFA ou en dollars le revenu de leur famille, comme le font les institutions internationales. Je me souviendrai longtemps de la remarque un peu irritée de mon ami : « Pourquoi dites-vous que ces enfants sont pauvres ? Ils vivent dans une famille et une communauté qui prennent soin d'eux et leur transmettent une culture, ils vivent au contact d'une nature abondante encore relativement préservée. Ils sont dans l'ensemble correctement nourris. Ils ont une vie sociale riche, ils sont joyeux. Bien sûr ils n'ont pas accès à tous les biens d'un enfant de famille aisée. Mais je ne pense pas qu'ils soient « pauvres » car ils ont d'autres richesses. » Il ajouta : « Lorsque je suis venu à Paris il y a quelques années, en voyant l'air lugubre des gens dans le métro, la froideur, l'indifférence, je me suis dit que c'est ça la pauvreté ! » Bien sûr, mon ami avait bien conscience aussi de tout ce qui pourrait manquer à ces enfants, l'accès à une éducation de qualité qui leur permettrait de développer toutes leurs potentialités, ou à des services de santé performants. Mais sa remarque sonnait juste. Il y a urgence à s'interroger sur ce qui est important. Sur ce dont les humains ont vraiment besoin pour s'épanouir et pour vivre en société. Apprendre à réhabiter la planète Terre.

163

J'ai grandi pendant les « trente glorieuses », ces années où la croissance économique était synonyme de progrès. Produire davantage de biens et de services en réduisant les coûts était

la règle. L'accès à la consommation de masse a transformé profondément les modes de vie, tout du moins dans les économies « développées », ainsi qu'on les appellera quelques années plus tard. Les ressources semblaient inépuisables, l'avenir radieux. Le débat portait alors principalement sur la distribution de cette richesse. Partout dans le monde, la droite et la gauche s'affrontaient sur ce terrain. Les syndicats se battaient pour que les salariés accèdent davantage à la consommation. Les tiers-mondistes pour une meilleure répartition de la richesse en faveur des pays qui sortaient à peine de la colonisation. Cet enjeu d'équité reste d'actualité. Il s'est même formidablement accru avec les écarts devenus insupportables entre une petite minorité de plus en plus riche et des populations laissées en marge. La frustration est d'autant plus grande que l'offre de biens est pléthorique et portée à la connaissance de tous. Les jeunes Africains des villages ou des banlieues n'ont pas d'argent mais ils se débrouillent pour se connecter à la richesse du monde sur les téléphones portables. Ce continent compte 1 milliard d'habitants et en comptera 2,4 milliards en 2050. La moitié de la population africaine aura alors moins de vingt-cinq ans. Dès aujourd'hui, 60 % des chômeurs africains sont des jeunes et ceux qui ont la chance de travailler sont à 95 % dans l'économie informelle. En Afrique et ailleurs, le sujet du développement, c'est-à-dire de la création et de la répartition de la richesse ne peut évidemment pas être considéré comme un sujet dépassé. Il est brûlant. L'absence d'horizon et le désespoir sous-tendent la violence. Les migrations divisent les opinions. La plupart des pouvoirs politiques en place semblent n'avoir aucune réponse à la hauteur des enjeux. Beaucoup jouent sur la crédulité ou la crainte pour conforter leur pouvoir et l'enrichissement de

leur clan. Jusqu'à quand les populations accepteront-elles cette situation ?

Sortir de la pauvreté reste une préoccupation centrale pour près de 3 milliards d'humains qui vivent avec moins de 2 dollars par jour. 80 % d'entre eux vivent en milieu rural et 65 % dépendent de l'agriculture. L'empreinte carbone moyenne par habitant aux États-Unis est 400 fois supérieure à celle d'un habitant de la République du Congo. Et l'empreinte carbone des populations rurales est elle-même inférieure à cette moyenne nationale. Les petits exploitants des pays en développement n'ont qu'une responsabilité minime dans les émissions de gaz à effet de serre, et pourtant ils subissent certains des effets les plus dévastateurs du changement climatique. En créant Livelihoods, nous avons l'ambition de lutter, à notre petite échelle, à la fois contre le changement climatique et contre la pauvreté. Les revenus et les conditions de vie des populations rurales pauvres dépendant encore très largement des ressources naturelles, leur dégradation ou au contraire leur amélioration ont un impact direct. Mais différé. L'enjeu est précisément de réussir cette période de transition. Car restaurer des mangroves, régénérer les sols, planter des millions d'arbres en agroforesterie, développer des compétences d'agriculture durable, exige du temps, plusieurs années. Et le temps joue contre nous : les effets du changement climatique se ressentent de plus en plus durement et fréquemment. Comment gagner cette course de vitesse ? Comment réussir à accélérer la transition ?

165

Peut-on compter sur le monde du « développement », ces multiples institutions qui se sont donné cette mission ? Venant de l'entreprise, nous avons découvert ce monde avec une

certaine curiosité en essayant de ne pas nous y perdre. Le monde du développement est d'abord celui du verbe. On parle beaucoup, on brasse des concepts, de multiples sigles, on participe à d'innombrables conférences, on produit des papiers. Le développement est le royaume des experts ou prétendus tels qui pullulent autour des institutions internationales. Les groupes de travail, missions, évaluations, rapports de tout poil abondent. Les universitaires et les chercheurs sont très écoutés. Chaque conférence internationale est l'occasion de dramatiser les enjeux, de faire de grandes déclarations. C'est la valse des promesses de millions ou de milliards. Chacun y va de ses engagements plus ou moins suivis d'effet, l'essentiel est qu'ils soient relayés par les médias. Il s'agit de se montrer sous son meilleur jour, proche des puissants du moment. Ces grands cirques sont-ils inutiles ? Sans doute pas. Les institutions internationales permettent au moins aux États de dialoguer, de rechercher des compromis, des alliances, même si les rapports de force restent dictés par les enjeux nationaux. En l'absence d'une gouvernance mondiale, le multilatéralisme vaut mieux que l'affrontement des nationalismes dont l'histoire et l'actualité nous ont montré les conséquences dramatiques. Les institutions internationales ont le mérite d'impulser l'agenda sur les grandes thématiques planétaires mais les résultats concrets sont si décevants que le public leur accorde de moins en moins de crédit.

Et pourtant des changements sont en cours, insuffisants et trop lents, mais réels. Les fossés qui séparaient les institutions publiques et les ONG du monde de l'entreprise pendant des années sont en train de disparaître. Certains diront que les ONG y perdront leur âme et finiront par être dominées par le monde de l'argent. D'autres, dont nous sommes, y voient

l'opportunité de combiner des forces complémentaires. Ce mariage des contraires peut parfois être paralysant mais dix années d'expérience avec les projets Livelihoods nous montrent qu'il est possible de créer des coalitions entre des acteurs d'horizons différents, et qu'elles sont efficaces en matière d'impact à condition de bien s'aligner sur les objectifs et le fonctionnement commun. Dans ce domaine, les principes ne suffisent pas. Le diable est dans les détails.

Un autre changement en train de s'opérer est celui du financement. Pendant longtemps et encore très largement, le monde du développement a été guidé par une logique d'aide : aide des pays riches aux pays pauvres, aide philanthropique, aide d'urgence, etc. Les gouvernements et les ONG vivent depuis des décennies de ces « appels à projet » qui permettent d'accéder aux subventions. L'argent est donné. Bien sûr des rapports d'évaluation doivent être fournis pour justifier l'utilisation des fonds. Ce fonctionnement a développé une mentalité d'assistés que l'on constate un peu partout. Les ONG et les responsables locaux sautent d'un programme à l'autre, de la coopération britannique ou allemande aux fonds Européens, d'Usaid à l'UNEP. Face à chaque problème, les administrations locales se tournent vers ce qu'elles appellent les « bailleurs », ces agences nationales ou multilatérales dont la mission est de financer les programmes de développement. Le rendement de ces programmes est variable. Les pesanteurs bureaucratiques et la complexité des procédures sont des freins très lourds auxquels peuvent s'ajouter l'incompétence ou la corruption. Le plus souvent, succès ou échec, les programmes se succèdent comme les vagues sur une plage. Les bailleurs ont eux aussi besoin de justifier leur existence. Le directeur d'une de ces agences de développement à qui je demandais

s'il était satisfait de son activité me répondit : « Oui, très bonne année, on a bien décaissé ! » Il aurait pu tirer satisfaction d'avoir obtenu un maximum de résultats avec peu d'argent dépensé. Mais généralement, les fonctionnaires en poste dans ces institutions ne restent pas très longtemps dans un pays. Ils évoluent d'une responsabilité à l'autre au gré d'une carrière internationale et n'ont guère le temps de voir les résultats à long terme des programmes qu'ils financent.

En choisissant de créer des fonds d'investissement et pas une fondation, nous avions cette réalité en tête et nous cherchions à responsabiliser les acteurs de nos projets. Investissement signifie qu'un retour est attendu même s'il n'est pas forcément monétaire. Le fonds Livelihoods investit par exemple pour permettre à plusieurs milliers de petits producteurs d'accroître leurs revenus avec des pratiques d'agriculture durable. L'argent du fonds finance les actions mises en œuvre sur le terrain par une ONG locale et des organisations de producteurs qui s'engagent sur des résultats, qu'il s'agisse d'arbres plantés, de tonnes de carbone séquestrées ou de volumes de vanille produits. Le fonds signe d'ailleurs des contrats d'achat avec ces ONG. Les entreprises sont également engagées contractuellement sur la durée du projet. Les dirigeants du fonds sont responsables devant les investisseurs qui leur ont fait confiance. Le modèle d'investissement n'est pas vertueux en soi. Tout dépend des objectifs qu'on assigne à l'investissement. Mais il présente un avantage : investir en prenant un risque et une obligation de résultat pousse à une exigence de qualité dans le choix des partenaires, dans la conception et l'exécution du projet. Cette obligation de résultat contribue à responsabiliser les acteurs qui sont liés entre eux par ce contrat.

Un autre obstacle majeur est celui des échelles de temps. La plupart des programmes de développement sont financés sur des durées courtes, trois ans le plus souvent. C'est insuffisant pour permettre des changements systémiques. Dans ce domaine également, les discours sur la nécessité d'engagements à long terme abondent mais la réalité est assez éloignée. Parce que le long terme accroît le niveau d'incertitude et les risques. L'horizon des pouvoirs politiques est généralement celui des échéances électorales et celui des investisseurs privés dépasse rarement quelques années. Il est vrai que les contextes politiques, sociaux, climatiques de beaucoup de pays n'incitent pas à s'engager sur le long terme. L'agriculture illustre assez bien cette contradiction : réussir la transition vers une agriculture bas carbone, respectueuse de la biodiversité et capable de répondre aux besoins alimentaires nécessite du temps. Cette transition est difficile pour beaucoup de producteurs des pays développés bien que des systèmes d'aides aient été mis en place notamment en Europe. Mais elle est quasi impossible pour des petits producteurs de pays en développement qui ont rarement accès à des financements bancaires, ou à des taux très élevés.

169

Un exemple parmi d'autres est celui des plantations de cacao en Afrique de l'Ouest qui sont en général de petites exploitations familiales de quelques hectares. Une bonne partie de ces plantations sont anciennes et doivent être remplacées car un arbre de plus de vingt-cinq ans voit sa production baisser graduellement. Une plantation de cacaoyers rénovée peut produire 1 500 kilos par hectare mais les plantations vieillissantes ne dépassent pas 300 kilos. Rénover une plantation nécessite un investissement dans des jeunes plants de qualité, de la main-d'œuvre pour les travaux de nettoyage et de

plantation. Et surtout de l'argent pour traverser la « vallée de la mort », ces quatre à cinq années où il faut faire vivre la famille avant que les jeunes arbres entrent en production. Financer cette transition pour assurer l'avenir d'une filière d'importance économique mondiale peut paraître une évidence. Nous avons cherché longuement des exemples de prêts à la replantation mais nous n'en avons trouvé aucun. Les seuls prêts pratiqués sont des prêts dits « de campagne » sur quelques mois : une petite somme d'argent prêtée pour acheter des engrais ou faire la soudure et remboursée après la récolte. Aucune institution publique ou privée n'a voulu prendre le risque de prêter à des petits producteurs sur cinq à sept ans. Il est vrai qu'une analyse classique des risques financiers conclut à écarter ce type de financement à des petits producteurs nombreux et insolvables. Pourtant, 90 % de la production mondiale de cacao provient de 5,5 millions de petites exploitations. Pourquoi ne parvient-on pas à dépasser le court terme ? Là encore, des coalitions entre banques, pouvoirs publics, industriels et ONG sont nécessaires pour partager les risques, rendre l'argent accessible et accompagner techniquement une nouvelle génération de producteurs.

170

Les fonds Livelihoods ont fait le choix d'investir sur des durées longues – vingt ans pour les programmes de restauration d'écosystèmes, dix ans pour les programmes d'agriculture ou d'énergie rurale – parce que reconstituer un écosystème ou réussir la transformation d'un modèle de production est impossible si on ne tient pas compte des cycles de la nature et des réalités sociales. Pour répliquer ces projets à grande échelle, nous avons besoin de faire converger plusieurs types d'acteurs et de financements : certains investisseurs financiers privés commencent à s'intéresser à ce qu'on appelle

l'investissement « à impact ». Mais ils n'investiront des montants significatifs dans cette phase de transition que si le risque est partagé. Les pouvoirs publics pourraient utiliser plus efficacement l'argent public comme un levier de mobilisation de l'argent privé en prenant une partie du risque et en finançant les « biens publics » générés par ces investissements qu'il s'agisse d'impact sur le climat, l'eau, la biodiversité ou la formation des femmes, des jeunes, la réduction de la pauvreté, etc. Ce système de paiement sur résultats serait probablement plus efficace que beaucoup de dispositifs actuels de subventions ou de prêts aux États. Les entreprises privées qui achètent et transforment les matières premières peuvent jouer un rôle majeur avec leurs fournisseurs en mettant en place des contrats d'achat offrant une garantie aux producteurs assortie de standards sociaux et environnementaux. Beaucoup d'entre elles, poussées par la demande des consommateurs, s'y engagent. Aucun de ces acteurs n'a à lui seul la solution : trop compliqué, trop risqué, trop coûteux, trop lent. Il y a urgence à développer des modèles opérationnels de coopération permettant une transformation véritable. La nécessité de ce changement est de plus en plus reconnue. Il reste à la faire passer des discours et des bonnes intentions dans les faits. Sans trop attendre.

171

Questions sur l'engagement

L'aventure Livelihoods peut être vue par certains comme une historiette de gentils idéalistes. Une sorte de rêve éveillé de Bisounours ou de boy-scouts un peu naïfs. La brutalité du monde offre des tas de raisons de le voir ainsi. La montée des nationalismes, la floraison des démagogues et des pouvoirs autoritaires, le réarmement massif rappellent des temps très sombres. Alors que les enjeux sont clairement planétaires, la tentation du repli sur soi, l'exaltation du local, l'affrontement des identités religieuses, ethniques ou sociales ont le vent en poupe. Rien de bien nouveau. Les rapports de force entre États sont depuis longtemps la règle en matière de géopolitique. La défense de ses intérêts immédiats par chaque groupe d'humains n'est pas non plus une nouveauté. Sur l'échelle du temps long, on peut ne voir dans les péripéties actuelles qu'un nouveau soubresaut de l'histoire, rien de plus. À cela près que jamais dans son histoire le genre humain ne s'est trouvé face à des enjeux qui menacent sa propre existence. Comme le faisait remarquer Hubert Reeves, « nous entrons dans une expérience planétaire grandeur nature qui pourrait être intéressante. Le seul problème est que nous sommes dans l'éprouvette ».

173

D'autres forces sont à l'œuvre. La partie n'est pas encore jouée. Face aux courants puissants du « nous d'abord, les autres ensuite, la planète on verra plus tard », une sorte de conscience mondiale s'est développée. Les jeunes générations éduquées, bien informées et connectées sont de plus en plus sensibles à l'urgence des enjeux, à l'interconnexion des problèmes. De Delhi à New York, Paris ou Jakarta, beaucoup des trente-quarante ans, dont certains accèdent aux responsabilités, ont compris que ce qui se joue maintenant sera décisif pour eux et pour leurs enfants. Ils essaient de changer leur manière de vivre et de consommer. Certains s'engagent sous de multiples formes, à leur manière, spontanée ou organisée, dans leur quartier ou pour des causes plus lointaines. Les plus jeunes semblent encore plus sensibilisés. Ce mouvement n'est plus une mode, il ne se limite pas à quelques milieux favorisés en mal de verdure. On l'observe un peu partout. Les montagnes de déchets plastiques, les maladies liées à la pollution de l'air ou de l'eau, l'asphyxie des villes sous les embouteillages monstres concernent tout autant et même davantage les villes de toutes tailles des pays émergents. La qualité de l'alimentation et son impact sur la santé jouent un rôle important dans cette prise de conscience. C'est ce qui nous relie le plus directement à la terre.

174

Ces mouvements sont évidemment traversés de multiples contradictions, comme nos vies le sont. Les transformations profondes sont ainsi, mêlant l'ancien et le nouveau, l'attachement au passé et l'attrait du changement. Ces courants ne se limitent d'ailleurs pas à une défense étroite de l'environnement. Ils sont souvent porteurs d'une vision ouverte, optimiste, de la manière dont nos sociétés devraient évoluer. De débats

sur notre rapport à l'avoir, à l'équité, au vivre-ensemble. Certains diront qu'il y a beaucoup de rêveries sans lendemains. D'autres en moqueront les aspects folkloriques. Pourtant, ces mouvements ne se limitent pas à des mots. Ils génèrent de multiples initiatives innovantes, concrètes, qu'elles soient collectives ou individuelles, entrepreneuriales ou associatives. De proche en proche, ils gagnent en influence, dans le grand public et chez les décideurs économiques et politiques. Deviendront-ils majoritaires et finiront-ils par l'emporter sur les vents contraires encore très puissants ? Nous ne sommes certainement pas à l'abri de la folie dont l'histoire des hommes est remplie. Mais l'urgence commande l'engagement.

Comme tout un chacun, j'ai été confronté ma vie entière à cette objection décourageante : « On ne peut rien faire, c'est comme ça, c'est le système ! » J'ai entendu partout cette phrase sous des formes diverses : dans les entreprises (« les actionnaires ne le permettraient pas »), dans les institutions publiques (« il faut ménager l'opinion » ou « nous n'avons pas les moyens » et bien sûr « il y a des priorités plus urgentes ») et dans nos vies personnelles (« ce n'est pas à nous d'assumer, c'est à l'État, aux pouvoirs publics, qu'ils prennent leurs responsabilités »). Tout cela est bien sûr en partie vrai mais, comme l'écrivait la grande anthropologue américaine Margaret Mead : « Ne doutez jamais qu'un petit groupe de citoyens engagés et réfléchis puisse changer le monde. En réalité, c'est toujours ce qui s'est passé. » L'entreprise par exemple a ses contraintes et toutes les entreprises ne se ressemblent pas. Mais sur le terrain de jeu qui nous est donné, on peut souvent trouver des marges de liberté. Encore faut-il les chercher, avoir l'envie et l'opiniâtreté de créer les conditions du

175

changement. Dans l'entreprise où j'ai travaillé plusieurs années, nous avions en tête cette nécessité de combiner rêve et réalité. C'est parce que nous démontrions chaque année que l'entreprise était bien gérée que nous pouvions proposer des évolutions graduelles mais assez fondamentales du modèle de l'entreprise. Les actionnaires, les consommateurs, les salariés ont suivi et soutenu à leur manière ces changements. Mais sans les dirigeants engagés qui se sont succédé à la tête de l'entreprise et qui ont eu la vision et la volonté de faire, toutes les excuses auraient pu être trouvées.

176 Qu'est-ce qui incite à agir ou pas ? Pourquoi l'engagement n'est-il pas plus massif ? La peur du désastre écologique aide certainement à la prise de conscience mais on ne construit pas sur la peur. Pas plus que sur le passé. La conscience de l'histoire est nécessaire pour relativiser ce qui se passe sous nos yeux mais on ne recherche pas un âge d'or qui n'a évidemment jamais existé. Les projets Livelihoods ne cherchent pas à reconstituer un monde rural disparu qui n'avait souvent rien d'idéal. Ni à recopier des méthodes d'agriculture héritées du passé. Il s'agit plutôt d'inventer une nouvelle ruralité dans un monde de plus en plus urbanisé. Les connaissances et les technologies doivent être mises au service de modèles de production qui s'appuient sur le vivant au lieu de le détruire. Les agriculteurs sont aujourd'hui critiqués parce que beaucoup d'entre eux ont perdu la liberté d'agir en devenant des exécutants de ce que l'agrobusiness leur impose. Quant aux paysans pauvres des pays en développement, ils n'ont souvent pas eu d'autre choix que de rester travailler la terre. Nous avons pourtant aujourd'hui à notre portée les moyens de réinventer un métier passionnant, complexe, qui exige une

connaissance fine de son environnement, des plantes, des cycles du vivant pour trouver les solutions les plus adaptées. Qui permet de gagner sa vie en produisant une alimentation dont on peut être fier. En contribuant à protéger des équilibres naturels indispensables, des paysages, une relation aux plantes et aux animaux. Qu'attendons-nous pour former cette nouvelle génération d'agriculteurs à l'échelle mondiale ? Ce constat est de plus en plus partagé et pourtant loin d'être traduit en actions suffisamment puissantes pour vraiment inverser le cours des choses. Pourquoi cette lenteur, alors que les évidences sont là ?

Probablement parce que, pour vouloir changer les choses, nous devons changer nous-mêmes. Et changer notre rapport au monde qui nous entoure et dont nous ne sommes pas le centre, mais simplement une des composantes. Nos mentalités et nos comportements sont encore profondément façonnés par une conception anthropocentrique qui depuis Aristote considère l'humain comme l'entité centrale la plus significative de l'univers et qui appréhende la réalité à travers la seule perspective humaine. C'est ce qui nous a conduits à construire des civilisations brillantes mais aussi à nous comporter comme les utilisateurs d'un monde à notre disposition. À extraire des matières premières, à exploiter les richesses naturelles, à accumuler des biens. Nous avons sous les yeux de multiples exemples de cette course effrénée. Jusqu'à l'absurde. Lorsque les derniers rhinocéros d'Afrique sont abattus parce que leur corne est parée de vertus imaginaires et fait l'objet d'un trafic insensé. Lorsque les derniers bois de rose, que l'on considère comme de grande valeur, sont littéralement pillés dans les forêts primaires qui n'ont pas encore été détruites. Mes amis

177

malgaches me racontaient récemment que des négociants étrangers payent de jeunes plongeurs pour casser à la masse de magnifiques coraux dont ils revendent les morceaux sur les marchés asiatiques. Ce ne sont là que quelques exemples anecdotiques d'un système mondial qui, de l'or des Incas rapporté par les galions espagnols aux métaux rares de nos ordinateurs, a fonctionné et fonctionne toujours sur l'accaparement des ressources. Il ne suffira pas de réglementer pour limiter les dégâts. Pourrons-nous construire un monde différent si nous ne remettons pas profondément en question le rapport de l'humain à ce qui l'entoure ? Un proverbe amérindien dit que « la paix ne pourra naître dans ce monde que lorsque toujours plus d'hommes prendront conscience de l'unité de la vie existante ».

178 Chacun d'entre nous un jour ou l'autre est tenaillé par cette question : « À quoi bon ? » Cela vous tombe dessus un soir, après une journée où les ennuis se sont accumulés plus qu'à l'accoutumée. Ou lors d'un moment d'insomnie. La fatigue aidant, on ne voit plus que le mur des problèmes. Pourquoi consacrer tant de temps et d'efforts à des causes lointaines, peut-être chimériques ? Est-ce bien raisonnable de planter tous ces arbres à l'autre bout du monde avec des gens que l'on connaît à peine ? On se prend à penser qu'au fond toute cette agitation est dérisoire, un peu ridicule, qu'on essaie de vider l'océan à la petite cuillère.

Parfois, il m'arrive de lire cette interrogation dans le regard des autres, particulièrement ceux de ma génération. Certains d'entre eux autrefois ont cru à un changement possible par la force de leur engagement. Ils sont aujourd'hui souvent désabusés. L'époque est à l'hédonisme. Il faut s'occuper de soi, se faire plaisir. Cultiver son jardin et se protéger d'un monde

qui n'est pas toujours sympathique, parfois inquiétant. Il est vrai que goûter le temps qui passe, la fraîcheur des soirées d'été ou la douceur de l'amitié est bien agréable.

Pourquoi ne vacille-t-on pas alors que tout vacille autour de soi ? Peut-être tout simplement parce que le sentiment d'avoir prise sur le réel, si modeste soit-elle, est une source de satisfaction personnelle, de joie profonde, qui permet de surmonter les frustrations. Lorsque assis dans un vieux bateau de bois ancré dans un bras du fleuve, j'écoute les pêcheurs me dire que le poisson est revenu grâce aux mangroves qu'ils ont replantées, lorsque je vois la fierté des femmes de la vallée d'Araku quand elles me parlent de leur café de haute qualité commercialisé là-bas, si loin, en Europe, j'éprouve une joie toute simple, proche du devoir accompli, un peu comme l'artisan devant la charpente qu'il a réussie ou le paysan qui prend à pleine main le grain qu'il vient de récolter. Cela suffit à se motiver même si l'on sait que tout cela n'est pas grand-chose. « Un pas à la fois me suffit ! » disait Gandhi.

179

Pourquoi persévère-t-on alors que le chemin est rude et les raisons d'abandonner trop nombreuses ? Peut-être tout simplement parce qu'on a été élevés ainsi. Aussi loin que remontent mes souvenirs d'enfance, je revois la figure de mon grand-père maternel qui croyait en la possibilité d'un monde meilleur. Ajusteur dans une usine de la banlieue parisienne, il a bataillé toute sa vie comme syndicaliste pour ce qu'il estimait être la justice. Il me racontait les grandes grèves de 1936, les espoirs du Front populaire et le bonheur des premiers congés payés. Je revois les photos jaunies où ma mère, entre ses parents en short, sourit en clignant des yeux sur une plage près de

Coutances. Ma jeunesse a été marquée par la personnalité de gens modestes mais résolus. Un jour, après le mort de mon père, alors que je range de vieux papiers de famille, je mets par hasard la main sur un document officiel et découvre que, pendant la Seconde Guerre mondiale, il a sauvé des centaines de gens de la déportation dans les camps de l'Allemagne nazie en faisant dérailler un train avec ses camarades cheminots de la Résistance pour permettre aux prisonniers de s'échapper. Il n'en avait jamais parlé. La posture du héros n'était pas pour lui, pas plus que les commémorations.

180

Plus loin encore, la figure de l'arrière-grand-père limousin dont la famille se transmettait l'histoire singulière. Un tailleur de pierre des hauts plateaux granitiques qui, comme beaucoup d'autres, quittait chaque année ses terres pauvres pour gagner sa vie sur les chantiers parisiens, y construire les belles maisons de pierre blanche, qui lui semblait si tendre. Ce travailleur immigré de l'intérieur avait aussi un caractère bien trempé. Comme beaucoup d'autres, il avait cru à la paix entre des peuples que rien n'opposait au fond. Le portrait de Jean Jaurès trônait en majesté près de la cheminée dans la maison de pierre qu'il avait construite de ses mains. Lorsque la guerre éclata, en 1914, alors que les hommes de son village en âge de combattre étaient mobilisés pour ce qui sera le plus terrible carnage de l'histoire européenne, il avait refusé de rejoindre son régiment, fidèle à ses convictions. Il avait fini par partir au front entre des gendarmes. Dans mes souvenirs aussi, l'image des femmes de la famille qui ne s'en laissaient pas compter. Dures à la tâche. Ma mère était une femme gaie au caractère optimiste. Fille d'ouvrier, elle avait été élevée par un père qui croyait en l'émancipation par l'éducation et le

sport. Ce qui tranchait avec les femmes de sa génération et de son milieu social. Enfants, elle nous impressionnait par les grandes traversées qu'elle faisait en mer à la nage, nous saluant de loin entre les vagues. Elle nous a transmis quelques valeurs simples mais solides. Pour elle, l'honnêteté était une vertu cardinale qu'elle n'associait pas seulement à l'argent mais plus largement à la droiture. Pouvoir se regarder chaque matin dans la glace.

Tout cela peut paraître bien loin des préoccupations de ce livre. Des histoires d'un autre temps qui ne donnent pas vraiment de boussole pour l'avenir. Elles m'ont peut-être donné la force d'essayer, de ne pas renoncer. Comme dit un proverbe africain : « Si tu ne sais pas où tu vas, regarde d'où tu viens. » Se nourrir de ses racines est une autre belle leçon que les arbres nous ont apprise. C'est ce qui permet de s'élancer vers le ciel.

181

QU'EST-CE QUE LIVELIHOODS ?

Livelihoods est né du constat que la lutte contre le changement climatique et pour la préservation des ressources naturelles est indissociable de celle pour la dignité des hommes et des femmes qui entretiennent la terre et qui en vivent. Et que des coalitions associant les communautés locales, les acteurs privés et publics peuvent nous permettre de réussir les transformations indispensables et urgentes. Livelihoods est aussi fondé sur une conviction : rien ne peut réussir sans une implication directe des intéressés. À une logique d'aide et d'assistance du fort au faible, il est préférable de substituer une logique d'investissement et de responsabilité partagée².

183

Livelihoods combine deux leviers complémentaires : le levier de la finance avec des fonds d'investissement à impact qui permettent de préfinancer les projets, le levier de la compétence et du savoir-faire avec **Livelihoods Venture**, une entreprise sociale qui a la responsabilité d'identifier, structurer, accompagner les projets qui sont mis en œuvre par nos partenaires, le plus souvent des ONG locales très bien implantées dans les communautés rurales. L'équipe de Livelihoods Venture est composée d'agronomes, de forestiers, d'experts du carbone, de financiers, de managers d'entreprises. Tous partagent une passion commune pour la mission de Livelihoods. Originaires d'Europe mais aussi d'Asie, d'Afrique et

2. Pour en savoir plus sur la charte Livelihoods : https://www.livelihoods.eu/wp-content/uploads/2017/11/Livelihoods_Funds_Charter_V2015.pdf

d'Amérique latine, ils ont une forte expérience du terrain et du management de projets complexes.

Les Fonds Carbone Livelihoods (LCF) investissent dans des projets à grande échelle de restauration d'écosystèmes naturels, d'agriculture durable ou d'énergies renouvelables qui ont un impact positif sur l'environnement tout en améliorant les conditions de vie des communautés rurales. Ces fonds d'investissement ont été créés par des entreprises engagées dans la lutte contre le changement climatique et la transformation de leur modèle de production. Après une phase d'incubation, le premier Fonds Carbone Livelihoods a été créé en 2011 suivi d'un deuxième fonds en 2017. Un troisième fonds carbone est en cours de création.

¹⁸⁴ **Les investissements ont un double objectif :** contribuer à la lutte contre le changement climatique par le stockage d'importantes quantités de carbone dans les arbres, les sols, etc. Et permettre à des communautés rurales pauvres d'améliorer durablement leur résilience et leurs conditions de vie. Le carbone est mesuré et certifié en utilisant les meilleurs standards internationaux. Les crédits carbone ainsi obtenus permettent aux entreprises de compenser les émissions de gaz à effet de serre qu'elles n'ont pas encore réussi à réduire dans leur chaîne de valeur. Les produits générés par les projets Livelihoods reviennent aux communautés locales : productions forestières, agricoles, ressources halieutiques, etc, pour l'auto-consommation ou pour la vente³.

3. Pour en savoir plus sur les Fonds Carbone Livelihoods : <https://www.livelihoods.eu/fr/lcf/>

Le Fonds Livelihoods pour l'agriculture familiale (L3F) a été créé en 2015 à l'initiative de Danone, et du groupe Mars Inc. Ce fonds est né de leur conviction commune que la dégradation de l'environnement, le changement climatique et la pauvreté rurale sont interdépendants. Il propose une approche innovante pour transformer les chaînes d'approvisionnement des entreprises tout en améliorant la vie des petits exploitants agricoles. L'objectif : investir dans des projets d'agriculture régénératrice, améliorer la qualité des produits et leur traçabilité, préserver les ressources naturelles. L3F cible les matières premières qui sont principalement produites par les petits exploitants agricoles en Asie, en Afrique et en Amérique latine, et fortement impactées par les enjeux environnementaux, économiques et sociaux tels que le cacao, le lait, l'huile de palme, la vanille, la noix de coco, le karité, l'eau (préservation des bassins versants)⁴.

185

Les entreprises qui ont investi et soutiennent l'action des fonds Livelihoods à ce jour : Danone, Eurofins, Firmenich, Groupe Caisse des dépôts, Hermès, Groupe Crédit agricole, Groupe La Poste, Mars Inc., Michelin, SAP, Schneider Electric, Veolia, Voyageurs du monde. Les fonds Livelihoods mobilisent une capacité d'investissement de 300 millions d'euros. Depuis leur création, ils ont permis d'améliorer la vie d'environ un million de gens, de restaurer 100 000 hectares de terres et de planter 200 millions d'arbres⁵.

4. Pour en savoir plus sur le Fonds Livelihoods pour l'agriculture familiale : <https://www.livelihoods.eu/fr/l3f/>

5. Pour en savoir plus sur les entreprises partenaires de Livelihoods : <https://www.livelihoods.eu/fr/qui-nous-sommes/>

Remerciements

Mes remerciements vont d'abord aux milliers de femmes et d'hommes anonymes des communautés qui ont inspiré ce livre. Les femmes tout particulièrement, qui ont un rôle central dans nos projets. En plantant des millions d'arbres, en restaurant les sols ou en pratiquant une agriculture respectueuse du vivant, ces hommes et ces femmes sont les véritables héros de l'aventure Livelihoods. Ce qu'ils ont réussi contribue à améliorer leur vie souvent difficile mais aussi notre vie à tous.

187

Comme on peut le lire dans les histoires racontées dans ce livre, rien ne serait possible sans nos partenaires qui, sur le terrain, travaillent à convaincre, organiser, réaliser les projets soutenus par Livelihoods. Nous ne remercierons jamais assez les leaders des ONG et leurs équipes pour la qualité de leur engagement, leur sens de l'action, leur capacité de résistance aux difficultés.

Ce livre relate le travail d'une équipe qui partage un rêve et la volonté opiniâtre de le voir se réaliser. L'équipe de Livelihoods Venture est le cœur du réacteur. C'est elle qui conçoit, structure, coordonne pour s'assurer que tout marche comme prévu. Elle joue le rôle indispensable de « passeur »

entre des mondes souvent très éloignés. Elle fait preuve d'une cohésion incroyable dans l'adversité. Et elle reste curieuse d'apprendre, à l'affût de ce qui pourrait nous permettre d'aller plus loin. Je dois des remerciements tout particuliers à Jean-Pierre Rennaud, qui a été le complice de la première heure et le pionnier. À Guillaume Bouculat, qui a joué un rôle majeur dans le développement de Livelihoods d'abord comme financier puis comme responsable des opérations, à Éric Servat, qui met au service de Livelihoods sa formidable expérience de l'entreprise et des projets, à Christine Porta, qui assure avec sagesse et compétence la gestion de la maison. J'aimerais pouvoir nommer et remercier ici chacun des membres de l'équipe qui contribuent chaque jour à concrétiser notre rêve depuis les hautes terres du Kenya ou d'Ayacucho jusqu'aux vallées d'Araku, des villages sous le dur soleil du Burkina à la moiteur des mangroves de Sumatra. Agronomes, experts du carbone, financiers venus des quatre coins du monde, tous partagent avec opiniâtreté une même passion, un souci du résultat, qui nous permettent d'avancer.

Livelihoods n'existerait pas sans les entreprises qui ont cru en ce projet. Et qui ont eu le courage d'investir dans des fonds dont le succès n'était pas assuré. Elles ont participé activement à l'aventure, s'impliquant dans les projets, apportant la compétence de leurs équipes. Elles ont toujours répondu présent lorsqu'il a fallu faire face aux difficultés. Ce livre est un hommage à leur engagement et à leur volonté de se transformer elles-mêmes. Je tiens à remercier tout particulièrement les dirigeants et leurs équipes qui se sont impliqués personnellement dans la gouvernance des fonds Livelihoods.

Mes remerciements très personnels vont à tous ceux, nombreux qui m'ont inspiré, conseillé, soutenu au cours de cette aventure. Tous ceux avec qui ce projet s'est construit, enrichi de multiples échanges. Je ne peux les nommer tous et les prie de m'en excuser. J'ai une pensée toute particulière pour mes amis agriculteurs qui, en France, m'ont donné très jeune le goût pour les choses de la terre. Je tiens également à remercier Michel Berry, fondateur de l'École de Paris et Henry Dougier, l'éditeur de ce livre qui en ont eu l'idée. Le regard bienveillant d'Henry, son enthousiasme intact et ses encouragements m'ont été précieux.

Enfin, cette histoire n'existerait pas sans ma famille. Nicole et mes enfants, Vincent, Fabien, Clara et Luis, dont l'affection, le regard critique et l'humour m'ont tant aidé à garder le recul nécessaire.

Pour en savoir plus
sur les ateliers henry dougier
(catalogues, auteurs, vidéos, actualités...)
vous pouvez consulter notre site internet
www.ateliershenrydougier.com



@ateliershenrydougier



@AteliersHD



@ateliershenrydougier

Achevé d'imprimer par xxx
14110 Condé-sur-Noireau
N° d'imprimeur : xxx
Imprimé en France